



LA VERITE

MENSUEL TROTSKYSTE

PARAIT LE 1^{er} DE CHAQUE MOIS

DANS CE NUMÉRO :

De Gaulle et la gauche (suite..)

Jean PERRIN :

Les grèves de Novembre-Décembre 1947

Charles LEMOINE :

Les mineurs en Août 1953

Ernest BOIVIN :

Avant le 21^e Congrès du P.C. russe

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE de la REVOLUTION ALLEMANDE
Quatre articles de Rosa Luxembourg :
« ASSEMBLÉE NATIONALE OU CONSEILS OUVRIERS »
et deux textes de Léon Trotsky

A NOS LECTEURS

C'EST, encore cette fois, par quelques mots d'excuses qu'il nous faut commencer cette rubrique. Passer de la publication d'un hebdomadaire à celle d'un mensuel, qui exige de toutes autres méthodes de travail, n'était pas chose aisée ; nous avons pris, sur la date prévue, un retard croissant, et il nous aura fallu trois mois et demi pour publier trois numéros. Aussi le présent numéro 515 paraît-il avec la date du 1^{er} février. Nous espérons fermement être désormais en mesure d'assurer la parution de *La Vérité* pour le 1^{er} de chaque mois.

En compensation du retard apporté à notre parution, c'est un numéro plus abondant que le précédent, et comportant, à nouveau, une brochure détachable — cette fois, de 16 pages, et contenant notamment, à l'occasion du 40^e anniversaire de sa mort tragique, quatre des derniers articles de Rosa Luxembourg, inédits en français — que nous sommes en mesure de vous offrir.

Il n'en est pas moins vrai que, pour atteindre, entre les diverses rubriques, l'équilibre le mieux adapté à vos besoins, votre avis, ami lecteur, nous sera extrêmement précieux. Voici donc quelques questions auxquelles nous souhaiterions avoir votre réponse — sans qu'elles aient, naturellement, une valeur limitative, toute critique ou suggestion étant toujours la bienvenue.

Quels articles vous ont le plus intéressé ? Quelles rubriques souhaitez-vous voir développer davantage, ou au contraire réduire ou supprimer ?

● Le journal du mois. La revue des revues. La chronique du cinéma.

● La politique des partis ouvriers (« La crise de la social-démocratie » de Jean Perrin, dans le n° 513, ou les articles de F. Forgue sur la politique du P.C.F.).

● Les questions de théorie ou de programme (« Sur le problème du parti », « Marxisme, philosophie, science »).

● L'histoire récente du mouvement ouvrier français (articles de Charles Lemoine sur les mineurs, article de Jean Perrin sur « Les grèves de novembre-décembre 1947 »).

● L'histoire du mouvement ouvrier international (« La révolution allemande », de P. Brabant, dans ce numéro).

● Les problèmes de la révolution aux colonies (« L'Afrique Noire après le référendum », l'étude de R. Bussière dont nous publions la conclusion dans ce numéro).

● La tribune libre de la jeunesse.

● Les problèmes de l'U.R.S.S. et des pays sous contrôle stalinien (« Deux ans après l'Octobre hongrois », de F. Manuel ; articles de E. Boivin dans ce numéro).

● Les informations sur les luttes des travailleurs de tous pays (nous avons publié jusqu'à présent des correspondances anglaises et américaines).

● De grands textes du marxisme, actuellement introuvables ou inédits en français. Devons-nous continuer à en publier sous forme de brochure séparable ?

● Quelles rubriques manquent, à votre avis ?

Et enfin, pour les acheteurs au numéro, une question d'une grande importance pratique pour nous : trouvez-vous facilement *La Vérité* dans votre localité ou dans votre quartier ? Sinon, faites-nous savoir dans quel kiosque ou bibliothèque de gare vous désirez l'acheter régulièrement, et nous l'y ferons mettre.

POINTS DE REPÈRE POUR 1959

EN 1958, la classe ouvrière française a subi l'une des plus profondes défaites de son histoire. La responsabilité en retombe entièrement sur les dirigeants du P.S. et du P.C.F. Mollet, en passant dans le camp du « pouvoir fort », a complété sa trahison de 1956. Thorez, en soutenant Mollet-Pflimlin, au nom de la défense du parlementarisme bourgeois, a, lui aussi, facilité l'accession au pouvoir de de Gaulle.

La bourgeoisie française, regroupée dans sa quasi-totalité autour de de Gaulle, n'a pas perdu un instant pour mettre à profit sa victoire. Une constitution dictatoriale, une assemblée introuvable, la réorganisation et le renforcement massif de toutes les forces répressives lui donnent, à tout moment, la possibilité de frapper avec une brutalité inouïe les travailleurs, si ceux-ci entreprennent de réagir. Dans le même temps, sa politique économique et financière a pour but non déguisé de faire payer à la masse des travailleurs les frais d'un budget militaire écrasant et de la modernisation de l'appareil de production, par une réduction massive de leur niveau de vie. Cependant que la réforme judiciaire, les menaces contre l'école laïque, l'« intéressement des travailleurs à l'entreprise » n'ont d'autre but que de désintégrer la conscience de classe des ouvriers, de préparer les voies d'un néo-corporatisme ; en prétendant leur interdire de se rassembler sur leur propre plan de classe, ces mesures sont directement dirigées contre les organisations syndicales.

Le 1^{er} juin 1958 a marqué un tournant, dans le sens du renforcement de la réaction, non seulement à l'échelle française, mais à l'échelle internationale. De Gaulle jouit, non seulement de l'appui ouvert des impérialistes américains, mais de l'appui à peine dissimulé des bureaucrates russes. Eisenhower comme Khrouchtchev apprécient en lui « l'homme fort », capable d'assurer efficacement ce qui est, pour l'un comme pour l'autre, l'objectif essentiel : le maintien de l'ordre établi. Avec le voyage de Mikoyan, la préparation de la « Conférence au sommet » semble d'ailleurs entrer dans une phase active. Un accord Washington-Moscou aurait pour but de réduire les causes de friction entre les deux « super-grands », afin de mieux réaliser leur collaboration, la division du travail entre eux, dans leur lutte commune pour la préservation des privilèges contre l'action révolutionnaire des masses opprimées du monde entier.

Il serait donc illusoire d'escompter un effondrement rapide du régime de Gaulle. La classe ouvrière, profondément atteinte par la trahison manifeste de ses directions traditionnelles, a d'ailleurs besoin de temps pour reconstituer sa volonté de combat.

Dans ces conditions, la tâche des marxistes est aujourd'hui double.

En premier lieu, organiser la résistance à l'offensive de l'état bourgeois contre le mouvement ouvrier. Cette résistance ne peut être efficace que sur un plan de classe.

Sur le terrain syndical, le refus de l'intégration, ouverte ou masquée, des syndicats à l'état, prend son appui dans la lutte pour l'indépendance des syndicats à l'égard de tous les partis, églises, gouvernements, et pour la démocratie interne du mouvement syndical, le respect sans réserve du droit de tendance.

Sur le terrain politique, il faut œuvrer, si grandes soient les difficultés — elles le sont ! — à rassembler dans une même organisation tous ceux qui veulent construire un parti ouvrier anti-gaulliste, indépendant du stalinisme et de la hiérarchie catholique. La formation d'un tel parti serait favorisée par l'unité, sur un programme de classe, du Parti Socialiste Autonome et des militants socialistes et socialistes révolutionnaires de l'Union de la Gauche Socialiste. Elle serait entravée par la transformation de l'Union des Forces Démocratiques en un parti libéral bourgeois, se donnant pour programme la restauration du parlementarisme vomé par les masses. En se situant sur le terrain de classe qui est le sien, le P.S.A. peut, au contraire, constituer un pôle d'attraction pour les militants socialistes restés au parti de Mollet, comme pour les militants communistes écœurés par la répression russe en Hongrie, le vote des pouvoirs spéciaux, etc.

Il importe, en même temps, de préparer l'avenir. Quelles que soient les difficultés présentes, le régime de Gaulle ne peut, pas plus que ses prédécesseurs, rajeunir le système capitaliste décrépit et résoudre ses contradictions internes. Le moment venu, les travailleurs reprendront l'offensive. La bourgeoisie le sait qui, comme il y a dix-huit ans, prépare la relève, et tient en réserve, en la personne de Mendès-France, Mitterrand, etc., un personnel de rechange susceptible, le moment venu, avec la complicité des dirigeants staliniens, de sauver le régime capitaliste d'exploitation. Comme en 1936, comme en 1944, les travailleurs se verront-ils, une fois encore, frustrer des fruits de leur victoire ?

Défendre le marxisme contre tous ceux qui veulent faire retomber la responsabilité écrasante de la défaite, qui pèse sur les épaules des dirigeants du P.S. et du P.C.F., sur la classe ouvrière elle-même et sur la théorie marxiste de la révolution prolétarienne ; montrer que la lutte contre « l'état fort » ne peut se mener que dans la perspective de la lutte pour le pouvoir des Conseils Ouvriers, et non dans celle de la restauration du parlement bourgeois ; former des militants révolutionnaires plus nombreux, s'inspirant du marxisme révolutionnaire, du trotskysme : c'est œuvrer à ce que, demain, les dirigeants ouvriers traîtres, lorsqu'ils prêcheront, une fois de plus, que ce n'est pas le moment de la révolution socialiste (pour eux, ce n'est jamais le moment), mais de la « restauration de la démocratie », c'est-à-dire du parlement bourgeois, gardien, comme le régime actuel, de l'exploitation capitaliste — trouvent en face d'eux de puissantes forces révolutionnaires, capables de les mettre en échec.

Le journal du mois

FAUX DILEMMES, VRAIS PROBLEMES!

DE toutes parts et de tous côtés, on s'efforce d'enfermer le prolétariat dans de faux dilemmes, de l'obliger à rechercher — à ses dépens, évidemment — une conciliation entre ses intérêts et ceux que le général de Gaulle défend. Essayons de comprendre, et commençons par rechercher si l'expérience révolutionnaire du marxisme peut nous permettre de planter quelques jalons pour la définition d'une juste politique de classe face à la politique algérienne du général de Gaulle.

En 1848, pour Marx et Engels, la révolution aurait dû naturellement amener les partis de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie au pouvoir, aux fins d'unifier l'Allemagne, alors morcelée en 36 états, et de briser le carcan politique et juridique de la monarchie absolue. Les communistes appuyaient alors ces mouvements révolutionnaires; ils y participaient aux avant-postes. On examine par ailleurs, dans ce numéro de « La Vérité » (1), comment la bourgeoisie et la petite bourgeoisie allemandes, par crainte des masses prolétariennes, capitulèrent devant l'absolutisme féodal. La révolution de 1848 échoua. Néanmoins, sous une forme ou une autre, la société allemande devait trouver une solution aux problèmes restés en suspens. L'unité allemande, que les méthodes révolutionnaires avaient été incapables de réaliser du fait de la couardise et de la lâcheté des dirigeants démocratiques de l'époque, Bismark l'imposa: dans certaines conditions, avec des limitations, en préservant les intérêts des junkers, les gros propriétaires terriens dont il représentait les intérêts, et contre les masses travailleuses.

L'unification de l'Allemagne, c'est-à-dire son accession à une réelle indépendance nationale, était, au XIX^e siècle, un objectif progressif. Marx et Engels luttaient pour sa réalisation, mais ils rompirent toutes relations avec Lassalle, qui, prenant en considération les pas en avant effectués dans cette voie par le chancelier de fer, lui apporta son soutien. Cette attitude de Marx et d'Engels était motivée par une considération très simple: si progressive que pût être l'unité allemande, sa réalisation était subordonnée à un objectif infiniment plus progressif: la révolution prolétarienne. Soutenir Bismark, c'était aliéner l'indépendance de la classe ouvrière, contester au prolétariat et aux masses laborieuses leur droit à l'existence historique indépendante, comme classe. C'était, en fait et en droit, s'en remettre à Bismark et aux junkers quant aux destinées historiques de la classe ouvrière. Nul besoin, pour une telle politique, de partis ouvriers; et c'est pourquoi Marx estima que c'était « une question d'honneur pour la classe ouvrière » de ne pas apporter son appui aux solutions de Bismark pour la réalisation de l'unité allemande.

Il est clair que les problèmes soulevés par la révolution algérienne, problèmes ressortissant à l'indépendance nationale, ont un caractère indiscutablement progressif. Il est non moins clair, d'une part, que le prolétariat français a été mis, par suite de la trahison des dirigeants ouvriers « démocrates » d'aujourd'hui, dans l'incapacité de jouer son rôle dans le

combat, et, d'autre part, que la révolution algérienne est actuellement en plein reflux (2). Dans une situation où la révolution algérienne recule, tandis que le prolétariat français a subi une grave défaite, l'initiative est aux mains de la bourgeoisie. Celle-ci est parfaitement consciente de la nécessité qu'il y a pour elle, afin de préserver ses positions économiques dans les anciennes colonies, d'édifier des états bourgeois autochtones, à l'abri desquels ses intérêts impérialistes seraient mieux préservés que sous le régime de l'administration directe.

Et, tout le premier, le général de Gaulle en est personnellement convaincu. Son attitude à l'égard de la Guinée est significative. Pour l'Algérie, les conditions d'application d'une telle politique sont plus difficiles: algérianiser l'état français en Algérie, cela ne peut s'accomplir que graduellement. Mais c'est, néanmoins, à cela que tend sa politique: un certain degré d'« indépendance politique », ayant pour effet de confier, à un état algérien (indépendant à terme), le soin de protéger les intérêts industriels, financiers et agraires des impérialistes contre les masses, voilà l'objectif que s'est assigné le général de Gaulle.

Jusqu'au 1^{er} juin, la révolution algérienne, se combinant à une crise sociale sans précédent en France, ouvrait la voie à la solution du problème de l'indépendance, mais dans une tout autre perspective. Derrière la lutte des masses se profilait la question agraire, la revendication de l'expropriation des trusts, la perspective d'un état indépendant dont la fonction eût été tout autre, en liaison avec une lutte anti-capitaliste résolue en France. Les dirigeants du P.C.F. et du P.S. ne l'ont pas voulu. Ils ont lutté, comme l'écrit le stalinien A.-P. Lentin dans « Libération » du 8 janvier 1959, pour

« que la France conserve, en accordant l'indépendance à un pays africain... (la possibilité) de développer de fructueux accords techniques, culturels et économiques. L'exemple de la Guinée sera médité par tous ceux qui, de près ou de loin, participent en haut lieu à la direction des affaires algériennes. »

La « France » dont il s'agit ici n'est pas la France ouvrière et paysanne. C'est la France aux moins du capital financier, qui signe de « fructueux accords économiques ». C'est la France des « monopoles, que de Gaulle exprime, mais dont la politique constitue un pas en avant », constate « l'Humanité ». Cette formule prétend justifier l'appui qu'apporte « l'Humanité » aux solutions des monopoles.

Les dirigeants ouvriers et leurs alliés constatent (c'est M. Gilles Martinet qui le dit), que :

« La politique de de Gaulle n'en exprime pas moins la dernière et la plus sérieuse tentative faite par le capitalisme français pour faire la part du feu, et maintenir, grâce à un certain nombre de concessions réelles, l'essentiel de ses positions. »

Et le distingué rédacteur de « France-Observateur » d'écrire :

« Il est inutile de dire à quel point nous souhaitons que ce seuil (le seuil qui conduit à cette tentative) soit franchi. »

Ainsi, l'impérialisme français, pour la défense de ses posi-

(1) Voir l'article de P. Lambert : « Marx et les problèmes du parti ouvrier », p. 7 et suivantes.

(2) Les combats se poursuivent, avec un acharnement qui ne se dément pas; mais le cadre politique, la perspective sont radicalement modifiés depuis le 1^{er} juin 1958.

tions, entreprend, avec de sérieuses chances de succès, de trouver sa solution au problème algérien, de Gaulle de régler un problème laissé en suspens par la défaite de la révolution ; et que demandent-ils à la classe ouvrière, ces socialistes novateurs et stalinien conservateurs, sinon d'apporter son aide à l'impérialisme ?

Il faut aller plus loin, Messieurs. Si, comme l'écrit l'un des directeurs de conscience de la gauche libérale-progressiste-stalinienne, J.-J. Servan-Schreiber, de Gaulle reprend la politique préconisée par Mendès il y a deux ans.

Si, comme chacun a été à même de le constater, Mendès-France, malgré l'appui des stalinien et des progressistes, s'est avéré impuissant à réaliser sa propre politique.

S'il faut souhaiter que le capitalisme français se tire d'un mauvais pas, en camouflant sa domination dans les colonies, tout en sauvegardant l'essentiel.

Alors il faut tirer toutes les conséquences de votre orientation :

Vous, les faillis, impuissants à imposer votre politique, vous devez soutenir de Gaulle sans détours.

Si, comme vous l'avez expliqué, le problème algérien est le problème central du pays, et que, seul, de Gaulle est à même de lui trouver la solution qui comble vos vœux, il ne faut pas ruser : il vous faut dissoudre vos organisations. Unissez-vous avec les « gaullistes de gauche », ou rejoignez le parti de Mollet, pour y renforcer sa tendance social-gaulliste. Toute autre attitude ne recouvre que manœuvres et combines parlementaires.

* *

Il faut l'écrire : si le mouvement ouvrier ne pouvait trouver la réalisation de sa politique que dans celle de de Gaulle, le mouvement ouvrier n'aurait plus de raison d'être. Mais la classe ouvrière a d'autres intérêts que ceux que défend de Gaulle. Ses solutions ne sont pas les mêmes.

LA « COEXISTENCE PACIFIQUE » AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT. UN EXEMPLE DE COLLABORATION WASHINGTON-MOSCOU.

LA presse de tous les pays, les hommes politiques de toutes les nations, font tout pour obscurcir les problèmes qui se posent dans cette région du monde soulevée par les vagues d'une révolution qui, derrière l'indépendance nationale, cherche les voies et les moyens d'en finir avec la domination des hobereaux et des bourgeois « nationaux », lesquels, bien que s'efforçant d'obtenir une plus grande part du gâteau extorqué aux masses travailleuses, sont reliés par mille et mille liens avec l'impérialisme. La question agraire, le problème de l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des trusts internationaux qui contrôlent toutes les énormes richesses de ces contrées, tel est l'arrière-plan de la lutte des masses arabes pour l'unité et l'indépendance.

Un jour, dans la presse bourgeoise, on lit que Nasser est un jouet des communistes, le lendemain il est devenu « le dernier rempart de l'Occident ». Dans le même temps, la presse stalinienne internationale ne parle de Nasser que comme le grand représentant des forces anti-impérialistes arabes. Les éloges ne tarissent pas sur la constitution de la République Arabe Unie ; puis, brusquement, Léon Feix nous apprend, dans « l'Humanité », qu'après tout Nasser peut devenir un jouet entre les mains des Américains, et que, en tout état de cause, la fusion syro-égyptienne est une mauvaise chose, car seule une fédération est véritablement conforme à un anti-impérialisme conséquent.

Essayons d'y voir clair :

● En dépit de tous les fracassants communiqués publiés en leur temps, Nasser n'a jamais même amorcé une véritable réforme agraire. Les grands propriétaires fonciers maintiennent toujours leur domination sur les fellahs égyptiens. Dans tous les pays arabes, le serf est resté serf et l'état « socialiste et coopératif » nassérien continue, comme le régime de Farouk, à préserver les intérêts des féodaux arabes.

● Si des mesures nationalisant le canal de Suez ont été prises, il n'en reste pas moins que de substantielles indemnités sont versées aux actionnaires (4 millions 100.000 livres sterling ont été dernièrement versées à Londres par le gouvernement égyptien), et que les autres positions économiques de l'impérialisme restent intactes. En fait, l'état égyptien est, plus que jamais, sous la dépendance de l'impérialisme ; cette dépendance n'a fait, simplement, que changer de forme ;

tandis que, à l'impérialisme anglo-français, se substituait peu à peu Wall Street, dont Nasser quémande les crédits.

Ces deux faits confirment qu'à notre époque la bourgeoisie et la petite bourgeoisie préfèrent, même contre leurs intérêts immédiats, passer un accord avec l'impérialisme par crainte des aspirations socialistes des masses (1).

● Le tournant dans l'attitude des Américains et des Russes au Proche et au Moyen-Orient, a été pris, très précisément, lors de la révolution irakienne, qui a entraîné également une réorientation de Nasser. Le 15 juillet, à Bagdad, ce n'est pas simplement un régime politique qui a été substitué à un autre : les masses sont intervenues. Des milices populaires ont vu le jour. Les fellahs sans terre ont dressé la potence pour les richissimes féodaux vendus à l'impérialisme. « La terre à ceux qui la travaillent ; expropriation des trusts pétroliers », tel était l'enjeu réel de la révolution. La menace a été immédiatement appréciée à sa valeur. Les troupes anglo-américaines ont débarqué au Liban et en Jordanie. Le gouvernement Kassem, vilipendé la veille, a été reconnu. Le « pauvre » jeune roi d'Irak et Noury Saïd ont été portés au compte profits et pertes. Pourquoi ? parce que, contre la menace de la rue, comme le constate le journaliste américain Alsop, Kassem contrôle « l'armée, et la solide machinerie policière mise en place par Noury Saïd et qui n'a pas été démantelée ». C'est également la raison pour laquelle Kassem bénéficie du soutien du P.C. irakien et de l'U.R.S.S.

● Jusqu'aux émeutes révolutionnaires de Bagdad, les stalinien soutiennent la politique de Nasser de fusion syro-égyptienne et d'union des Arabes. Dans les semaines qui suivent, brusque volte-face. Ils y opposent la « Fédération ». Pourquoi ? Derrière le mot d'ordre de l'unité arabe, il y a les problèmes réels de la lutte anti-impérialiste et de la réforme agraire. Les masses arabes ne pourront se libérer de la balkanisation, qui ne profite qu'aux magnats du pétrole

(1) Cette constatation n'implique nullement que le prolétariat doive se désintéresser de la forme du régime, particulièrement dans un pays colonial. Quand la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, pour la défense de leurs intérêts, engagent une lutte limitée, telle celle de Nasser contre l'impérialisme, le prolétariat doit y participer ; mais en conservant son indépendance, et non dans un quelconque « Front » où il est le jouet des bourgeois. Car, partout, la bourgeoisie colonisée se retourne ensuite contre les masses, en s'appuyant sur l'impérialisme, pour la défense de sa propre exploitation de classe. C'est ce qu'a toujours fait Nasser.

et aux hobereaux arabes, que par les Etats-Unis du Proche et Moyen-Orient. Ce problème est évidemment le cadet des soucis des staliniens, sinon ils n'écriraient pas, comme ce plat valet, Léon Feix, que :

« L'union des forces politiques et sociales de toutes tendances, des ouvriers, des paysans, des intellectuels, de la bourgeoisie nationale, de tous les partis et organisations anti-impérialistes, est indispensable dans la lutte pour l'indépendance nationale et pour la solution des problèmes que pose l'édification de l'économie de l'état. »

La confusion volontairement entretenue entre des notions qui ne s'identifient nullement cherche à masquer autre chose. La bourgeoisie des pays arabes, la révolution irakienne le démontre à nouveau, ne veut à aucun prix rompre avec l'impérialisme qui était sa domination. Elle ne vise qu'à obtenir un pourcentage plus favorable dans la répartition des bénéfices extorqués par l'exploitation des masses. Dès l'arrivée au pouvoir de Kassem, le président du trust pétrolier britannique est allé négocier un accord où le pourcentage des profits versés à l'Irak a été élevé à 50 %. L'« union des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie » est également incapable d'arracher l'indépendance nationale et d'édifier l'économie de l'état. Car la bourgeoisie est toujours et partout incapable de mener un combat réel contre l'impérialisme. Aussi bien, la phraséologie pseudo-marxiste de Feix, ainsi que le mot d'ordre de la « Fédération », dirigé contre Nasser, reflètent d'autres préoccupations.

D'une part, le Kremlin avertit Nasser, par la plume de Feix, de ne pas trop s'engager avec l'impérialisme américain. D'autre part, Feix et ses maîtres du Kremlin savent parfaitement qu'une Fédération des états du Proche et Moyen-Orient (2) ne pourra se réaliser que par la révolution expropriatrice, contre la bourgeoisie « nationale » comme contre l'impérialisme. En se dressant contre la République Arabe Unie, le Kremlin, utilisant ses propres pions (les P.C.), veut enfoncer un coin dans la montée révolutionnaire des masses, et, au nom de la Fédération, briser la Fédération. L'ex-candidat à la présidence des U.S.A., Stevenson, l'a signalé. Relatant son entrevue avec Khrouchtchev, il note, dans un article, que « l'intervention anglo-américaine au Liban et en Jordanie fut accueillie avec le plus grand soulagement par K. » ! Elle fut accueillie avec soulagement parce qu'elle représentait un barrage aux masses révolutionnaires. Khrouchtchev à sa façon, s'est joint à Eisenhower. En soutenant la bourgeoisie syrienne mécontente des résultats de la fusion avec l'Egypte, et en prônant l'« indépendance » de l'Irak, la bureaucratie stalinienne prend position, là aussi, en faveur du statu-quo et contre les masses révoltées, c'est-à-dire qu'elle veut, après avoir soutenu un moment la R.A.U., préserver maintenant la balkanisation du Proche et Moyen-Orient.

● La révolution du 15 juillet à Bagdad a également con-

fronté Nasser avec des problèmes dont la solution le dépasse. C'est pourquoi il a accueilli avec un soulagement égal à celui des Russes et des impérialistes occidentaux, l'arrestation de son « frère » Aref, partisan de l'Union de l'Irak avec la R.A.U. Le slogan de l'unité du monde arabe ne peut, pour Nasser comme pour les staliniens, être davantage qu'un slogan, car sa réalisation amènerait la subversion de toute la structure sociale du Proche et Moyen-Orient. Mais Nasser a également compris autre chose, ainsi qu'en témoigne la déclaration faite à Alsop par son ministre des Affaires étrangères, déclaration suggérant que les Anglo-Américains collaborent à Bagdad avec l'U.R.S.S. contre Nasser. Pour traduire ces affirmations en un langage plus simplement compréhensible, disons que Nasser se rend parfaitement compte que, dans le grand marchandage en préparation entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, il sera, lui aussi, laissé pour compte par ses grands amis du Kremlin. Avec une célérité « étonnante », il signe à tour de bras, sous la pression des Américains, des accords, ici avec l'Angleterre, là avec la France (le F.L.N. a toutes chances de devenir le dindon de cette farce — voir le voyage de Fanani au Caire — ceci au nom de la « fraternité arabe »), demande crédits sur crédits. En fait, si Nasser est toujours l'un des barrages devant le « communisme », il n'a plus, comme lors de l'affaire de Suez, les moyens de jouer un jeu autonome dans le grand jeu qui se déroule au Proche et Moyen-Orient. Face aux masses révolutionnaires, l'état de Noury Saïd, dirigé aujourd'hui par Kassem, apparaît comme plus important aux yeux des impérialistes occidentaux et des bureaucrates russes. Et, surtout, le P.C. irakien, qui contrôle la rue, peut être utilisé. Khrouchtchev possède donc, avec le P.C. irakien, et accessoirement le P.C. syrien, des pions qui pourront servir de monnaie d'échange dans la grande discussion sur la « coexistence pacifique ».

**

Constatons une fois encore, pour conclure, le rôle infâme joué par cette canaille de Léon Feix. Il n'a, jusqu'à ce jour, rien trouvé à dire lorsque Nasser arrêtait les communistes égyptiens, contraints à l'illégalité depuis de longues années. Et, dans un article de « l'Humanité » du 17 janvier 1959, le voilà qui proteste contre les arrestations de communistes syriens. Le motif réel de la vertueuse et neuve indignation de Feix se trouve dans dix mots d'un article qui en contient plusieurs centaines : Nasser « néglige le soutien des états socialistes épris de paix ». Le sort des communistes égyptiens, syriens ou autres, croupissant dans les prisons, ne commence à intéresser Feix qu'à partir du moment précis où les intérêts de la bureaucratie stalinienne sont en jeu : telle est la signification de l'article de cet agent français de l'appareil international du Kremlin. Il n'est pas de pire ennemi des travailleurs, à l'intérieur du mouvement des masses, que le stalinisme.

LE GRAND MARCHANDAGE SUR LE DOS DES PEUPLES.

M. MIKOYAN a passé ses vacances aux Etats-Unis. Il en a profité pour rencontrer quiconque voulait le recevoir, et ses hôtes ont été très nombreux : magnats de Wall Street, de l'industrie, du commerce, du cinéma, MM. Dulles et Eisenhower. Il a même visité l'appartement du capitaine de police chargé de sa garde dans une quelconque

(2) L'union des peuples du Proche et du Moyen-Orient se fera-t-elle sous l'égide d'une « Fédération » ou d'« Etats-Unis » ? Quelle forme spécifique revêtira-t-elle ? Il appartient aux peuples intéressés eux-mêmes d'en décider souverainement.

ville des Etats-Unis. Il est remarquable que le vice-président de l'Union Soviétique n'ait pas éprouvé le besoin ni la nécessité de rencontrer la classe ouvrière américaine. On pourra rétorquer : ce n'est pas le communiste qui voyageait en Amérique, mais l'homme d'état. En d'autres temps, le premier ambassadeur de l'U.R.S.S. à Berlin, Adolphe Abramovitch Joffé, qui était également un homme d'état, mettait le siège de l'ambassade à la disposition des spartakistes. C'était en 1919 !

Les objectifs des dirigeants soviétiques actuels sont, bien

évidemment, à l'opposé de ceux que poursuivaient les fondateurs du premier état ouvrier. La diplomatie de Lénine et Trotsky était subordonnée aux intérêts de la révolution mondiale. L'état soviétique était considéré comme le premier maillon de la chaîne de la révolution prolétarienne internationale. Khrouchtchev et Mikoyan, comme Staline, veulent négocier avec l'impérialisme américain un nouveau Yalta.

Que fut donc Yalta ? Un accord entre Staline et Koosevelt contre la révolution. Faire la part du feu, pour le président des Etats-Unis, cela a consisté à permettre à la bureaucratie russe, en occupant les pays de l'Europe orientale, d'y écraser la montée révolutionnaire des masses, tandis que les mains libres étaient laissées à l'« Ouest » pour reconstituer, avec l'aide des partis communistes, les états bourgeois d'Europe occidentale en complète liquéfaction. Yalta, cela signifie, entre autres choses, en France, la dissolution des milices patriotiques, le « produire d'abord », les 45.000 morts de Sétif en 1945, Thorez vice-président de de Gaulle ; ce fut aussi la liquidation des positions révolutionnaires en Grèce en 1945 par les troupes anglaises sous l'œil bienveillant de Staline, etc.

Le pro-stalinien J.-R. Clémentin, dans « Libération », n'y va pas par quatre chemins et se félicite explicitement de ce nouveau Yalta que préparerait le voyage de Mikoyan. Il y a, à ce propos, une constatation à faire : les staliniens sont les plus fermes partisans de l'« indépendance nationale » de la France, condamnant l'inféodation des « gouvernants de ce pays » à l'impérialisme américain, et le sens antinational « de la classe bourgeoise ». Mais, dans l'hebdomadaire « Tribune des Nations » du 16 janvier 1959, exprimant les vues de l'ambassade soviétique à Paris, on peut lire ces lignes hautement significatives :

« Mais (de Gaulle) devrait-il s'en remettre à ce sujet à l'étonnant (3) M. Dulles, nous nous ferons une raison. Il y a les deux grands, et, derrière, les autres qui se racontent des histoires d'autrefois. »

Que les impérialismes secondaires (France, Allemagne, Angleterre) voient leurs positions passer sous contrôle américain, n'a plus, maintenant, aucune importance, si Russes et Américains parviennent à conclure un compromis entre eux.

« L'indépendance nationale » de la France pourra, dès lors, être mise au rancart au nom des intérêts supérieurs de la « paix » et de la « démocratie » — lisez des Intérêts de la bureaucratie soviétique.

Mais qu'est donc allé chercher Mikoyan aux Etats-Unis, et pourquoi y a-t-il reçu le meilleur accueil ? Le correspondant de « l'Humanité » à Moscou, P. Hentgès, le jour même du départ de Mikoyan, nous en livre le secret :

« Quel homme d'état réaliste peut actuellement prévoir un succès quelconque dans une politique de subversion intérieure ? »

L'impérialisme américain vise à améliorer ses positions aux dépens de l'U.R.S.S., ceci ne souffre aucune discussion, mais Khrouchtchev retourne la menace : « Si nous, bureaucrates russes, sommes menacés de subversion interne, en particulier en Europe Orientale, qu'y gagnerez-vous, vous, impérialistes américains ? ».

Ce langage trouve des auditeurs compréhensifs : l'un des journalistes américains les plus autorisés, Walter Lippman, dans un article publié par le « New York Herald Tribune » du 19 décembre 1958, reconnaît que la politique Dulles-Adenauer concernant le problème allemand :

« est très dangereuse. Il y a toujours lieu de craindre

(3) De fauteur de guerre, M. Dulles devient sympathique, « étonnant », après qu'il ait reçu courtoisement Mikoyan. Dulles n'a pas changé. Il défend, aujourd'hui comme hier, les intérêts des trusts américains. Alors, qui change ?

des désordres et des soulèvements possibles en Allemagne de l'Est. Soulèvements qui risquent d'être incontrôlables, et c'est pourquoi nous avons (nous, Américains) également intérêt à obtenir un règlement de tout le problème allemand avant qu'il y ait soulèvement en Allemagne de l'Est. »

Conclusion : Russes et Américains devraient se mettre d'accord contre ce que Hentgès, employant le langage de la réaction, appelle la « subversion interne », c'est-à-dire l'action révolutionnaire des masses exploitées.

Qu'un nouveau Yalta puisse trouver son fondement dans la crainte qu'éprouvent bureaucrates russes comme impérialistes américains devant la menace de la révolution, c'est ce que montrent toute une série de faits :

● En juin 1953, les délégués des insurgés de Berlin-Est se sont vu refuser, par l'administration militaire des U.S.A. en Allemagne, l'autorisation d'utiliser la radio sous contrôle américain.

● En octobre 1956, Khrouchtchev a laissé, à l'occasion de Suez, les impérialistes américains régler leur compte aux impérialistes français et anglais plus faibles, pour prix de leur neutralité lorsque les tanks russes écrasèrent, à Budapest, la révolution des conseils ouvriers.

● Tant Eisenhower que Khrouchtchev se félicitent de la venue au pouvoir de de Gaulle. Un exemple pris entre mille autres : quand la presse mondiale a fait état d'une invitation à Moscou d'une délégation du gouvernement F.L.N. du Caire, une visite de Vinogradov à de Gaulle remit aussitôt les choses au point. Moscou démentit l'information. Le gouvernement Abbas n'est pas reconnu par Moscou. Les messages de Vorochilov et de Khrouchtchev au général de Gaulle, le félicitant de son « avènement au poste de président de la République », et l'attitude du P.C.F., combinant les attaques verbales avec une politique d'opposition « constructive », démontrent combien les dirigeants russes sont satisfaits de l'ordre capitaliste qui règne en France.

● L'ex-candidat démocrate à la présidence des U.S.A., Adlai Stevenson, note que Khrouchtchev, lors d'une entrevue avec lui, formulait sa politique en ces termes :

« Pas d'intervention dans les affaires intérieures des autres pays. Couchons cette règle par écrit lors d'une conférence au sommet. Nous sommes désireux de contribuer à sa reconnaissance, et de la tenir ensuite pour sacrée. »

En d'autres termes, laissez-nous, en U.R.S.S. et dans les pays sous notre contrôle, défendre nos privilèges de bureaucrates contre les masses, et nous vous assurons que nous vous apporterons, comme nous l'avons fait dans le passé, le plus sérieux appui pour étayer la domination et l'exploitation impérialistes dans la zone que vous contrôlez. Tel est le langage « réaliste » qui se cache derrière la formule de la « co-existence pacifique », c'est-à-dire de la reconnaissance du statu-quo contre-révolutionnaire, à laquelle les P.C. du monde entier sacrifient partout les masses.

Nul doute que ce langage ne trouve actuellement un écho dans les milieux impérialistes. Mais, à échéance, il y a là une des plus cyniques tromperies des peuples. Car, si la révolution n'abat pas l'impérialisme et son défenseur, l'appareil international du stalinisme, le capitalisme continuera toujours à porter en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. Le statu quo, Yalta, la coexistence pacifique, représentent les termes équivalents d'une politique incapable d'assurer une paix durable entre les peuples, et qui sacrifie les aspirations des masses du monde entier aux intérêts d'une bureaucratie parasitaire ayant exproprié le peuple russe de ses conquêtes socialistes d'Octobre. Seule la révolution socialiste mondiale peut assurer à la fois la satisfaction des aspirations des masses travailleuses et exploitées et une paix durable.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GRAND CAPITAL.

« Le franc sauvera la France ! ».
(J. Rueff, aux Ambassadeurs.)

LES mesures économiques et monétaires du 27 décembre dernier sont la conclusion des travaux d'une commission « d'experts », présidée par M. Rueff et désignée par M. Pinay. Ont participé à cette commission le sous-gouverneur de la Banque de France, le président de Pechiney, le président de la Société Générale, l'associé-gérant de la Banque Lazard, etc. Comme le disait M. Jeanneney, lui-même membre de la commission :

« Nous ne sommes pas des prolétaires. »

Cette commission a publié un rapport. Il définit ainsi la politique économique du nouveau régime : renouveler le « miracle Poincaré ». Le moyen préconisé : retour à une stricte orthodoxie monétaire.

« Le déficit, en majorant de son montant la demande globale, permet de demander des biens qui n'existent pas. »

Il faut en finir avec cette pratique. La stabilité monétaire doit permettre de drainer la petite épargne au profit des titres mobiliers (au lieu de la voir s'« égarer » sur des achats de biens durables), elle doit encourager la « déthésaurisation » de l'or et des devises.

« Nul ne sait le montant de ce stock (de l'or et des devises). On l'évalue parfois à plusieurs milliers de tonnes. Il est sûrement fort élevé. L'investissement en valeurs françaises d'une faible partie de son montant augmenterait sensiblement les possibilités d'émission sur le marché et apporterait une contribution décisive à la solution de nos problèmes d'investissements. » (Rapport Rueff.)

Il s'agit officiellement d'augmenter les investissements en supprimant l'inflation par une réduction des dépenses de consommation, accompagnée d'une augmentation au maximum des recettes fiscales et de l'épargne. Les « risques » sont de deux ordres : hausse des prix (on compte sur la libération des échanges pour la limiter), accentuation de la récession (on compte sur l'accroissement des investissements budgétaires pour la limiter). Cela étant, M. Rueff souligne les conséquences avec beaucoup de franchise. Dans sa conférence aux Ambassadeurs, il a déclaré :

« Si l'on écarte toutes économies sur les investissements, les dépenses militaires, les dépenses civiles, pour ajuster la dépense à la recette, il ne reste que trois possibilités : les interventions économiques, les interventions sociales, l'accroissement des recettes fiscales. Conclusion pénible, mais qui s'est imposée au Comité. Le résultat d'ensemble des réductions apportées sur les subventions économiques et les subventions sociales et de l'immense effort fiscal (330 milliards) demandé au pays, c'est de réduire le montant de l'impôt à 587 milliards ; cette somme est... inférieure à ce que le gouvernement pourra trouver sur le marché financier... Le franc est stabilisé. Le franc sauvera la France. »

Dans « L'Economie » du 31 décembre, M. Peyret commente :

« Nous nous sommes lancés dans une politique sociale bien au-dessus de nos moyens. Un jour ou

l'autre, il fallait que la réalité nous apparût telle qu'elle est. Ce moment est venu ; il faut payer et il faudra payer encore davantage. »

QUI VA PAYER ?

Les mesures du gouvernement de Gaulle vont toucher en premier lieu les salariés, dont le niveau de vie va être considérablement réduit, si l'on tient compte :

● De la hausse des prix (répercussion de la dévaluation et de la suppression des subventions).

● De la stagnation prévue des salaires. L'échelle mobile étant supprimée, les augmentations du S.M.I.G. perdent à peu près toute signification. Les 4 % des fonctionnaires : une goutte d'eau dans l'océan des hausses de prix.

● D'une réduction de l'emploi si la récession s'accroît.

● De l'augmentation du taux des impôts.

● Des interventions « sociales » du gouvernement, qui portent atteinte aux assurances sociales et aux prestations familiales.

Les agriculteurs petits et moyens sont également atteints (suppression des subventions agricoles, détaxe des carburants, augmentation de la fiscalité). Il en est de même pour les artisans et certains petits industriels. Par contre, l'industrie lourde bénéficie d'avantages importants (dont la suppression des taxes créées en 1958, et l'autorisation de réévaluer les bilans).

La révision du bilan permettra aux entreprises d'augmenter les taux d'amortissement (qui sont exempts d'impôts). On sait que les amortissements qui, en principe, devraient couvrir l'usure du matériel lourd, sont considérablement plus élevés et servent à camoufler les bénéfices. « L'Economie » du 8 janvier, après avoir noté que l'ensemble des mesures touchant les sociétés constituera vraisemblablement une « opération blanche » pour l'état (les entrées supplémentaires étant compensées par les suppressions d'impôts et le « rétrécissement de l'assiette » de l'impôt provenant de la révision des bilans), ajoute :

« Pourtant, si le produit global de l'impôt doit rester sensiblement le même qu'en 1958, sa charge se trouvera différemment répartie entre les sociétés redevables. La majoration des taux risque, en effet, d'être durement ressentie par les sociétés les moins importantes, qui échappaient pour la plupart aux impositions exceptionnelles de 1957 à 1958 (sauf la « contribution extraordinaire » de 2 %) et qui... hésiteront à réviser leurs bilans. »

Il y a lieu, également, de noter que les investissements consentis dans le secteur nationalisé bénéficient au patronat, en raison du système des tarifs différentiels — les grosses entreprises bénéficient, pour l'électricité par exemple, d'un tarif inférieur au prix de revient.

LA HAUSSE DES PRIX.

Elle provient, initialement, de la suppression des subventions, de la dévaluation, et des majorations de tarif. Elle est importante, s'agissant des produits de consommation, et de

(Lire la suite en page 53)

Marx et les problèmes du parti ouvrier

(1)

L'INITIATIVE des masses, dans des conditions politiques données, autrement dit l'action spontanée du prolétariat, représente l'élément de base sur lequel s'est appuyée toute l'activité pratique de Marx, qui a toujours marché de pair avec son activité théorique (*).

L'expérience vécue des masses exploitées, élaborée et généralisée par la théorie, doit guider la lutte du prolétariat pour le socialisme, pour en assurer le succès final. La tâche unique du parti ouvrier, qui concentre, dans son programme et dans la conscience de ses militants, les leçons accumulées de l'expérience historique, est d'en nourrir les luttes ouvrières.

Défendre le marxisme, pour ceux qui n'estiment pas que la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat est « périmée », c'est donc un devoir majeur. Dégager, remettre en lumière l'enseignement capital de Marx et d'Engels basé sur la plus riche expérience de luttes qui couvrent une période de 50 années (1844-1895), apparaît indispensable. A ceux qui, de bonne foi, estimeront vieilli et dépassé cet enseignement, rappe-

lons que selon Riazanov (1), en 1922, « Lénine savait pour ainsi dire par cœur et citait fréquemment » les circulaires rédigées par Marx et Engels en 1850 et qui définissaient la position de principe du parti prolétarien face aux partis bourgeois libéraux et petits-bourgeois démocrates.

Soixante-douze années pourtant étaient passées, mais Lénine n'estimait nullement « périmé » l'enseignement de Marx.

Rechercher, dans l'activité théorique et pratique de Marx, les principes qui l'ont guidé dans ses efforts pour sélectionner un parti et une internationale ouvrière, sur un programme de classe — c'est là, aujourd'hui, un devoir particulièrement impérieux. Une offensive de grand style, menée avec des moyens de presse importants, répand en effet aujourd'hui toutes les banalités qui peuvent sortir de l'esprit d'une « intelligentzia de gauche » prétentieuse, ignorante de la lutte de classes, pleine de mépris pour les masses, adoratrice du fait accompli ; l'avant-garde et la classe ouvrière tout entières se trouvent, de ce fait, confrontées avec l'une des plus vastes entreprises de falsification du marxisme que l'histoire ait connues.

C'est pourquoi nous nous proposons, dans cette étude, tout d'abord de définir les principes politiques les plus généraux du marxisme, en nous référant aux textes de Marx et d'Engels eux-mêmes ; puis de reprendre l'évolution de leur pensée, sous l'angle des problèmes de l'organisation du prolétariat en vue de la lutte pour la révolution socialiste — cette clé de voûte du marxisme — de 1844 jusqu'à leur mort.

Le marxisme dans la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat

Marx aborde la vie politique dans une situation historique qui, en Europe, en dehors de l'Angleterre et de la France, pose, pour les masses, et particulièrement en Allemagne, le problème de l'accomplissement des tâches démocratiques et nationales de la révolution bourgeoise ; c'est-à-dire de la subversion révolutionnaire des séquelles de la féodalité, entraves pour les forces productives bourgeoises en plein développement.

A la veille des révolutions de 1848, Marx et Engels estiment donc du devoir des communistes, pour l'Allemagne, de s'intégrer en tant que tendance indépendante dans le bloc des partis politiques bourgeois et petits-bourgeois en lutte contre l'absolutisme féodal.

L'expérience des révolutions de 1848 apprendra à Marx et Engels que :

« La bourgeoisie prussienne (et

avec elle la petite-bourgeoisie), par crainte des tiraillements encore à demi-inconscients qui agitaient alors le prolétariat, ont livré au gouvernement (absolutiste) les postes l'un après l'autre. Depuis longtemps déjà, elles se repentent de leurs anciennes velléités d'exercer le pouvoir. Depuis mars 1848, la terreur leur avait fait perdre la tête, elles se trouvaient en effet, ici, en présence des puissances de l'ancienne société groupées autour de l'absolutisme, là, en face du prolétariat, jeune encore, à son aurore, et qui naissait à la conscience de classe. » (Engels, préface à la nouvelle édition des

« Révélation sur le procès des communistes de Cologne », 1855.)

La révolution démontre à Marx et Engels que les partis de la bourgeoisie libérale et de la petite-bourgeoisie démocrate préfèrent, par crainte des masses prolétariennes, capituler devant la réaction absolutiste. La leçon sera immédiatement généralisée, et s'intégrera aux principes révolutionnaires qui, après 1850, vont guider leur action :

« Les travailleurs allemands devront faire eux-mêmes le maximum pour leur propre victoire, en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en adoptant, aussi rapidement que possible, un point de vue politique indépendant, et en ne se laissant pas arrêter un seul instant par les discours hypocrites des démocrates petits-bourgeois... (Ils devront œuvrer à) l'organisation indépendante du parti politique de la classe ouvrière. Leur mot d'ordre doit être : la révolution en permanence. » (Circulaire rédigée au nom de la

(*) Lire le premier article de cette étude (Introduction) dans le numéro 513 de « La Vérité ».

(1) Riazanov, vieux bolchévique, directeur de l'institut Marx-Engels-Lénine jusqu'en 1929, où il avait entrepris une édition scientifique des œuvres complètes de Marx et d'Engels, la seule existante encore à ce jour, disparut dans les prisons de Staline. La citation est extraite de « Marx et Engels », conférences faites auprès de l'académie socialiste en 1922.

« Ligue des Communistes » par Marx et Engels, mars 1850.)

Et, dès lors, c'est sur ce programme « trotskyste » (2) de la révolution permanente que Marx et Engels aborderont les problèmes posés par toutes les tâches assignées par l'histoire au prolétariat révolutionnaire ; y compris celui de l'accomplissement des tâches démocratiques qui prendront, de ce fait, un tout autre contenu : utiliser tout ce qui peut être arraché à la bourgeoisie en vue de favoriser l'organisation indépendante du prolétariat sur son propre plan de classe et pour ses objectifs propres.

Ainsi, la lutte pour le suffrage universel et les candidatures ouvrières seront inséparables de la dénonciation du parlementarisme bourgeois. L'action pour les revendications élémentaires entreprise par les syndicats devra se combiner avec l'action « encore plus importante des syndicats comme foyers organisateurs de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale, comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste. » (Rapport rédigé par Marx pour le premier Congrès de l'A.I.T., 1866.)

LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

Dans une lettre adressée au communiste allemand Bolte, le 23 novembre 1871, Marx définit ainsi le mouvement de la classe ouvrière pour la constitution d'un parti de classe :

« La lutte politique de la classe ouvrière a naturellement pour but final la conquête du pouvoir politique par elle, et pour cela est naturellement nécessaire une organisation adaptée, issue jusqu'à un certain point de son développement de la lutte de classes, provenant elle-même de ses luttes économiques. Mais, d'autre part, tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s'oppose aux classes dominantes en tant que classe et cherche à les contraindre par une pression de l'extérieur est une lutte politique. Par exemple, la tentative pour conquérir, dans telle ou telle usine ou même tel ou tel atelier, par des grèves, etc., sur les capitalistes pris isolément, une réduction du temps de travail, est un mouvement purement économique ; au contraire, le mouvement tendant à conquérir une loi de 8 heures est un mouvement politique. Et c'est ainsi que, partout, les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation adaptée, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation. Là où la classe ouvrière n'est pas en-

core allée assez en avant dans son organisation pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective, c'est-à-dire la force politique des classes dominantes, elle doit, en tout cas, être éduquée à cette fin par une agitation continue contre l'attitude hostile à notre égard qu'observent les classes dominantes. Dans le cas contraire, elle reste un jouet entre les mains de ces dernières, comme l'a montré la révolution de septembre en France, et comme le montre, dans une certaine mesure, le jeu qui, jusqu'à l'heure qu'il est, réussit encore en Angleterre à MM. Gladstone et Cie. »

L'organisation adaptée aux fins révolutionnaires du prolétariat se fixe donc pour tâche de rendre conscient « le mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale qui possède une force générale socialement contraignante. »

Là où les conditions ne sont pas réunies

« pour entreprendre une campagne décisive contre la force collective, c'est-à-dire la force politique des classes dominantes »,

le parti ouvrier doit éduquer, organiser, préparer les masses à la lutte générale contre l'état, dans lequel s'exprime la force politique de la bourgeoisie. Autrement dit, dans une situation où le rapport des forces entre les classes est défavorable au prolétariat, les mots d'ordre limités, les revendications partielles mises en avant par l'organisation révolutionnaire, ont pour objet d'élever la conscience de classe des travailleurs. L'action ouvrière, à tous les stades, ne saurait répondre aux exigences de la lutte du prolétariat pour son émancipation que si elle débouche sur la perspective révolutionnaire. Mettre au rancart la perspective révolutionnaire, c'est abaisser la conscience de classe au niveau des besoins de la survie du régime bourgeois. Malgré les luttes grandioses (juin 36, septembre 44, août 53, août-septembre 55), où elles affrontaient l'état bourgeois dans cette « campagne décisive » (révolution) dont parle Marx, les masses ont reflé. Pourquoi ? Parce que les dirigeants du P.S. et du P.C.F. ont justement considéré la classe ouvrière comme « un jouet entre leurs mains » pour les besoins d'une politique adaptée à la défense de « l'ordre républicain ». C'est cette orientation que le stalinisme a imposée, sous le poids de son appareil, depuis 1936, et qui reste le fondement de sa politique, telle que l'exprime encore la résolution du dernier C.C. du P.C.F. (12 décembre 1958). Pour les staliens, l'objectif à atteindre n'est pas le socialisme, mais le retour à la démocratie bourgeoise. Quant au socialisme, il pourra être réalisé — plus tard, à une date jamais fixée — par les voies parlementaires.

L'INTERET IMMEDIAT ET LE BUT FINAL

Pour Marx, le parti ouvrier lutte pour orienter, par l'agitation et dans l'action, le mouvement spontané des masses vers l'objectif révolutionnaire de la lutte des classes : la conquête du pouvoir politique. Pour Marx, la tactique immédiate, les mots d'ordre

sont adaptés à la stratégie globale de la lutte pour le pouvoir ouvrier. Il n'y a, il ne peut y avoir de séparation entre le « but final » et la tactique « immédiate ». Au contraire, dans un discours prononcé en septembre 1847, il affirme :

« Aussi l'intérêt IMMEDIAT (souligné par nous) de la classe ouvrière consiste-t-il à abattre le régime actuel de la propriété. La classe ouvrière est, d'ailleurs, la seule à posséder les moyens de le faire... la disparition de l'ancienne société ne sera pas une perte pour ceux qui n'ont rien de commun avec elle. Dans tous les pays, c'est le cas pour la grande majorité des hommes. Bien au contraire, ils auront tout à gagner à la disparition de l'ancienne société, qui implique la création d'un ordre nouveau dont les fondements ne reposeront plus sur l'antagonisme des classes. »

Pour les staliens, l'intérêt immédiat des travailleurs, c'est, aujourd'hui, le retour à la démocratie bourgeoise ; c'était hier, ce sera, s'il y a lieu, demain, la défense de ce régime.

L'indépendance du mouvement ouvrier exige donc la rupture totale du parti ouvrier, dans tous les domaines de la politique pratique et d'organisation, avec toutes les formations bourgeoises et petites bourgeoises, et la reconnaissance d'une politique de lutte de classe révolutionnaire comme seule méthode prolétarienne.

Dans « La Sainte Famille » (1845), Marx et Engels dénoncent :

« ... les gens qui, du haut de l'impartialité de leur point de vue supérieur, prêchent aux travailleurs un socialisme s'élevant au-dessus de toutes les oppositions et des luttes de classes ; ce sont, ou des novices qui ont encore des tas de choses à apprendre, ou les pires ennemis des ouvriers. »

En 1890, Engels revient sur cette question qui représente le fil directeur de leur pensée commune, à Marx et à lui :

« Sous le nom de socialistes, on comprenait, en 1847, les charlatans sociaux de tout acabit qui, avec leurs panacées variées et leurs médications faites de pièces et de morceaux, prétendaient faire disparaître les misères sociales sans faire le moindre mal au capital et au profit. C'étaient des gens étrangers au mouvement ouvrier, et qui recherchaient, au contraire, l'appui des classes « cultivées ». Au contraire, cette fraction des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance de simples bouleversements politiques, réclamait une transformation fondamentale de la société, cette fraction prenait alors le nom de communiste. Le socialisme avait, du moins sur le continent, ses entrées dans les salons, le communisme, lui, ne les avait pas. »

Ces gens qui recherchent l'appui des classes « cultivées », qui fréquentent les salons, les antichambres ministérielles, les couloirs du Palais Bourbon, les salles de rédaction des revues et journaux mondains, sont étrangers à la classe ouvrière. Comme le sont ceux qui oublient, consciemment ou non, que l'intérêt de classe du prolétariat n'est pas de substituer au gouvernement Laniel un gouvernement de « Front Républi-

(2) C'est effectivement en s'inspirant des vues développées par Marx en 1850 que Trotsky reprit et développa, à partir de 1904, et surtout de l'expérience de la révolution russe de 1905, la théorie de la révolution permanente.

calm», ni d'introduire des ministres staliniens au gouvernement, ni de prôner le Front populaire — « l'insuffisance » des « simples bouleversements politiques », déjà comprise par Marx et Engels en 1887, a été affirmée, depuis, par toute l'expérience historique — mais de combattre pour la révolution sociale.

Ce n'est pas un hasard si Marx, malgré de profondes divergences de principes, rendait, en 1868, hommage à Lassalle, parce qu'il fut « l'homme qui a obligé (certains) à se souvenir qu'il existe un mouvement prolétarien qui se distingue du mouvement démocratique petit-bourgeois ». Comme il n'est pas étonnant de voir Marx manifester sa sympathie pour les erreurs « ouvriéristes » des

« ouvriers parisiens, qui semblent viser à exclure tout homme de lettres, ce qui est absurde, mais excusable vu les trahisons continuelles des gens de lettres ».

(Lettre de Marx à Engels, 25 février 1865.)

Car, pour les fondateurs du socialisme scientifique, c'est en séparant politiquement le prolétariat de toutes les fractions libérales et démocratiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, qu'il sera possible d'assurer une défense effective des intérêts immédiats de la classe ouvrière, inséparables de son objectif révolutionnaire.

Les chefs « ouvriers », les intellectuels petits-bourgeois qui prônent la collaboration des classes, qui prétendent la révolution sociale « périmée », sont « étrangers à la classe ouvrière », car, pour Marx, « la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien » (1865).

Le défunt André Marty, en réfléchissant sur les raisons qui ont motivé son exclusion du P.C.F., rappelait un incident hautement significatif. Lors de son dernier voyage à Moscou, en 1946, Marty formula, dans une discussion avec Staline, la proposition de reconstituer le Komintern, dissous en 1943. Staline s'y opposa. Marty rétorqua :

« — La classe ouvrière française, pour être révolutionnaire, a besoin de l'Internationale Communiste. »

« — Je n'ai pas besoin d'une classe ouvrière française révolutionnaire », répondit le « chef général ».

Effectivement, pour la défense des intérêts de la bureaucratie usurpatrice, Staline devait combattre les tendances révolutionnaires des ouvriers, imposer aux partis communistes une politique de collaboration avec les partis de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, en vue d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat.

LA DEMOCRATIE OUVRIÈRE

Les fins révolutionnaires que le prolétariat doit s'assigner, s'il veut s'élever à la dignité de classe (c'est-à-dire à la dignité pour chaque ouvrier pris individuellement), ces fins ne pourront être atteintes que par des méthodes qui respectent scrupuleusement les règles de la démocratie ouvrière.

La nature des rapports entre la tendance révolutionnaire et les autres tendances ouvrières découle claire-

ment de ce passage du « Manifeste communiste » :

« Les communistes ne forment pas de parti distinct en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts séparés de ceux du prolétariat tout entier. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se différencient des autres partis prolétariens que sur deux points : d'une part, dans les diverses luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs à tout le prolétariat, indépendamment de la nationalité, et, d'autre part, dans les diverses phases que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent constamment l'intérêt du mouvement total. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus avancée des partis ouvriers de tous les pays, celle qui pousse toujours en avant ; théoriquement, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis prolétariens : constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

C'est parce que les communistes, organisés en tendance aux côtés de toutes les autres tendances et organisations ouvrières, entendent lutter pour la « constitution du prolétariat en classe » et pour « le renversement de la domination bourgeoise » que Marx, le 5 mai 1846, malgré des divergences de principes qui l'opposent à Proudhon, lui propose néanmoins de constituer en commun des

« comités de correspondance communistes, qui s'occuperaient de mettre en rapport les socialistes allemands, français et anglais, afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays. De cette manière, des différences d'opinion pourront se faire jour, on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale, c'est là un pas que le mouvement social aura fait, sous son aspect littéraire, afin de se débarrasser des limites de la nationalité. Et, au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui ».

Proudhon se récusera :

« J'ai aussi », répond-il à Marx, « à vous faire quelques observations sur ce mot de votre lettre : au moment de l'action. Peut-être conserverez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterai volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir, et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire

re comme moyen de réforme sociale. »

Proudhon refuse les propositions de Marx parce qu'estimant (déjà !) l'action révolutionnaire périmée, il a élaboré dans sa tête une bonne petite solution à la « question sociale », une solution qui permettrait de résorber pacifiquement la propriété capitaliste (3).

LE CRITÈRE DECISIF

De même, à la veille de la révolution de 1848, Marx et Engels appellent les communistes français à lutter au sein du parti social-démocrate dirigé par Louis Blanc. Mais après la capitulation de ces leaders « ouvriers petits-bourgeois » devant la bourgeoisie massacree de juin 1848, Marx et Engels rompirent définitivement avec les dirigeants à la Louis Blanc.

Nous touchons là le critère décisif de l'attitude des marxistes envers les autres courants ouvriers. Marx et Engels souhaitent et recherchent la collaboration de la tendance révolutionnaire avec toutes les tendances se situant sur le terrain prolétarien. Mais cette attitude fera place à la rupture la plus totale, lorsque, dans l'action, telle ou telle tendance se sera située sur le terrain bourgeois de la collaboration des classes.

Autant Marx se montrait tolérant à l'égard des différentes tendances se manifestant à l'intérieur du mouvement ouvrier, autant il s'opposait résolument à toutes les tentatives de lui enlever son caractère de classe. Néanmoins, il faut constater que, même dans ce combat implacable pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier, dès qu'une tendance avec laquelle il avait rompu amorçait un redressement dans la voie de l'orloutation de classe, Marx s'en félicitait.

Après avoir rompu avec Proudhon qui, en 1847, condamnait les grèves et s'opposait à la constitution des syndicats, Marx, dans une lettre à Engels (12 septembre 1868), se félicite :

« Un grand progrès (s'est accompli)... Les braves proudhoniens belges et français, qui déclamaient dogmatiquement à Genève (1866) et à Lausanne (1867) contre les syndicats, en sont aujourd'hui les partisans les plus fanatiques. »

Lénine, qui comme nous le montrerons, respectait scrupuleusement les principes de la démocratie ouvrière dans la lutte entre tendances, dans sa préface à l'édition russe des lettres de Marx à Kugelmann (1907), rappelle la position de principe de Marx en 1871 :

« Et quelle fut l'attitude de Marx quand s'engagea, en mars 1871, cette action qu'il avait déclarée désespérée en septembre 1870 ? Voulu-il profiter de l'occasion pour rouiller ses adversaires proudhoniens et blanquistes, les dirigeants de la Commune ?... Non, Marx loue hautement les prolétaires héroïques de Paris, dirigés par les proudhoniens et les blanquistes : "De quelle souplesse, de quelle

(3) Voir « Misère de la philosophie », de K. Marx. (Réponse à la « Philosophie de la misère » de Proudhon.)

initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! L'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand". »

L'attitude de Marx à l'égard de Blanqui est encore plus caractéristique. Les sociaux-démocrates de toutes nuances, et les staliniens à leur suite, ont constamment falsifié la nature des divergences opposant le blanquisme au marxisme. Jamais ces divergences ne se sont situées sur le plan de la nécessité absolue, comprise aussi bien par Marx que par Blanqui, des méthodes de la révolution prolétarienne — « l'art de l'insurrection », ainsi que l'appelaient Marx — pour prendre le pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat (démocratie des conseils, état-commune) en vue de réaliser les conditions préalables de l'édification du socialisme. Comme le rappelle M. Dommanget dans son livre, « Les idées sociales de Blanqui », les oppositions sont autre part. Elles concernent essentiellement la tactique de la conspiration : et des coups de main effectués par une minorité d'avant-garde, tactique se substituant à la mobilisation révolutionnaire des masses. Lénine, dans ses lettres sur l'insurrection, en septembre-octobre 1917, rétablit la vérité sur ce point, notant que les opportunistes qualifient de blanquisme les méthodes de la révolution prolétarienne. Néanmoins, les divergences amenèrent des ruptures profondes et d'âpres polémiques entre marxistes et blanquistes. Ce qui n'a pas empêché Marx de saluer en Blanqui le « chef du parti révolutionnaire » en France. Dans « Les luttes de classes en France », polémiquant avec « le socialisme petit-bourgeois qui rêve d'une réalisation pacifique de son socialisme », Marx note :

« Le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme, pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration permanente de la révolution, la dictature de la classe du prolétariat, comme pont de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales. »

« Dans l'affaire Blanqui, il s'agit, écrit par ailleurs Marx à Engels, le 9 juin 1861, en premier lieu de trouver de l'argent pour faire imprimer un pamphlet de Denouville contre l'infâme procès Blanqui. Blanqui a chargé Denouville de me remercier, ainsi que le parti prolétarien allemand, très chaleureusement, de notre sympathie. Il serait excellent pour nous, je pense, de renouer des relations directes avec le parti nettement révolutionnaire de France. »

Répétons-le. Pour Marx, au-delà des plus importantes divergences de tendance, il y a l'action révolutionnaire. Et, pour cette action, Marx soulignait, dix ans plus tard, lorsque Thiers refusa d'échanger Blanqui contre 10 otages des Communards, que

« rendre Blanqui, c'était donner un chef à la Commune. »

L'examen attentif de l'activité révolutionnaire de Marx ne laisse pas pierre sur pierre des accusations concernant de prétendues méthodes dictatoriales. Le marxisme autoritaire est une légende. Le marxisme est profondément imprégné du respect des règles de la démocratie ouvrière :

« Les statuts de l'Internationale, écrit Marx en 1872, ne connaissent que de simples sociétés (4) ouvrières poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme, qui se borne à tracer les grands traits du mouvement prolétarien, et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique et à l'échange des idées qui se fait dans les sections, admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès. »

L'organisation révolutionnaire et démocratique de la classe ouvrière internationale, Marx la définissait, le 20 mars 1869, en ces termes, à propos de la 1^{re} Internationale (Association Internationale des Travailleurs) :

« D'après l'article premier de nos statuts, l'Association admet toutes les sociétés ouvrières aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et l'émancipation complète de la classe ouvrière. Les sections de la classe ouvrière se trouvent placées, dans les divers pays, dans des conditions diverses de développement, il s'en suit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, sont aussi divergentes. Cependant, la communauté d'action établie par l'Association, l'échange des idées facilité par la publicité faite par les organes des différentes sections nationales, enfin les discussions directes aux congrès généraux ne manqueront pas d'engendrer graduellement un programme théorique commun. »

Libre et fraternelle discussion entre toutes les tendances ouvrières, concourant à la réalisation du même but révolutionnaire ; hostilité à toute directive bureaucratique imposée par en haut, tel était le point de vue de Marx. A ceux qui sollicitaient son intervention à l'occasion d'un conflit interne au mouvement ouvrier allemand, il répondait :

« Qu'ils aient tel ou tel chef, c'est leur affaire et non la mienne. »

Le respect des adversaires de tendances était constant chez Marx. Alors qu'il avait précédemment rompu toutes relations avec Lassalle, et sans atténuer en quoi que ce soit ses critiques de principes contre le lassallisme, Marx, le 13 octobre 1868, après sa mort, écrit :

« Lassalle, après quinze ans de sommeil, a de nouveau réveillé en Allemagne le mouvement ouvrier. Ce sera son mérite immortel. »

Rien de plus étranger au marxisme que l'introduction dans le mouvement ouvrier des méthodes de ces chefs sociaux-démocrates qui, pour collaborer avec leur bourgeoisie, emprî-

sonnent ou font assassiner leurs adversaires de tendances : Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, le 15 janvier 1919.

Rien de plus contraire aux méthodes du marxisme révolutionnaire que les armes dont s'est servi Staline contre ses adversaires de tendances : la calomnie et le coup de revolver dans la nuque pour régler les divergences internes au mouvement ouvrier.

LES PROGRES DE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Marx et Engels respectaient les principes de la démocratie ouvrière, parce qu'ils avaient la confiance la plus absolue dans les destinées historiques du prolétariat, et qu'ils savaient que la prise de conscience des masses exige la confrontation des points de vue ; cette conception a été parfaitement traduite par Engels en 1890, lorsqu'il écrivit :

« Quant à la victoire finale des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx l'attendait uniquement du développement intellectuel de la classe ouvrière, tel qu'il devait résulter nécessairement de l'action commune et de la discussion. Les événements et les vicissitudes de la lutte contre le capital, les défaites, plus encore que les succès, ne pouvaient manquer d'éclairer les combattants sur l'insuffisance des panacées qu'ils avaient préconisées jusque là, et de rendre leurs esprits plus susceptibles de comprendre à fond les conditions véritables de l'émancipation ouvrière. » (Préface à l'édition allemande de 1890 du Manifeste.)

« IL NE PEUT Y AVOIR DE RÉVOLUTION QUE LA OU IL Y A CONSCIENCE. » (Jean Jaurès).

Dans cette courte phrase, Jaurès, qui n'était pas marxiste, caractérisait justement l'essence même du marxisme (5) qui, toujours, en appelle à la connaissance scientifique et à la conscience, termes inséparables de l'action révolutionnaire.

La conception révolutionnaire de Marx-Engels sur la place et le rôle historique du prolétariat dans la société se cristallisera dans leur esprit, par l'étude et la participation directe à la lutte entre 1844 et 1847. La révolution de 1848 amènera Marx à réviser les principes élaborés dans cette période uniquement sur un point, concernant les rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie.

C'est après la disparition de la « Gazette Rhénane », qu'il dirigeait, que Marx se trouve confronté dans son action politique avec les problèmes ouvriers. A partir de 1844, Marx formulera de plus en plus clairement ses conceptions d'ensemble sur la

(5) L'expérience de diverses révolutions a permis de préciser que, si la révolution peut commencer alors que la conscience qu'ont les masses de leurs tâches historiques est encore confuse, elle ne peut remporter la victoire que si cette conscience, nourrie par l'expérience au cours des épisodes mêmes de la révolution, et éclairée par un parti révolutionnaire d'avant-garde, qui, seul, peut concentrer et généraliser les expériences des masses, accède à son plus haut niveau.

(4) « Sociétés » : organisations ouvrières de natures diverses.

mission révolutionnaire du prolétariat en tant que classe. Le prolétaire pris isolément n'est qu'un individu sans conscience de ses intérêts historiques. Seul, le prolétariat organisé en classe, par l'action collective et l'association, affirmant ainsi sa solidarité de classe, peut se rendre indépendant des classes dominantes et accéder collectivement à la conscience de classe.

« Les individus, écrit Marx en 1844, ne constituent une classe que pour autant qu'ils ont à soutenir une lutte commune contre une autre classe, pour le reste ils s'affrontent en ennemis dans la concurrence. »

La conscience de classe ne peut se réaliser que dans la lutte de classes. Doivent être condamnées, parce qu'elles affaiblissent la conscience de classe des prolétaires, toutes les formes du socialisme bourgeois et petit bourgeois, qui...

« ... s'efforça de dégoûter la classe ouvrière de tout mouvement révolutionnaire, ... (et qui), par transformation des conditions de la vie matérielle, n'entend aucunement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes qui, par conséquent, ne changent rien au rapport du Capital et du Salarial, et ne font, tout au plus, que diminuer, pour la bourgeoisie, les frais de sa domination, et alléger le budget de l'état. » (Manifeste Communiste.)

Un tel « socialisme » (bourgeois et petit bourgeois) qui, en violation directe de l'enseignement de Marx, cherche à faire croire aux masses qu'il est possible de réaliser le socialisme par les voies parlementaires, conduit les travailleurs au désastre. L'alternative : collaboration de classes

ou lutte de classes, est ainsi définie par Engels en 1844 :

« ou l'ouvrier s'abandonne à son sort, (cherche) à devenir un bon ouvrier, prend à cœur l'intérêt du bourgeois, et c'est alors (pour) s'abêtir en toute certitude, ou bien il se raidit, lutte pour sa dignité d'homme autant que possible, et cela il ne peut le faire qu'en luttant contre la bourgeoisie. »

Lutter contre la bourgeoisie précède jusqu'à un certain point de la spontanéité; les conditions d'existence des prolétaires en régime capitaliste, où ils se livrent, en tant qu'individus, une concurrence acharnée, les amènent, par la « coalition » contre la bourgeoisie, à chercher à nouer entre eux des relations de solidarité. « Le prolétariat, par une spontanéité historique qui lui est propre, manifeste une capacité graduelle (et spontanée) à s'organiser en classe » constate Marx. Cette initiative, cette spontanéité, ce regroupement autonome des masses dans la lutte de classes sont reconnus par Marx comme l'élément fondamental de l'action révolutionnaire pour le communisme.

« Les prolétaires allemands », écrit Engels à Marx, en septembre 1844, « ne tarderont pas à se rendre compte que cette façon de protester individuellement contre l'ordre social est inutile, et ils protesteront comme des hommes avec leur capacité générale, par le communisme. »

Si l'action spontanée de la classe ouvrière représente le cadre dans lequel s'élabore la conscience, les travailleurs ne luttent pas tous les jours. Après les combats (par exemple, dans la mesure où les appareils leur ont interdit de s'engager dans la voie révolutionnaire), les travailleurs retournent à l'atelier, à l'usine, au bureau ou au chantier. Ils redeviennent, dès

lors, des individus isolés, se livrant une concurrence entre eux. Seule, l'organisation (syndicats, partis) peut permettre aux prolétaires de surmonter leur isolement en tant qu'individus exploités. Dès 1844, Marx montre la signification de l'organisation ouvrière :

« Lorsque les ouvriers communistes se réunissent, leur but est d'abord la doctrine, la propagande, etc. Mais en même temps, et par là même, un nouveau besoin s'éveille en eux, celui d'avoir un commerce avec leurs semblables, et ce qui paraît un moyen est devenu un but. Les résultats remarquables de ce mouvement pratique, on peut les observer dans les réunions des ouvriers communistes français : le lien qui les réunit n'est pas de fumer, de boire ou de manger. La communion dans leur cercle leur suffit, ou la conversation, dont le but n'est pas la phrase, mais une vérité. Et, de leurs visages durcis par le travail, émane toute la beauté de la nature humaine. »

L'Association (le Parti, l'Internationale), c'est-à-dire l'organisation des prolétaires, en tant que classe, pour l'action, en vue de réaliser le communisme par le moyen de la révolution prolétarienne, tel sera le but que s'assigneront, dès cette époque, Marx et Engels.

« Notre intervention » (à cette époque), rappelle Engels en 1885, « n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, les nouveaux résultats scientifiques. Au contraire, tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique allemand et européen. »

Construire des organisations ouvrières par la sélection d'une avant-garde, consciente des objectifs révolutionnaires du prolétariat, telle sera l'œuvre à laquelle Marx et Engels consacreront toute leur activité pratique et théorique à partir de 1844.

Les conceptions de Marx jusqu'en 1848

LE MOUVEMENT OUVRIER AVANT MARX

Il serait totalement erroné de croire qu'avant Marx et Engels, les travailleurs anglais, français, allemands et leurs dirigeants n'avançaient pas dans la direction d'une organisation de classe. L'apport du marxisme au mouvement ouvrier communiste est résumée par Engels dans ces termes :

« Une vue nette de la nature, des conditions et des buts généraux de la lutte menée par le prolétariat. »

Ces vues sont caractérisées ainsi par Engels dans sa préface à l'édition de 1883 du Manifeste :

« L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, c'est que la production économique et l'organisation sociale qui en résulte nécessairement pour chaque époque de l'histoire, constituent la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque ; que, par conséquent (depuis la dissolution de l'antique propriété commune du sol), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de lut-

tes entre classes exploitées et classes exploiteuses, entre classes dirigées et classes dirigeantes, aux divers stades de l'évolution sociale; mais que cette lutte en est présentement arrivée à une phase où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus s'affranchir de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie) sans affranchir en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes. »

C'est au contact du mouvement ouvrier français, et particulièrement en liaison avec les organisations blanquistes, que les réfugiés démocrates allemands, appartenant principalement au prolétariat, se séparent en 1836 des éléments de la petite bourgeoisie démocratique avec lesquels ils formaient une organisation commune : la Société des Bannis. La Ligue des Justes fut alors fondée. Elle n'était au départ qu'une section de l'organisation blanquiste, la « Société des Saisons ». Ensemble, elles participèrent à l'insurrection de mai 1839,

qui échoua. Blanqui fut condamné à la détention perpétuelle. Schapper et d'autres militants adhérents à la Ligue se réfugièrent à Londres, où ils organisèrent une Société d'Éducation ouvrière en 1840. La Ligue des Justes a constitué le premier noyau du communisme ouvrier allemand. Dans les conditions économiques de l'époque, la transformation des artisans en prolétaires, quoique se développant rapidement, n'était pas encore pleinement réalisée en Allemagne. Si, en France, et surtout en Angleterre, socialement, cette différenciation était alors accomplie, politiquement, la différenciation du prolétariat d'avec la petite bourgeoisie débutait, avant tout sous l'impulsion de Blanqui et du mouvement chartiste ; le programme et la tactique de la Ligue des Justes se ressentait des conditions sociales de l'époque. Son communisme « consistait essentiellement dans la création d'un idéal de société aussi parfait que possible », et non à déduire, de la réalité de la lutte de classes, la nécessité scientifique du socialisme par la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat.

Aussi, la Ligue formulait-elle sa devise dans ces termes : « Tous les hommes sont frères », une formule qui abolissait les antagonismes de classes. Néanmoins, le travail d'organisation réalisé par la Ligue des Justes fut considérable. De ce travail, Engels a pu écrire :

« Ce qui fait le grand honneur des artisans allemands, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite-bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur, et de se constituer, bien que ce ne fut pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat. »

Le marxisme n'est, en définitive, pas autre chose que la conscience d'un développement autonome (spontané) qui tendait instinctivement à l'organisation de classe — « l'expression consciente d'un processus inconscient » (Trotsky).

LA LIGUE DES COMMUNISTES : TENDANCE OUVRIÈRE MARXISTE

Par leur origine sociale, Marx et Engels étaient des intellectuels bourgeois. Contre le régime féodal, ils adoptent, au début de leur vie politique, une active position radicale-démocratique. Après 1842, Marx et Engels, au contact du mouvement ouvrier, abandonnent le point de vue « démocrate » de l'intellectuel bourgeois, et se rangent définitivement sur le terrain de classe du prolétariat.

En 1845, la conception de la lutte de classes (matérialisme historique) élaborée, Marx et Engels élargissent leur action au niveau des besoins d'une politique de classe. Avec la Ligue des Justes et les sociétés ouvrières d'éducation formées à l'image de la Société de Londres, ils entretiennent des relations étroites, mais n'estiment pas encore devoir y adhérer, en raison des divergences de principes entre le communisme scientifique de Marx et Engels et le programme du communisme utopique de la Ligue des Justes.

A cette époque, Marx et Engels organisent, d'abord à Bruxelles, puis à Paris et à Londres, des Comités de Correspondance Communistes, sollicitant la participation des leaders ouvriers, dans le but de préparer, par la libre discussion, les conditions de l'action unie. De fin 1845 jusqu'au deuxième congrès de la Ligue des Communistes (novembre 1847), une large confrontation des positions aboutit à des ruptures. Les plus notables sont la rupture avec Proudhon qui, comme nous l'avons vu, se refuse à l'action de classe, et celle avec Weitling qui, malgré tout son « génie », n'arrive pas à dégager de la lutte révolutionnaire une conception de classe. L'adhésion formelle de Marx et d'Engels à la Ligue des Justes au début de 1847 (février ou mars) conclut cet intense travail de clarification idéologique et d'organisation. Le comité de correspondance communiste de Bruxelles devient

officiellement une « communauté » (6) de la Ligue.

✱

Quelques mois avant, en novembre 1846, le comité directeur de la Ligue des Justes, après que le comité de correspondance communiste de Londres en eût fait la proposition, envoie une circulaire aux communistes, convoquant les délégués à un congrès fixé le 1^{er} mai 1847. Ce congrès, retardé, se tient à Londres le 1^{er} juillet 1847. Engels y est présent. Marx n'y participe pas, en raison, semble-t-il, principalement, de difficultés financières. Diverses propositions furent adoptées par le Congrès pour être soumises à la discussion des communautés de base.

Particulièrement significative fut la résolution de remplacer la dénomination de « Ligue des Justes » par celle de « Ligue des Communistes », conforme à la doctrine et au but de l'organisation. Le mot d'ordre de classe « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » fut substitué à « Tous les hommes sont frères ». Toutes les résolutions seraient soumises à un deuxième congrès, convoqué pour novembre 1847, résolutions qui, toutes, allaient dans le même sens, celui de la définition du programme communiste et de la fondation, sur la base des principes du centralisme démocratique, d'une organisation dont l'article 1^{er} des statuts proclamait :

« Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une société nouvelle, sans classes et sans propriété privée. »

Les autres points des statuts consacrent la réforme démocratique de l'organisation : dirigeants élus à tous les échelons et révocables à tout moment par leurs mandants, comité central responsable devant le congrès, instance suprême de la Ligue des Communistes. Il fut également décidé de définir le programme de la Ligue, dans une profession de foi qui deviendra, après le deuxième congrès, le Manifeste du Parti Communiste, rédigé par Marx et Engels.

Dans les conditions imposées alors par les classes dominantes, l'organisation de la Ligue était illégale. Les communes de base illégales, qui remplaçaient les communautés, furent doublées, là où il n'en existait pas encore auparavant, par des cercles d'éducation ouvrier.

Au deuxième congrès (novembre 1847), après discussion à la base, les propositions du premier congrès furent adoptées. Marx et Engels participent tous deux à ce congrès de la première organisation « marxiste », communiste-révolutionnaire, que le prolétariat s'est forgée. La Ligue des Communistes ne se considérait pas comme un parti distinct des autres partis prolétariens. Elle se voulait tendance révolutionnaire conséquente, luttant partout et en toutes circonstances pour la révolution prolétarienne, préparée par un travail systématique d'agitation et de propagande dans l'action quotidienne.

(6) « Communauté » : organisation de base de la Ligue.

POSITION DE MARX A LA VEILLE DES RÉVOLUTIONS DE 1848

L'Europe de 1848 doit régler toute une série de tâches bourgeoises : démocratiques et nationales, sauf en France et en Angleterre où la révolution bourgeoise a déjà triomphé.

F. Engels, dans « Révolution et Contre-Révolution en Allemagne », caractérise ainsi la situation :

« Au moment où va éclater la révolution en Allemagne, la composition des différentes classes du peuple, qui forment la base de toute organisation politique, était plus compliquée en Allemagne que dans tout autre pays. Tandis qu'en Angleterre et en France, le féodalisme était, ou complètement détruit, ou du moins réduit, comme dans le premier de ces pays, à quelques formes insignifiantes par une riche et puissante bourgeoisie concentrée dans les grandes villes, et en particulier dans la capitale, la noblesse féodale en Allemagne avait conservé une grande partie de ses anciens privilèges. Le système féodal de tenure dominait presque partout. Les seigneurs territoriaux avaient même conservé la juridiction de leurs tenanciers. Privés de leurs privilèges politiques, du droit de contrôle sur les princes, ils avaient gardé toute leur suprématie du moyen-âge sur la paysannerie de leurs domaines aussi bien que leur exemption des taxes. »

Les forces de production étouffent dans le carcan périmé des formes sociales de propriété féodale qui se survivent à elles-mêmes. C'est pourquoi :

« Avec l'accroissement de sa richesse, la bourgeoisie entra bientôt dans une phase où elle vit le développement de ses principaux intérêts entravé par la constitution politique du pays, par sa division arbitraire entre 36 princes, par les chaînes féodales qui entravaient l'agriculture et le commerce qui s'y rattachait, par la surveillance vexatoire qu'une bureaucratie aussi ignorante qu'arrogante exerçait sur toutes ses transactions. En même temps, l'extension et la consolidation du Zollverein, l'introduction générale de la vapeur dans les moyens de communication, la concurrence croissante sur le marché intérieur rapprochaient les classes commerciales des différents états et provinces, uniformisaient leurs intérêts et centralisaient leur force. »

Toutes les classes de la nation, autres que la noblesse féodale, ont, dès lors, un intérêt égal à celui de la bourgeoisie à la destruction du régime féodal : les petits bourgeois des villes, qui « aspirent à la position du bourgeois », les grands et moyens paysans qui recherchent l'alliance avec la bourgeoisie antiféodale des villes, les petits paysans indépendants ou encore enserrés dans la servitude féodale.

Aussi les nécessités économiques, les relations des classes en présence

L'ALLIANCE DE MARX
AVEC LES PARTIS DE LA
PETITE BOURGEOISIE DEMOCRATE

appellent donc naturellement la révolution bourgeoise. Pour Marx et Engels, le contenu de classe de la révolution ayant été ainsi caractérisé, son développement eût dû non moins naturellement, compte tenu des situations historiques spécifiques, reproduire la marche des révolutions anglaise (1648) et française (1789). Toutes les classes hostiles à l'absolutisme devaient donc s'unir. Chacune de ces classes et des couches de celles-ci, les formations politiques exprimant leurs intérêts, devaient donc, suivant un schéma classique, après avoir accompli une partie du chemin révolutionnaire, être balayées et remplacées successivement à la direction de la révolution bourgeoise par un parti plus extrême, ceci jusqu'au moment où les formes anachroniques de propriété et les institutions sociales périmées y afférentes fussent détruites pour laisser la place à une société, débarrassée des entraves d'un passé à demi-féodal, où les antagonismes sociaux entre bourgeois et prolétaires puissent se résoudre.

Engels écrit à ce sujet :

« Le mouvement de la classe ouvrière n'est jamais indépendant, ne possède jamais un caractère exclusivement prolétarien avant que les différentes fractions de la bourgeoisie n'aient conquis le pouvoir politique et transformé l'état, conformément à leurs besoins. C'est alors que l'inévitable conflit entre le patronat et l'employé devient imminent et ne peut plus être ajourné, que la classe ouvrière ne se laisse plus repaître d'espérances illusoire et de promesses qui ne seront jamais réalisées, que le grand problème du XIX^e siècle, l'abolition du prolétariat, apparaît enfin clairement et sous son vrai jour. Aussi, les exigences et les circonstances immédiates du mouvement étaient telles qu'elles ne permettaient de porter au premier plan aucune des revendications spécifiques du parti prolétarien. En effet, aussi longtemps que le terrain n'était pas déblayé pour l'action indépendante des ouvriers, que pouvait faire le parti prolétarien, sinon suivre le mouvement de Paris, tout à fait décisif pour lui, et lutter de concert avec la petite bourgeoisie pour la conquête des droits qui lui permettraient de mener ensuite son propre combat ? »

Si donc, en Allemagne, le caractère de la révolution qui vient est bourgeois et nécessite une stratégie appropriée même dans les pays comme la France, où la bourgeoisie a déjà accompli sa révolution, « il est souhaitable et nécessaire en ce moment que le prolétariat se rapproche du Parti de la petite bourgeoisie. Si nous sommes en état de réaliser une telle alliance, une période nouvelle commencera bientôt, qui sera une des plus grandioses dont l'histoire fasse mention ».

Voici donc quelles sont les positions de Marx et d'Engels face aux partis de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie démocrate, à la veille de révolutions qui allaient les amener à réviser radicalement leur conception des rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie démocrate. Nous y reviendrons bientôt.

Ainsi, de l'analyse des forces de classes en présence et de leurs objectifs, découle nécessairement, pour Marx et Engels, la participation à des organisations communes avec les démocrates de l'époque. A partir de 1850, comme nous le verrons, Marx et Engels préférèrent rester seuls plutôt que de suivre nombre de leurs camarades de la Ligue, qui, après la défaite, chercheront le contact avec les démocrates petits-bourgeois dans des organisations démocratiques larges. Mais jusqu'à ce qu'ils tirent les leçons de la révolution de 1848, ils seront adhérents et animateurs des associations démocratiques. Marx, en tant que vice-président de l'Association Démocratique de Bruxelles « ayant pour but l'union et la fraternité entre les peuples », prendra, à diverses reprises, la parole dans des meetings internationaux. Il est particulièrement intéressant de voir comment Marx et Engels, à une période où, répétons-le, l'histoire n'avait pas encore tranché la question du rôle des partis de la bourgeoisie libérale et de la petite-bourgeoisie démocrate dans la révolution, entendaient l'alliance avec les représentants de ces couches.

Dans un discours prononcé à Londres, en sa qualité de vice-président de l'Association Démocratique, à un meeting commémoratif de l'insurrection polonaise de 1830, Marx déclare :

« L'entente et la fraternité des nations est une expression que tous les partis utilisent aujourd'hui. Il existe, en effet, une sorte de fraternité des classes bourgeoises de toutes les nations. C'est la fraternité des tyrans contre les opprimés, des exploités contre les exploités. De même que la bourgeoisie d'un pays est unie et solidaire contre le prolétariat, de même, malgré la concurrence et les luttes des membres de la bourgeoisie entre eux, les bourgeois de tous les pays sont unis et solidaires contre les prolétaires de tous les pays, malgré leurs alternatives de combat et de concurrence sur le marché mondial. Pour que les peuples puissent vraiment s'entendre, il faut que leurs intérêts soient solidaires. Pour que les intérêts puissent devenir solidaires, il faut abattre les conditions actuelles de propriété, car elles impliquent l'exploitation des masses populaires. »

Au même meeting, Engels affirmera :

« Dans tous les pays, Belgique, Amérique, France, Allemagne, les ouvriers ont maintenant le même intérêt à abattre la classe qui les exploite, c'est-à-dire la bourgeoisie. Quel est, en conséquence, notre devoir ? Puisque la situation des travailleurs de tous les pays est la même, puisque leurs intérêts sont les mêmes, puisque leurs ennemis sont les mêmes, ils doivent également lutter au coude à coude. A la fraternité des bourgeois de toutes les nations, ils doivent opposer la solidarité des travailleurs de tous les pays. »

Aussi donc, si, en 1847, en particulier pour l'Allemagne, Marx et En-

gels estimaient que le prolétariat devait lutter aux côtés de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie démocrate, jamais, pour eux, cette alliance ne devait impliquer le passage sur les positions de la démocratie bourgeoise. En tous lieux et en toutes circonstances, Marx et Engels définissaient sans tarder, et avec la plus extrême rigueur, les buts du prolétariat dans sa lutte de classes contre la bourgeoisie :

« Il est du devoir des communistes », écrivait Engels en 1847, « de prendre constamment le parti des bourgeois libéraux face au gouvernement (absolutiste), en se gardant toutefois de partager les illusions des bourgeois ou d'ajouter foi à leurs séduisantes assurances sur les suites salutaires qu'aurait la victoire de la bourgeoisie pour le prolétariat. Les seuls avantages que présentera la victoire de la bourgeoisie pour les communistes consisteront :

1° *En diverses concessions, qui faciliteront aux communistes la défense, la discussion et la diffusion de leurs principes, et par-là même l'unification du prolétariat en une classe étroitement unie, prête au combat et organisée ; et*

2° *En la certitude que, du jour où, par la chute des gouvernements absolus, à son tour viendra la lutte entre bourgeois et prolétaires, de ce jour la politique de parti menée par les communistes sera la même que dans les pays où la bourgeoisie est, d'ores et déjà, maîtresse du pouvoir. »*

Autrement dit, après la chute du pouvoir féodal, la politique du parti consiste en une préparation permanente de la lutte directe du prolétariat contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Ainsi pour Marx et Engels, même dans les pays qui sont gouvernés par des systèmes politiques à demi-féodaux — sans parler des pays ayant accompli leur révolution bourgeoise, où il n'y a pas d'autre combat prolétarien concevable que la lutte ouvrière sous le drapeau de la révolution socialiste — la démocratie bourgeoise et son état représentatif (parlementaire) ne sont pas salués comme des conquêtes du prolétariat. La démocratie bourgeoise est une forme de domination de la classe bourgeoise, une conquête pour l'ennemi de classe du prolétariat. Ce que recherchent avant tout, toujours et partout, dans toutes les situations, Marx et Engels, ce sont des possibilités plus larges pour la classe ouvrière de s'organiser sur son plan de classe et se préparer ainsi à la révolution socialiste.

Quels rapports peut-il donc y avoir entre le marxisme et les formations dites ouvrières (les appareils et leurs alliés) pour qui les « institutions de la démocratie bourgeoise (sont des conquêtes) du peuple français » (affirmation récente des « Izvestia » de Moscou) ?

L'action du Parti de Marx et d'Engels pour la défense des libertés démocratiques reste synonyme de la défense des libertés ouvrières et du combat contre les illusions intéressées sur l'excellence de la démocratie bourgeoise.

P. LAMBERT.

AOUT 1953

Pourquoi les mineurs ont combattu

LES mineurs connaissent, après l'échec de leur grève de 1948, des conditions de travail et de vie intolérables. Profitant de la situation nouvelle créée par cette défaite, les directions des houillères instaurent des méthodes de travail et de rémunération que les grèves de 1936 et de la libération les avaient obligées à abandonner. Tout le monde connaît les méfaits du système « Bedeau », qui consiste à chronométrer les temps d'exécution et à fixer la rémunération d'après les temps obtenus. Depuis 1930, c'est-à-dire depuis Laval-Tardieu, cette méthode était en vigueur dans la plupart des bassins miniers, et il fallut la grève de 1936 pour la faire disparaître, provoquant ainsi le plus grand enthousiasme chez les ouvriers, et le plus grand dépit chez les patrons des houillères.

Depuis les temps les plus reculés, le travail des mineurs était basé sur l'entraide, c'est-à-dire que, dans un même chantier, les ouvriers travaillaient collectivement, la rémunération étant égale pour tous. Il fut un temps où l'argent de la quinzaine était partagé, à la remontée, dans un cabaret tenu par un mineur ; c'est dire l'esprit de justice sociale et de solidarité qui régnait dans les rangs des mineurs ; il n'est pas étonnant de voir chez eux les premiers syndicats, et les grèves les plus nombreuses et les plus violentes. Tant que l'unité présida à leurs destinées, les mineurs tinrent bon, et jamais les patrons n'osèrent s'attaquer de front à ces méthodes collectives de travail et de rémunération. Ce n'est que le jour où la scission syndicale disloqua leurs rangs que les dirigeants des compagnies minières profitèrent de cet affaiblissement pour imposer des méthodes inhumaines, qui firent et font encore des ravages parmi les mineurs.

Tous ceux qui ont vécu parmi eux cette période de 1929 à 1936 se souviennent des souffrances endurées. Mais ils se souviennent aussi de la haine et de la colère accumulées, qui devaient, en 1936, donner naissance à une explosion véritablement révolutionnaire, une explosion qui, si elle n'avait pas été canalisée par le « Il faut savoir terminer une grève » de Thorez, nous aurait permis d'autres conquêtes que celles des accords Matignon. En dehors de la revalorisation de leurs salaires et de l'augmentation générale résultant des accords Matignon, il est un point sur lequel les mineurs ne transigèrent pas, ce fut la suppression pure et simple du système Bedeau, que les dirigeants essayèrent en vain de maintenir en vigueur ; c'est dire l'importance de ce point pour les mineurs ; c'est seulement à la faveur de l'invasion hitlérienne

que les dirigeants des houillères réussirent à l'implanter de nouveau.

Pendant quatre ans d'occupation, les mineurs furent soumis à un traitement vraiment barbare, car les dirigeants battus en 1936, qui n'avaient jamais digéré leur défaite, profitèrent de cette occasion inespérée pour s'acharner, avec une bestialité jamais égalée, contre les mineurs, qu'ils traitèrent en véritables forçats. Aussi est-ce avec un véritable soulagement qu'ils contribuèrent à la libération du territoire, dans la pensée que ce n'était pas seulement les « boches » qu'il fallait châtier, mais leurs complices français, afin de les empêcher de reprendre les rênes de la direction. Mais, aux propositions des ouvriers mineurs tendant à l'expulsion de ceux qui avaient été les complices des hitlériens, les dirigeants des syndicats et des partis ouvriers répondirent par une politique de collaboration avec les anciens collaborateurs des occupants nazis ; et l'on vit de nombreux ingénieurs, qui avaient été des plus féroces pendant la guerre, se ranger sous la bannière de la C.G.T. et occuper les postes les plus importants dans la direction des houillères, avec un simple changement de résidence. Cette politique créa un véritable malaise chez les ouvriers et les petits responsables syndicaux, et ce fut encore pire lorsque, à Waziers, le P.C.F. demanda aux mineurs de « retrouver leurs manches », et que, par une campagne de presse, on dénonça la grève comme étant « l'arme des trusts ». Et ce fut une véritable stupéfaction lorsque, à Aubry, M. Thorez prôna le travail individuel, reprenant la formule « à chacun son travail », et préconisant l'implantation de longues tailles, d'étage à étage, créant ainsi les conditions d'une véritable course à la mort, en excitant les mineurs les uns contre les autres, et en les empêchant de continuer le travail familial qui fut toujours à la base de leur métier. Ce renfort inattendu fit la joie de ces dirigeants des houillères qui, à la libération, tremblaient, en pensant que le moment de leur châtement était arrivé. Aussi mirent-ils tout en œuvre pour satisfaire leurs nouveaux maîtres, ces responsables syndicaux et politiques parvenus à de hauts postes après la nationalisation, qui ne jurèrent, désormais, que par les « techniciens ».

La trahison éhontée de ces politiciens « ouvriers » parvenus au faite du pouvoir amena une catastrophe dans les mines. Ils ont beau prétendre, aujourd'hui, qu'à l'époque les salaires étaient revalorisés au fur et à mesure de l'augmentation de la production, il n'en est pas moins vrai que

leur politique de rendement à tout prix par l'instauration des méthodes de travail et de rémunération individuels est à la base de tous les maux dont souffrent les mineurs, qui, jamais, ne pardonneront à ces gens de s'être faits les promoteurs de ce système criminel, et d'être devenus ensuite les complices et le soutien des bourgeois remis en selle. Combien de souffrances, de morts, furent la rançon de cette politique de collaboration avec les capitalistes ! Ceux qui n'ont pas vécu et qui ne connaissent pas les conditions de travail du mineur ne peuvent pas se rendre compte de ce que cache cet esclavage moderne. Le salaire, malgré le statut, est basé sur la productivité, et en réalité à la merci des fantaisies de l'ingénieur, « seul maître à bord ». Un mineur est malade, il ohème une journée, et se présente le lendemain à son travail : le contremaître ou chef-portion l'appelle et, sans entendre les justifications de son absence de la veille, il dit au mineur « coupable » : « Tu as chômé une journée pour ton plaisir, aujourd'hui c'est pour le mien, tu peux retourner à ta baraque ». Ainsi le mineur perd deux jours de travail pendant la quinzaine, et toutes ses primes de régularité, soit une perte sèche de 7 à 8.000 francs.

Cette situation s'est aggravée à partir de 1949, non pas parce qu'il n'y avait plus de ministres communistes — car ceux-ci furent, pendant leur passage au gouvernement, les soutiens les plus actifs des techniciens, ces serviteurs zélés des trusts capitalistes privés, hier, de l'état capitaliste, aujourd'hui — mais bien, en réalité, du fait de la scission syndicale. Dans ce domaine, les chefs F.O. portent une écrasante responsabilité, car, en divisant le mouvement syndical, ils affaiblirent le mouvement ouvrier et permirent, surtout dans nos mines, le renforcement du pouvoir dictatorial des dirigeants, qui virent là une belle occasion de prendre leur revanche de la frousse intense éprouvée à la veille de la libération.

Voilà les conditions dans lesquelles se trouvaient les mineurs à la veille d'août 1953. Aussi est-ce avec une véritable allégresse qu'ils se lancèrent dans la bataille, auprès des postiers et des cheminots, engagés quelques jours avant eux dans le combat. Il faut avoir vécu ces jours inoubliables pour comprendre de quelles initiatives hardies sont capables les ouvriers, lorsqu'ils sont débarrassés de la tutelle « des organismes dirigeants » du sommet ; ils donnent alors libre cours à leur enthousiasme, qui provoque une véritable contagion entraînant tout le monde dans les assemblées, les manifestations de rues. Par dizaines de milliers, clamant leur volonté, non seulement de voir aboutir leurs revendications, mais de voir changer le cours politique du pays, ils parcouraient les rues des agglomérations, qui leur appartenaient, faisant la chasse aux « renards », non par les méthodes terroristes de la chaussette à clous, mais par leur présence innombrable, imposant le respect de la décision de la multitude, devant laquelle les quelques individus qui renâclent doivent s'incliner, et participer au combat en s'intégrant dans la masse.

Partout, c'était l'enthousiasme, les mineurs engagés à fond, tous unis, C.G.T., F.O., C.F.T.C., résolus à mettre fin à la misère qui venait de leurs mauvaises conditions de travail, à se débarrasser du carcan qui leur enserrait le cou. Ils voulaient en finir avec le régime d'esclavage qui était le leur, et en même temps prendre leur revanche de la défaite de 1948. Mais, hélas ! ils n'avaient pas compté avec le machiavélisme des chefs staliniens, et la trahison de ceux qui sont à la remorque des tenants du pouvoir.

A la fin de la 6^e semaine de grève, sans consultation aucune, un ordre de reprise du travail était donné, incompréhensible pour tous, mineurs, métallurgistes, dont le combat était en plein essor. Aussi fut-il mal accueilli, et pas une main ne se leva lorsque le mot d'ordre de reprise du travail fut mis aux voix ; au contraire, ce fut un concert d'imprécations qui monta des rangs ouvriers, dans lesquels on parlait ouvertement de trahison. Car ils ne comprenaient pas cette volonté délibérée de briser le mouvement uni des ouvriers. Si les chefs F.O. et C.F.T.C. avaient donné seuls l'ordre de reprise, il est plus que probable qu'ils n'auraient pas été obéis. Ainsi, en se faisant leurs complices, les dirigeants de la C.G.T., eux qui avaient commis la bêtise de continuer le combat des mineurs isolés en 1948, commirent la faute la plus grave en 1953, en sens inverse, car ce n'était plus dans les mêmes conditions que s'était engagé le combat. En août 1953, le mouvement était uni à la base. C'est sans doute cela qui motiva l'attitude des chefs staliniens, qui voyaient avec stupeur le mouvement leur échapper, et passer aux mains des ouvriers eux-mêmes.

De combien de manœuvres, de tergiversations fut entouré ce mouvement, pour le couper de sa véritable base ! Une des plus grossières fut l'envoi de cette fameuse pétition au président Herriot, pour demander la convocation du parlement. Dans l'esprit des bonzes, cette manœuvre grossière n'avait qu'un but : gagner du temps et laisser, suivant l'expression de Jouhaux, pourrir le mouvement afin qu'il meure de sa belle mort. Car, si vraiment ces gens désiraient la convocation du parlement, pourquoi ne prirent-ils pas la décision de se rendre, en tant que représentants du peuple et des syndicats, en demandant l'appui des masses ouvrières de la région parisienne, au siège de ce même parlement, imposer cette convocation comme l'exigence de plus de 4 millions d'ouvriers en lutte ? Mais on ne pouvait attendre de ces gens qui pratiquaient une collaboration constante avec la bourgeoisie, et avaient renoncé depuis longtemps aux buts révolutionnaires du mouvement ouvrier, une telle initiative. Ils préférèrent prôner le passage du capitalisme au socialisme par la voie parlementaire ; c'est peut-être plus commode pour leur tranquillité... Mais, dans ce cas, ils devraient dire franchement aux millions d'ouvriers qui leur font encore confiance qu'il ne faut plus compter sur leur organisation pour les combats révolutionnaires.

C'est ainsi que nous assistâmes à l'agonie du mouvement du mois d'août 1953, qui fut un des plus magnifiques du mouvement ouvrier français. Aujourd'hui encore, lorsque les ouvriers rappellent ce souvenir, ils disent que, s'ils n'avaient pas été trahis à ce moment, il y aurait eu de profonds changements politiques et sociaux dans notre pays. Malgré ses résultats négatifs, ce mouvement d'août 53 aura néanmoins donné une certitude qui se vérifie chaque jour, c'est que, selon la formule de Karl Marx : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Et une constatation peut-être pénible à faire, c'est que, dans la chaîne des conditions historiques qui conduisent à notre émancipation, l'anneau le plus faible a été et reste encore celui que constituent les organisa-

tions traditionnelles, qui n'ont plus d'avant-garde que le nom. La seule conclusion que l'on peut tirer de ces événements, c'est qu'il faut regrouper toutes les forces révolutionnaires éparses dans notre pays pour constituer un véritable parti marxiste-léniniste, qui soit capable de répondre aux exigences révolutionnaires du moment, qui, malgré certaines apparences, persistent fondamentalement. Car, lorsque les contradictions insurmontables du capitalisme donneront naissance à une nouvelle marée prolétarienne, celle-ci devra être orientée vers le but que nous nous assignons : c'est-à-dire la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

CHARLES LEMOINE.

Un épisode essentiel de la lutte des classes sous la 4^e république

Les grèves de Novembre-Décembre 1947

DE tous les épisodes de la lutte des classes en France sous la IV^e république, il n'en est finalement pas de plus important que les grèves de novembre-décembre 1947. Il suffit de rappeler que l'une de leurs conséquences fut la scission syndicale.

C'est aussi l'un des épisodes les plus controversés. Pour les stalinien et leurs amis progressistes, ces grèves furent l'occasion, pour le « parti américain », d'exclure de la vie politique française le « parti de la classe ouvrière », et de réaliser la scission syndicale, préface nécessaire à la grande revanche américano-réactionnaire. Au premier rang des responsables français de cette politique se placent les « chefs socialistes de

droite », qui détenaient quelques-uns des postes de commande dans les gouvernements de 1947 : Jules Moch, Daniel Mayer, etc.

Pour les dirigeants socialistes et toute l'opinion de gauche non-stalinienne, à quelques exceptions près, les grèves de novembre-décembre 1947 furent une tentative du P.C.F. pour prendre le pouvoir et instaurer en France une démocratie populaire : un « coup de Prague » avant la lettre, en quelque sorte. Jules Moch et les ministres socialistes auraient, en la circonstance, sauvé la démocratie et la liberté.

Qu'en fut-il en réalité ? C'est ce que nous allons examiner (*).

LA PREMIÈRE VAGUE (10-19 NOVEMBRE 1947)

Il y eut, au départ, trois zones d'agitation sociale. D'abord à Marseille où, le 10 novembre, l'U.D.-C.G.T. et le P.C.F. organisent une manifestation de protestation contre la hausse des tarifs de tramway : 5 manifestants sont arrêtés, dont 3 doivent passer en correctionnelle le 12. Ce jour-là, la foule ouvrière se porte en masse au Palais de Justice et à l'Hôtel de Ville. Le service d'ordre est débordé, et d'ailleurs ne réagit guère. Le maire R.P.F. est blessé. Durant la nuit, partisans du R.P.F. et ouvriers se bagarrent ; des bars du quartier de l'Opéra sont saccagés ; un jeune ouvrier, membre de l'U.J.R.F., est tué.

Le lendemain, la grève est générale à Marseille, tandis que le gouvernement dirige sur la ville des renforts de troupes, d'autant plus nécessaires à ses yeux que deux

compagnies de C.R.S. ont refusé, la veille, de marcher contre les manifestants.

★

Deuxième foyer : les houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Le 14 novembre, le conseil des ministres décide de remplacer M. Delfosse au conseil d'administration des Charbonnages de France. Delfosse, membre du P.C.F. et dirigeant de la Fédération des Mineurs, siégeait au conseil en tant que représentant du ministre de la production indus-

(*) Seuls — ou presque seuls — les trotskystes refusèrent, dès novembre-décembre 47, d'entrer dans le manichéisme des deux blocs. Seuls, dès ce moment, ils adoptèrent le point de vue des travailleurs en lutte, qui voulaient la victoire de leurs revendications (minimum vital, échelle mobile), et, pour cela, étaient prêts aux moyens de cette victoire (la grève générale).

truelle : il a été nommé à ce poste par son camarade de parti Marcel Paul, ministre en 1945 ; il est évincé par Robert Lacoste, nouveau ministre depuis mai 1947. Immédiatement, la direction du P.C.F. entame une agitation chez les mineurs : le 17 novembre, un tiers des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais sont en grève.

★

Troisième secteur troublé : la métallurgie parisienne. La semaine du 17 au 22 y est marquée par le début d'une série de mouvements grévistes : dès le 13 chez Ford, à Poissy, le 18 chez Renault. Le 19, on estime à 100.000 le nombre des grévistes parisiens, outre 100.000 dans le Nord, et 100.000 dans les Bouches-du-Rhône.

★

Tandis que s'ouvre la période de luttes, les états-majors se concertent.

Le 8 novembre, salle Lancry, se tient une conférence nationale des militants de la C.G.T. (1) groupés autour de « Force Ouvrière » (en gros : les « ex-confédérés »). Les conclusions de la réunion sont modérées : invitation à ceux qui ont quitté la C.G.T. d'y revenir ; affirmation de la volonté de lutter contre la politisation du syndicalisme ; décision d'engager le combat pour la démocratisation de la C.G.T., sur la base de la libre consultation des adhérents au suffrage secret avec application de la proportionnelle à tous les échelons.

Le 12 s'ouvre un Comité Confédéral National de la C.G.T. qui durera deux jours. La majorité, avec Frachon, formule un programme revendicatif : minimum vital à 10.800 fr. ; révision trimestrielle ; acompte provisionnel au 1^{er} novembre. Sur ces thèmes, elle décide d'organiser une grande campagne d'agitation, avec consultation générale des travailleurs, syndiqués ou non, sur le lieu de travail. Le 19 décembre, un nouveau C.C.N. tirera le bilan de la campagne. La minorité, avec Jouhaux, refuse d'approuver « une caricature de consultation démocratique », et publie une protestation signée de 38 noms.

★

Situation beaucoup plus confuse sur le plan gouvernemental. M. Ramadier, président du Conseil depuis le début de l'année, a remanié plusieurs fois son équipe : en mai, après le départ des ministres P.C.F. ; en octobre, après les élections municipales favorables au R.P.F. : pour apaiser la droite, Ramadier lui sacrifie deux ministres socialistes « dirigistes », André Philip et Tanguy-Prigent, et donne l'Agriculture en pâture à un indépendant, Roelore. Malgré cela, lorsqu'il pose la question de confiance à la rentrée parlementaire, il n'obtient que 20 voix de majorité (300 contre 280). Le M.R.P. est troublé par le succès électoral du R.P.F., et ses « gaullistes » le quittent.

On décide donc de changer de gouvernement. Mais, compte tenu de la situation confuse qui règne dans le pays,

(1) En 1947, la C.G.T. était encore unifiée. Elle l'était depuis 1943 et regroupait donc dans sa direction l'équipe Frachon (ex-unitaires) et l'équipe Jouhaux (ex-confédérés). Celle-ci avait pour organe de tendance « Force Ouvrière », et s'organisait autour de ce journal. Cependant, depuis 45, au cours de divers épisodes de la lutte sociale, des militants avaient quitté la C.G.T. et formaient des syndicats autonomes : postiers après leur grève de juillet 46, cheminots, etc. Il s'agissait, le plus souvent, de militants de tendance ex-confédérée ; mais la direction du courant restait hostile à cette orientation.

on opérera à froid, en évitant « toute vacance du pouvoir ». Des conversations préliminaires s'engagent entre les groupes, on envisage une combinaison allant de Léon Blum à Paul Reynaud.

M. Guy Mollet vend la mèche (2), et contraint Ramadier à démissionner le 19. Après un échec de Blum, le leader M.R.P. Robert Schuman forme un ministère pléthorique ; les responsabilités économiques passent des socialistes au centre, mais la S.F.I.O. conserve la responsabilité du maintien de l'ordre : Jules Moch à l'Intérieur, Daniel Mayer au Travail. Le 24, le gouvernement est en place. Le 26 novembre, il fait connaître les mesures de revalorisation des salaires qu'il a décidées. Mais la situation sociale s'est profondément modifiée durant l'interrègne.

LES GREVES GENERALISEES (19-29 NOVEMBRE)

Certes, un mouvement de résistance à la grève a commencé de se manifester dès la fin de la semaine précédente : groupes « Force Ouvrière », syndicats autonomes ou C.F.T.C. réclament des votes à bulletins secrets avant tout mouvement. Des délégations viennent même demander à Daniel Mayer de faire respecter « la liberté du travail ».

Le gouvernement Ramadier a décidé de tenter une expérience ; elle a lieu après sa démission, dans la nuit du 19 au 20, aux usines Citroën : la police fait évacuer les locaux de l'usine. Le lendemain, un vote à bulletins secrets donne 4.978 voix pour la reprise, 1.201 contre sur 10.000 inscrits. Le travail reprend le 21 : 60 % du personnel est à son poste.

★

Mais l'absence de toute décision gouvernementale en matière de salaires et l'absence de tout gouvernement favorisent l'extension des grèves.

Le 21, les instituteurs de la Seine (3) démarrent ; le 23, la grève des cheminots, qui a débuté dans le Sud-Est, gagne les autres régions. La métallurgie suit dans l'Est, le bâtiment à Paris. Les dockers cessent le travail le 24, électriciens et gaziers le 25. « L'Humanité » annonce 700.000 grévistes le 22, 1.000.000 le 23, 1.500.000 le 26. Le 26, la Fédération des Cheminots lance officiellement l'ordre de grève ; le 28, c'est le tour de la Fédération Postale.

C'est le 26 que le gouvernement Schuman fait connaître ses propositions en matière de salaires. Le soir même, les secrétaires de 18 fédérations C.G.T. à direction P.C.F., réunis en commun, décident de repousser les propositions gouvernementales et de continuer la lutte. Le 27, 2 autres fédérations les rejoignent, et les 20 forment un « Comité National de Grève » qui place Benoît Frachon à sa tête et Arrachart au secrétariat. Chaque jour, il se réunit et publie un communiqué.

Fait caractéristique, les dirigeants du P.C.F. ont choisi de sortir du cadre de la C.G.T., qui se trouve ainsi en état de scission virtuelle. D'autant que, parmi les 20 fédérations, certaines n'ont pas lancé l'ordre de grève — ce qui confère incontestablement au C.N.G. un caractère frac-

(2) C'est un épisode curieux (et révélateur de la manière de l'homme) de la petite guerre de Guy Mollet contre Blum et son équipe au sein de la S.F.I.O.

(3) Cette grève a un caractère particulier : elle mériterait une étude à elle seule ; d'autant qu'elle n'est pas sans lien avec les positions prises plus tard par les enseignants (autonomie en 1948).

tionnel. Frachon le reconnaît lui-même dans le numéro de décembre 1947 de « Servir la France ».

★

Côté gouvernemental, on accorde quelques bribes de satisfaction — et surtout l'on prend de spectaculaires mesures pour rétablir l'ordre : rappel des disponibles du contingent 1946-2 ; mise au point de trois projets « pour la défense de la république et la liberté du travail ».

VIOLENCES ET REPLI (29 NOVEMBRE - 9 DÉCEMBRE)

La discussion des projets gouvernementaux à l'Assemblée, à partir du 29 novembre, provoque de multiples incidents. Les députés P.C.F. pratiquent l'obstruction. Une certaine réserve se manifeste à la S.F.I.O. De la C.G.T. part une tentative de médiation, dont Pierre Lebrun et Louis Saillant sont les initiateurs. Daniel Mayer incline vers la conciliation, tandis que Jules Moch est partisan d'un durcissement.

Mais la direction du P.C.F. entend, elle aussi, exploiter l'occasion des « lois scélérates » : les éditions spéciales de « L'Humanité » et de « Ce Soir » (4) dénoncent « l'assassinat de la république », « le coup d'état réactionnaire » du « parti américain », et mettent en cause notamment M. Robert Schuman, qualifié par Georges Cogniot de « récidiviste » : « ministre de Pétain, il a déjà tué une fois la république ».

★

La grève se poursuit, plus âpre et plus violente chaque jour : certains veulent reprendre le travail, on les en empêche par tous les moyens, y compris la force. Des trains sont bloqués par les grévistes. Dans la nuit du 2 au 3 décembre, le Paris-Lille déraile près d'Arras, les rails ayant été déboulonnés sur vingt-cinq mètres ; il y a seize morts. « Provocation fasciste », dit « L'Humanité ». « Sabotage communiste » répondent les autres. Mais des événements analogues ont lieu dans les jours suivants.

Le gouvernement entreprend de faire évacuer les mines dans le Nord, au prix de très dures bagarres. A Saint-Etienne, à Béziers, à Nice, à Valence, dans tout le Midi, les manifestants sont maîtres de la rue entre le 2 et le 5 décembre.

★

Et pourtant, à dater du 5, le mouvement gréviste semble s'essouffler : échec dans le métro parisien ; pas de débrayage dans le livre (journaux) ni chez les employés ; reports successifs de la grève des fonctionnaires ; chez les postiers, l'effectif gréviste reste limité.

Le 7, les négociations reprennent : le bureau de la C.G.T. au grand complet est reçu par Daniel Mayer. Mais le Comité National de Grève rejette les propositions du ministre. Le 8 encore, le C.N.G. répond aux invites gouvernementales par « Tenir et vaincre ». Et soudain, le lendemain, sans que rien ait pu le laisser prévoir, il lance l'ordre de reprise.

« NOUS PRENONS LA RESPONSABILITÉ DE DONNER L'ORDRE DE REPLI GÉNÉRAL... Demain 10 décembre, dans toutes les corporations, les ouvriers reprendront le travail en même temps que les fonctionnaires... »

(4) « Ce Soir », disparu par la suite, était le quotidien du soir du P.C.F. depuis 1945.

La crise est terminée. Jules Moch pourra se présenter comme le sauveur du régime. Mais celui-ci était-il réellement menacé ? Et par qui ?

KOMINFORM ET PLAN MARSHALL

L'année 1947 a été l'année tournante des rapports U.R.S.S.-U.S.A. après la deuxième guerre mondiale. Le 12 mars 1947, le président Truman expose devant le congrès américain les principes de ce que l'on a aussitôt baptisé « la doctrine Truman » : l'aide américaine sera dorénavant accordée à « tous les peuples libres du monde résistant à des minorités armées ou à des pressions extérieures ».

Le 5 juin 1947, à l'université Harvard, le général Marshall, alors à la tête du département d'état américain, lance l'idée d'une aide « amicale » des Etats-Unis à l'Europe pour sa reconstruction. Au départ, l'U.R.S.S. n'est pas exclue : le 27 juin, à Paris, s'ouvre une conférence tripartite des ministres des affaires étrangères anglais, français et russe, Bevin, Bidault, Molotov, pour dresser le bilan des besoins de l'Europe. Mais elle se termine sur un échec : la rupture est alors consommée entre partisans et adversaires de l'aide Marshall, partisans de l'alliance américaine et tenants de l'alliance russe.

En septembre se tient à Varsovie une conférence des « partis communistes » européens. Elle décide de créer un organisme permanent baptisé « Kominform ». A cette occasion, Jdanov développe les nouvelles tables de la loi du stalinisme international (« thèses Jdanov » sur le partage du monde en deux blocs).

★

Ces bouleversements internationaux ont surpris la direction du P.C.F. en pleines difficultés avec la classe ouvrière. La politique suivie avec obstination depuis 1945 : collaboration ministérielle, aide à la restauration de l'état bourgeois en France (« un seul état, une seule armée, une seule police ») et outre-mer (Sétif-Guelma, Indochine, etc.), le « produire d'abord » et « la grève, arme des trusts » (5) ont quelque peu désorienté les travailleurs et usé le capital de prestige dont disposait le P.C.F. (c'est-à-dire l'U.R.S.S. de Stalingrad) en 1945. De 1945 à 1947, secteur par secteur, la classe ouvrière reconquiert la grève comme arme de combat — et, partant, une certaine autonomie par rapport à la direction du P.C.F.

Avril 1947 a vu le déclenchement de la grève Renault. Au cœur même du bastion parisien de la métallurgie, la direction stalinienne est battue en brèche par les ouvriers. L'effort déployé pour briser la grève par la calomnie et la violence échoue. Alors, brusquement, dans la nuit du 30 avril, la direction du P.C.F. décide d'opérer un grand

(5) « Un seul état, une seule armée, une seule police » (M. Thorez au Comité Central d'Ivry, 21 janvier 1946). Selon André Marty (dans « l'Affaire Marty ») la formule exacte aurait été lancée par Thorez dès le 22 décembre 1944.

« Produire, produire et encore produire... c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe », proclame le même Thorez à Waziers, devant son auditoire de mineurs, le 21 juillet 1945. Dans le même discours, il dit :

« C'est vrai que nous seuls, les communistes, avons eu assez d'autorité pour pouvoir, en juin 36, mettre un terme aux grèves, que nous seuls pouvions avoir assez d'autorité pour dire, il y a cinq mois : il faut en finir avec les jeux de la guerre civile. »

Les ministres « communistes » n'ont d'autre part pas protesté contre la répression sanglante qui suivit les provocations policières destinées à permettre de noyer préventivement dans un bain de sang le mouvement nationaliste algérien en mai 1945. Mieux même, ils s'y sont associés, en présentant Messali Hadj et les dirigeants du P.P.A. comme des auxiliaires du nazisme !

tournant tactique : ne pouvant plus briser la grève de l'extérieur, elle va se placer à sa tête pour la contenir et l'épuiser de l'intérieur. Elle devra payer le prix immédiat de ce changement tactique : abandonner la participation ministérielle, quitter le gouvernement Ramadier du blocage des salaires.

Mais ce changement *tactique* n'implique aucune nouvelle stratégie du parti : de mai à fin septembre et même octobre, le P.C.F. continue à s'opposer au déclenchement et à la généralisation des grèves. Simplement, maintenant, quand elles se déclenchent malgré lui, il en prend la tête pour les conduire sur la voie de garage. En même temps, il continue de réclamer son retour au gouvernement, de souligner combien il est plus facile de maintenir « la paix sociale » quand il y a « des ministres communistes » !

Le 26 novembre encore, dans la *Vie Ouvrière*, on peut lire :

« C'EST UN FAIT QUE, PENDANT DEUX ANS ET DEMI, LA FRANCE A ÉTÉ UN DES PAYS CAPITALISTES QUI A CONNU LE MOINS DE GRÈVES. La raison est bien simple, les ouvriers ne font pas grève pour leur plaisir. Quand on donne satisfaction à leurs revendications (SIC), ils n'ont aucune raison de quitter le travail. C'est ce qui se passait en 1945-1946, Croizat et les autres communistes étant ministres. »

C'est seulement en septembre, à Varsovie, que « l'ère du tripartisme » a réellement pris fin. Mieux, les délégués du P.C.F., Jacques Duclos et Étienne Fajon, s'y sont entendu accuser d'avoir trop tardé à dénoncer « l'impérialisme américain — fauteur-de-guerre ». On y reproche à la direction du P.C.F. de n'avoir pas assez « mis en lumière » les raisons pour lesquelles Ramadier « a évincé les ministres communistes du gouvernement ». C'en est donc momentanément fini du retour des ministres P.C.F., comme c'en est momentanément fini de l'accord des Grands : la « guerre froide » commence.

Retour de Varsovie, les dirigeants du P.C.F. alignent leur parti au comité central du 30 octobre : Maurice Thorez y fait son autocritique, et affirme qu'il n'y a pas plus d'accord possible avec les socialistes qu'avec les gaullistes.

L'OPERATION P.C.F.

Pour réaligner le parti, la direction estime qu'il faut autre chose qu'un « redressement idéologique » : il faut, dès le départ, souder l'ensemble des cadres et militants dans un combat brutal, qui rompe immédiatement et totalement avec la facilité des années passées.

Depuis 1945, la machine du P.C.F. s'est confortablement installée dans la collaboration gouvernementale : sinécures dans les entreprises nationalisées, dans les municipalités, voire dans les préfectures et la haute administration... L'appareil stalinien français avait tendance à se transformer purement et simplement en un appareil « réformiste » de gestion de l'état bourgeois.

Il apparaît, après Varsovie, que la nouvelle période signifie la perte de tous ces postes, le retour à l'isolement, l'usage de la violence. Un tournant brutal est préférable à un lent glissement qui permettrait des mises en cause : la direction du P.C.F. saisit, en novembre 1947, l'occasion du brusque tournant. D'une certaine manière, la vague de novembre-décembre 1947 fut, pour Thorez et la direction du P.C.F., une opération chirurgicale à usage interne : obliger le parti, ses cadres, ses militants, à rompre brusquement avec un passé de facilité et de bien-être.

Le souci de répondre aux reproches de Varsovie, la volonté de faire opérer un tournant brutal au parti, ce sont deux explications de l'attitude de la direction du

P.C.F., de la recherche quasi-systématique de la violence pour la violence. Peut-on aller plus loin, et affirmer qu'en novembre-décembre 1947 la direction du P.C.F. a envisagé une prise du pouvoir ?

Le 18 février 1948, prenant la parole devant la presse anglo-américaine, Jules Moch répond nettement à cette question ; il était mieux placé que quiconque, au ministère de l'Intérieur, pour en juger :

« LE MOUVEMENT ÉTAIT-IL L'ANNONCE D'UN MOUVEMENT INSURRECTIONNEL D'ENSEMBLE ? JE NE LE PENSE PAS. Les documents en notre possession montrent que la tactique fut plus subtile. EXÉCUTER L'ORDRE LOINTAIN, EN CRÉANT DU DÉSORDRE DANS LES RÉGIONS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE AMÉRICAINE, NE NÉCESSITAIT PAS UNE TENTATIVE VRAIMENT RÉVOLUTIONNAIRE. »

Qu'il y ait eu chez de nombreux cadres moyens du P.C.F. l'idée qu'on était parti pour la prise du pouvoir, c'est très probable, surtout à partir du 29 novembre. Il ne faut pas oublier que la situation pouvait sembler favorable à un tel bouleversement.

Depuis des mois et des mois, la hausse du coût de la vie, les difficultés du ravitaillement, le marché noir et ses scandales, l'impuissance des gouvernants avaient créé un fond de mécontentement prêt à éclater. Le P.C.F., ses cadres, ses militants, avaient longtemps constitué l'armature qui empêchait l'explosion. Bouclier de moins en moins efficace, surtout depuis le début de l'année ; bouclier qui avait dû changer de rôle, se mettre devant les grévistes pour les « protéger » en les guidant — les protéger contre « l'aventure ».

Mais maintenant, en apparence, la direction du P.C.F. ouvre les vannes, et le mouvement ne connaît plus de frein. Bien des militants du P.C.F. qui, au fond d'eux-mêmes, avaient souffert de jouer un rôle passif durant les grèves des mois précédents, retrouvent avec élan le goût de vivre avec l'autorisation de combattre, la liberté de monter à l'assaut du pouvoir.

Mais ils le font, bien sûr, sous la direction d'un état-major retrouvé, auquel ils redonnent toute leur confiance. Et leur lutte, dans son issue, dépend de cet état-major. L'on en revient donc à la question : que voulait, en définitive, la direction du P.C.F. ?

L'examen d'un certain nombre d'épisodes de ces semaines troublées est le seul moyen d'établir une réponse solide à cette question.

FORMES DE LA GRÈVE

La métallurgie parisienne fut une des premières corporations dans la bagarre. La grève y a connu des formes et des fortunes diverses. Nous avons déjà indiqué l'échec de Citroën, entré le 18 dans le mouvement, évacué le 19 par les soins de la police, et où la reprise est votée le 20. L'échec ne peut s'expliquer par le seul effet de la violence : les jours suivants, des bagarres ont lieu, entre grévistes et forces de police, dans d'autres usines, sans que la décision des ouvriers en soit ébranlée.

L'échec de Citroën se lie au passé récent de l'usine. Durant la grève Renault, en mai, une délégation était venue de Billancourt à Javel pour demander un débrayage de solidarité : les responsables syndicaux stalinien de l'usine avaient brutalement éconduit les grévistes. Quinze jours après la fin de la grève Renault, par contre, ils avaient déclenché une grève perlée de l'usine de Javel, qui dura trois semaines sans résultat.

Il aurait fallu, en novembre, pour redonner confiance aux travailleurs de l'entreprise, créer un climat qui garantisse que leur volonté serait respectée, que la grève serait

placée sous leur contrôle : au contraire, la décision de grève fut arrachée à des assemblées fractionnées, les comités de grève furent constitués par en haut, sans élection (sauf dans un atelier). Il n'est pas douteux qu'en maints endroits, la manière bureaucratique de déclencher et de conduire la grève provoqua mécontentement et hésitations chez des travailleurs qui avaient présents à l'esprit les déclarations et le comportement des leaders du P.C.F. durant les années précédentes.

★

Une autre source d'inquiétude et de trouble est venue, pour beaucoup, de l'ignorance où l'on restait des véritables intentions de la C.G.T. (et du P.C.F.). Le 7 décembre, Frachon proclamait dans « L'Humanité » : « JAMAIS LA C.G.T. N'A LANCÉ LE MOT D'ORDRE DE GRÈVE GÉNÉRALE. »

De fait, les mouvements furent lancés par vagues successives à partir de la mi-novembre, certains plus de deux semaines après le début. D'autre part, en cours de route, des entreprises rombrayaient, après obtention de certains avantages, sur décision, ou avec l'accord, des directions cégétistes. C'est le cas, par exemple, d'une cinquantaine de petites entreprises de la région parisienne, où des acomptes de 20 à 25 % avaient été obtenus.

Et cela nous amène à l'autre élément essentiel d'appréciation des intentions de la direction du P.C.F. : les mots d'ordre revendicatifs mis en avant.

Le C.C.N. de la C.G.T. des 12 et 13 novembre a fixé comme charte revendicative générale : un minimum vital chiffré à 10.800 fr. par mois, sur lequel jouerait la hiérarchie des salaires établie en 1945 ; la révision trimestrielle de ce minimum vital, en fonction du coût de la vie et de la production. Ce programme appelle deux réflexions : d'une part, il marque le renversement complet de l'attitude de la C.G.T. par rapport aux années précédentes où, seuls, les minoritaires défendaient minimum vital et échelle mobile (6) ; mais, en même temps, ces revendications conservent un caractère « accessible » pour le gouvernement.

Le minimum vital choisi est bas et sanctionnerait une baisse sensible du pouvoir d'achat par rapport à 1945 : depuis cette date, en effet, les prix ont augmenté de 235 % (février 1945-septembre 1947), alors que, par rapport au salaire de base de février 1945, un minimum vital de 10.800 fr. ne représente qu'une augmentation de 150 %. Encore convient-il d'ajouter que, de septembre à décembre 1947, la hausse des prix n'a fait que se précipiter.

Quant à l'échelle mobile, la forme sous laquelle elle est conçue laisse au gouvernement une bien plus grande marge de manœuvre qu'une adaptation automatique à un indice chiffré. Le lien avec la production fournit un moyen supplémentaire de tourner l'obligation d'une augmentation générale par le biais de primes à la production et au rendement.

Mais, même ainsi édulcoré, ce programme n'a jamais été réellement mis en avant par la direction du P.C.F. en novembre-décembre 1947. Il suffit de relire les gros titres de « L'Humanité » entre le 18 novembre et le 10 décembre pour s'en persuader. Le vrai mot d'ordre mis en vedette, c'est l'acompte immédiat de 25 % : « La bataille des 25 % » (19 novembre), « Nos 25 % » (22 novembre), « Un million et demi dans la bataille des 25 % » (26 novembre), et, tout

(6) De 45 à 47, défendent l'échelle mobile les syndicalistes révolutionnaires groupés autour du journal « Front Ouvrier » : trotskystes, anarcho-syndicalistes, groupe « Ecole Emancipée » de l'enseignement. Puis le Syndicat National des Instituteurs adopte ce mot d'ordre, malgré la vive opposition de sa tendance stalinienne. Enfin « Force Ouvrière » met parfois ce mot d'ordre en avant.

à fait logiquement, le 4 décembre : « Nouveau succès des métallos : chez Bernard moteurs, les 25 % sont acquis. » Or, 25 % d'augmentation signifient 2.500 fr. par mois à la base. Le 26 novembre, le gouvernement accorde une indemnité de vie chère de 1.500 fr. C'est le moment que choisit la direction du P.C.F. pour constituer le C.N.G. et lancer de nouvelles troupes dans la bataille : l'ampleur des revendications ouvrières, et la distance qui les sépare des décisions gouvernementales ne sont pas telles qu'elles justifient une lutte aussi ample aux yeux de tous.

De ce fait, l'argument des partisans de « Force Ouvrière » ou des responsables de la C.F.T.C. : « Ces revendications peuvent être obtenues par la négociation, il y a autre chose derrière les décisions de la C.G.T. » porte sur de nombreux travailleurs.

En définitive, le déclenchement des grèves, comme le programme mis en avant, rendaient impossible un succès, en rendant impossible une authentique grève générale. Mais en choisissant d'agir ainsi la direction du P.C.F. confirme la vérocité des dires de Benoît Frachon : le P.C.F. ne voulait pas d'une grève générale qui eût pu mettre en cause le régime. Il voulait seulement créer des difficultés au gouvernement pour lui prouver, d'abord, qu'il était dangereux et difficile de gouverner sans le P.C.F., puis pour faire une démonstration de force au moment où le gouvernement se prépare à accepter l'aide américaine avec toutes ses conséquences. Ainsi, il espère, soit empêcher les dirigeants français de s'engager dans cette voie, soit convaincre les sénateurs américains qu'il y a vraiment quelque chose de pourri dans le jardin de France et que leur argent risque d'y être perdu.

Il ne faut pas oublier que toute la vie politique française de la fin de 1947 se déroule sous la supervision des commissions parlementaires d'enquête américaines, venues étudier sur place les conditions d'application du programme d'aide à l'Europe. Cela entraîne des conséquences pour toute la politique française : chaque fraction fait une démonstration de sa force. Le gouvernement en particulier, cette « Troisième force » qui vient de maître, est animé par une double préoccupation : éviter toute mesure qui risquerait de déclencher la guerre civile, tout en sachant bien (cf. Jules Moch) que, sur ce point, l'initiative ne viendra pas de la direction du P.C.F. ; obliger, d'autre part, cette dernière à capituler, se refuser à passer un compromis avec elle pour mettre fin à l'agitation sociale, à seule fin de démontrer l'efficacité de la « Troisième force » aux visiteurs d'outre-Atlantique tentés par les sirènes gaullistes du R.P.F.

A ce jeu, le P.C.F. était perdant, car il a, dès l'abord, abattu toutes ses cartes. Dès les premiers jours de décembre, la grève languit, sans que la direction du P.C.F. prenne d'autre initiative que de nier l'évidence.

Et le 10 au matin, l'échec est consommé. Echec des dirigeants du P.C.F. : finalement, Jules Moch a réussi, et la « voie atlantique » est ouverte, même si bien des difficultés subsistent pour la bourgeoisie et le gouvernement français sur ce chemin.

Mais échec surtout pour la classe ouvrière, qui a servi de masse de manœuvre à des opérations stratégiques où ses intérêts n'étaient pas évidents, et qui sort de l'épreuve lasse, affaiblie et profondément divisée. Car l'une des conséquences les plus graves de novembre-décembre 1947 se produira le 19 décembre, quand la conférence réunie sous l'égide de « Force Ouvrière » sanctionnera dans sa résolution finale la scission syndicale.

JEAN PERRIN.

Les conséquences du référendum en Afrique Noire

Si les résultats du référendum en Afrique Noire ne furent pas une surprise, les conséquences en furent importantes. L'organisation politique de l'A.O.F. et de l'A.E.F. par deux grands partis rivaux, le R.D.A. et le P.R.A., allait être compromise à la suite des difficultés rencontrées par ces partis à l'occasion du référendum. Le P.R.A. devait d'ailleurs surmonter ces difficultés beaucoup mieux, du moins en apparence ; le fait mérite d'être noté. Sur les résultats proprement dits, peu de surprise : 99,9 % de « oui » en Côte-d'Ivoire, 96,9 % de « non » en Guinée, 78 % de « oui » au Niger (372.382 « oui » contre 102.395 « non »), les abstentions, dans ce dernier territoire, étant de l'ordre de 62 %, légèrement en diminution par rapport aux élections précédentes. Dans tous les autres territoires la proportion de « oui » fut écrasante. Mais cela même était attendu. Par contre, le nombre extrêmement faible de « non » était apparemment inexplicable après la prise de position des grandes organisations syndicales comme l'U.G.T.A.N., de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire, etc., en faveur du « non ». Lors de la tournée de propagande de De Gaulle en Afrique Noire, l'accueil de la population avait été des plus froids au Sénégal. Or, dans ce territoire, on compte quelques milliers de « non » seulement. Le P.R.A. comme le R.D.A. avaient, en définitive, pris position pour le « oui ». Mais au Sénégal, précisément, trois ministres avaient démissionné du P.R.A. en guise de protestation, et avaient créé une organisation dissidente. A Madagascar, où plusieurs organisations s'étaient prononcées pour le « non », les résultats ne furent guère meilleurs. Inversement, au Dahomey où le parti au pouvoir (P.R.A.) et l'opposition (R.D.A.) s'étaient prononcés pour le « non », il y eut quelques milliers de « non ». Si l'on s'attache à la répartition géographique des voix, on constate que la presque totalité des « non » provient des villes (donc vraisemblablement de travailleurs influencés par l'U.G.T.A.N., et de militants politisés). Par contre, dans les campagnes, il n'y eut pratiquement pas de « non ». Une conclusion se dégage nettement : l'emprise électorale du P.R.A. et du R.D.A. est forte sur les campagnes où elle s'exerce par divers moyens (chefs, administration, etc), qui jouent moins dans les villes. Là, un embryon d'opposition peut se manifester. Le cas du Niger fournit une confirmation. Ici, le parti au pouvoir avait pris position pour le « non », et son leader, M. Djibo Bakari, avait fait campagne en ce sens. Mais ce parti était relativement faible (1). La perte du soutien des chefs suffit à entraîner un retournement de majorité (2).

Il serait hasardeux de déduire des résultats du référendum que les populations africaines se sont prononcées pour l'intégration à une communauté franco-africaine. Elles

ont suivi les mots d'ordre des partis en lesquels elles avaient confiance (et qui, dans les campagnes, prennent souvent l'aspect de parti unique, aucune organisation d'opposition n'y ayant de bases solides).

La prise de position de ces partis ne laisse pas d'intriguer la « gauche » française. Chacun s'attendait, certes, à voir M. Houphouët-Boigny rester fidèle à lui-même (3) ; si la position de M. Sékou Touré parut généralement satisfaisante, on se montra surpris que les autres sections du R.D.A. s'alignent sur celle de la Côte-d'Ivoire. Quant au P.R.A., son hésitation initiale avait fait naître des espoirs qui furent cruellement démentis (4). C'était méconnaître singulièrement la nature tant du P.R.A. que du R.D.A. C'était oublier aussi qu'avec la loi-cadre des miettes de pouvoir avaient été concédées à ces partis, ce qui contribua encore davantage à leur faire envisager l'évolution des rapports entre états africains et état français sous une forme négociée (volontiers assortie de chantage), et non sous les espèces d'une épreuve de force. L'erreur inverse est d'ailleurs aussi bien à éviter, qui consisterait à imaginer la direction du P.R.A. (ou du R.D.A.) irrévocablement liée politiquement à l'impérialisme français. Que des liens économiques et sociaux existent n'est pas en question. Et les chefs du R.D.A. et du P.R.A. préféreraient une évolution ne mettant pas brutalement en cause ces liens. Mais l'indépendance politique de ces partis en tant qu'organisations ne fait pas question. C'est précisément à partir de cette indépendance qu'un marchandage peut avoir lieu avec l'impérialisme.

L'opération référendum en Afrique Noire avait naturellement un tout autre but que dans la métropole. Il ne s'agissait pas en Afrique de faire avaliser une constitution, mais d'engager l'avenir par le dilemme : ou communauté ou « sécession ». Seule la Guinée a obtenu son indépendance. La Côte-d'Ivoire, solidement tenue par le R.D.A. de Houphouët-Boigny, choisissait la communauté pour une période indéterminée. Première conséquence : la scission du R.D.A., virtuelle depuis plusieurs années, était consommée, et, dans les territoires ayant voté « oui », le R.D.A. se retrouvait, amputé de son aile marchante, face au P.R.A., qui surmonta les difficultés nées au Sénégal avec le départ de trois ministres. Au Sénégal, où la vie politique est intense, la direction du P.R.A., pour conserver son autorité sur la base, doit tenir compte des aspirations des masses, et elle fut amenée, au lendemain du référendum, à prendre la tête du mouvement pour le regroupement du territoire en « fédérations primaires ». Un autre élément, tactique celui-là, jouait en ce sens : il s'agissait, pour le P.R.A., d'essayer de ravir au R.D.A. l'hégémonie en A.O.F. Quelques semaines après le référendum, l'orga-

(1) Voir, dans le précédent numéro de « La Vérité », quelques indications sur l'histoire de la section P.R.A. du Niger.

(2) A la suite du référendum, M. Bakari démissionna. Des élections eurent lieu le 14 décembre dernier pour procéder au renouvellement de l'Assemblée territoriale, et M. Hamani Diari, leader du R.D.A., bien que non élu, forma le nouveau gouvernement, son parti ayant la majorité.

(3) Voir, dans le précédent numéro, quelques éléments d'explication de la politique du R.D.A. de Côte-d'Ivoire.

(4) Les journalistes de « France-Observateur » furent particulièrement malheureux dans leurs prévisions. Il est vrai que, pour ces « réalistes », la méthode Coué est un élément indispensable d'une bonne tactique politique.

nisation de « fédérations primaires » était à l'ordre du jour, et de nouveau l'on parlait d'indépendance. La progression continue de la lutte pour l'indépendance depuis quelques années est d'autant plus remarquable que les obstacles les plus ingénieux lui ont été opposés. Après la loi-cadre, qui tendait à un émiettement de la lutte, à une « balkanisation » de l'Afrique, ce fut le coup du référendum, qui tendait à engager pour longtemps le destin des populations d'Afrique Noire. Le résultat le plus notable de cette politique est d'avoir conduit à l'éclatement du R.D.A., d'avoir affaibli, sans doute provisoirement, le P.R.A., en définitive d'avoir porté à un niveau plus haut la lutte pour l'indépendance.

LES CHANCES DE L'OPPOSITION.

Devant l'éclatement du R.D.A., le malaise qui existe dans le P.R.A., on est conduit à s'interroger sur les chances des petits partis créés assez récemment, tels que le Parti Africain de l'Indépendance et le Mouvement Africain de Libération Nationale, qui, tous deux, se situent dans l'opposition et demandent l'indépendance immédiate. Le P.A.I. fut créé au Sénégal en septembre 1957. Il se réclame du socialisme scientifique et demande l'indépendance nationale et économique, une socialisation de l'économie :

« Socialiser l'économie en commençant par les moyens de production. C'est-à-dire faire gérer tous les biens de la communauté par un état devenu instrument du peuple souverain. C'est la seule solution complète et définitive du problème d'investissement. » (« La Lutte », n° 1.)

Il préconise une reconversion de l'économie, un développement des cultures vivrières.

Ses dirigeants sont nettement influencés par l'idéologie stalinienne. Citons à ce sujet ce passage du programme du P.A.I. :

« En France, il y a des partis qui représentent la classe bourgeoise et d'autres qui représentent la classe prolétarienne. Le P.C.F. représente le prolétariat. Au milieu, un parti comme la S.F.I.O. représente la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière. L'U.D.C.A. de Poujade et la S.F.I.O., bien que composés de petits-bourgeois, ne servent d'autres intérêts que ceux de la bourgeoisie... c'est la petite bourgeoisie social-démocrate et les éléments déclassés qui ont permis (l')installation (du fascisme).

« Le P.A.I. veut être un parti enfin capable de faire la révolution nationale (l'indépendance) et la révolution sociale (le socialisme).

« En Afrique Noire, tous les partis qui existaient avant le P.A.I. représentaient à un degré ou à un autre la jeune bourgeoisie naissante.

« Le P.A.I., en ce qui le concerne, base l'essentiel de son action sur les classes les plus déshéritées : les ouvriers des villes et les paysans les plus pauvres de la campagne. » (« La Lutte ».)

Il faut bien ajouter que, jusqu'ici, le P.A.I. n'a guère pu s'implanter dans la paysannerie. Ses sections les plus importantes se trouvent dans les grandes villes du Sénégal (où il influence certains militants de l'U.G.T.A.N.). Au total, jusqu'ici, le P.A.I. ne dispose d'une organisation solide (mais numériquement faible) qu'au Sénégal. Ailleurs, il n'existe que des embryons d'organisation qui se réclament de lui (Côte-d'Ivoire, Guinée, Soudan).

Bien que récent, le P.A.I. a en déjà une histoire mouvementée. Il fut exclu de la conférence du regroupement des partis africains (17 février 1958) pour son rejet de la communauté franco-africaine, et constitua un front général de lutte anti-impérialiste pour l'indépendance nationale avec les organisations étudiantes. En mars 1957, son secrétaire, Majhemout Diop, fut arrêté au Sénégal.

Un autre mouvement fut créé plus récemment au Sénégal, le Mouvement Africain de Libération Nationale. Dans son manifeste, on lit que :

« Le peuple africain est assez conscient pour préférer le modeste menu de chez nous au mets empoisonné de l'intégration, même servi dans le plat d'argent du fédéralisme ou de la communauté. »

Le M.A.L.N. est d'inspiration chrétienne (A. Tevødjre, qui a publié récemment « L'Afrique révoltée », participe à sa direction) et il semble susceptible d'avoir une certaine extension, dans les syndicats chrétiens notamment.

Il faut signaler aussi la très active Fédération des Etudiants d'Afrique Noire, qui publie « L'Etudiant d'Afrique Noire » (5).

Ces forces assez diverses ont en commun d'être minoritaires par rapport au P.R.A. et au R.D.A. Elles subissent, quoique à des degrés divers, l'influence du stalinisme (6).

Avec l'appui de l'U.G.T.A.N., le P.A.I. et la F.E.A.N. peuvent, en certaines occasions, jouer un rôle non négligeable.

Il ne semble néanmoins pas qu'ils puissent, dans un proche avenir, devenir une force politique décisive. Car les masses (et singulièrement la paysannerie) n'ont pas encore fait l'expérience complète des grandes organisations. Par ailleurs, ces organisations peuvent, malgré tout, se targuer de succès importants, voire même, comme dans le cas de la Guinée, d'avoir conquis l'indépendance. Aussi la formation d'un parti révolutionnaire se fera-t-elle vraisemblablement à partir d'un travail de tendance dans le P.R.A. et le R.D.A., en s'appuyant sur les syndicats, et non par un développement du P.A.I.

L'UNITE AFRICAINE ET L'INDEPENDANCE.

L'effondrement des positions de l'impérialisme français en Afrique Noire commencera vraisemblablement pour l'histoire avec la proclamation de la république de Guinée. En quelques semaines, une colonie était devenue un état indépendant, un exemple pour les autres territoires de l'A.O.F. L'incapacité du gouvernement français à faire face à une situation nouvelle (mais prévisible), ses hésitations, son impuissance à définir une politique vis-à-vis de la Guinée indépendante, illustrent à la fois la faiblesse de l'impérialisme français et les difficultés qu'il éprouve à digérer des événements qui remettent en cause un équilibre péniblement défendu. Au bout de quelques semaines, il apparut impossible d'asphyxier la Guinée par l'isolement (7). Le nouvel état, avec une rapidité remarquable, a su établir des liens avec le Ghana (8). Il serait difficile

(5) Qui fut saisi à plusieurs reprises en France.

(6) La tactique aventuriste du P.A.I. constitue un handicap sérieux pour son développement.

(7) La politique du « cordon sanitaire » fut vivement appuyée par M. Houphouët-Boigny et les dirigeants du R.D.A. de Côte-d'Ivoire. Totalement dépassés par les événements, ceux-ci, pour sauvegarder leurs positions, en sont à l'heure actuelle réduits à couper la Côte-d'Ivoire du reste de l'A.O.F. !

(8) L'impérialisme britannique a, bien entendu, considéré cette opération avec une neutralité bienveillante. Cela ne suffit pas à la condamner. Il est normal que les jeunes états africains essaient de profiter des contradictions impérialistes.

de prévoir jusqu'où ira la collaboration Ghana-Guinée, mais il est indéniable qu'elle est d'une grande importance : les barrières artificielles qui, en Afrique, séparaient les zones de colonisation commencent de s'effondrer. La perspective d'un état regroupant les territoires de l'Ouest africain, jugée chimérique il y a quelques années, apparaît possible, sinon probable.

L'évolution extrêmement rapide des événements est satisfaisante d'un autre point de vue : la rupture entre la Guinée et les états de la communauté est loin d'être complète. A la faveur de la création des fédérations primaires, il est probable que se posera la question de l'établissement de nouveaux rapports entre la Guinée et les états fédérés (9). Isolement de la Côte-d'Ivoire, regroupement de la plupart des territoires d'A.O.F. en une fédération (10), établissement de nouveaux rapports avec la Guinée, et par suite avec le Ghana et les territoires actuellement sous domination britannique, accession de la fédération, par étapes, à l'indépendance politique, voilà, semble-t-il, les perspectives les plus probables dans les prochains mois.

Une telle évolution, si elle est assez rapide, peut avoir d'heureuses conséquences en Guinée. La république guinéenne est un jeune état bourgeois, soutenu par un parti de masse, au sein duquel les rapports de classes sont encore assez fluctuants. Une stagnation de l'évolution politique conduirait sans doute à une cristallisation de ces rapports en un sens défavorable. Une évolution rapide n'évitera sans doute pas le renforcement des tendances bourgeoises, mais pourrait permettre à une opposition appuyée sur les syndicats de se manifester.

Dans la période à venir, deux mots d'ordre animeront la lutte des masses : indépendance et unité. L'indépendance (même seulement l'indépendance politique) exige l'unification de territoires actuellement dispersés. Aujourd'hui, de larges masses africaines en prennent conscience. Et elles engageront le combat en ce sens.

PERSPECTIVES.

Au terme de cet exposé, il est sans doute nécessaire d'aborder — ne serait-ce que sous la forme de questions — les problèmes des perspectives du mouvement des masses en Afrique Noire. Ces problèmes ne sont autres que ceux du « Tiers Monde », pour user d'une terminologie récente, ou encore des « pays sous-développés ». Incontestablement, ils sont complexes. Ils le sont en eux-mêmes, car ils constituent une véritable somme de difficultés accumulées et cristallisées historiquement. Ils le sont aussi pour une autre raison, généralement passée sous silence. On a bien vu que la révolution aux colonies était le phénomène dominant de l'histoire des vingt dernières années. Or, cette révolution, tant par son extension que par son contenu, débouche sur l'établissement du communisme à l'échelle mondiale. Les problèmes de la révolution aux colonies sont ceux des voies et moyens du communisme à l'échelle de la planète. Le retard de la révolution dans les pays capitalistes avancés, la dégénérescence stalinienne de la première révolution victorieuse et ses conséquences durables sur le mouvement ouvrier ne pouvaient manquer d'avoir

(9) Dans une récente interview, M. Senghor ouvrait cette perspective.

(10) Le Soudan, où le R.D.A. est au pouvoir, étant partie prenante dans cette opération qui est d'ailleurs soutenue par M. D'Arboussier, président du Grand Conseil de l'A.O.F., on peut, à juste titre, s'interroger sur l'avenir du R.D.A. Va-t-il éclater en deux tronçons ? D'un côté se retrouveraient la section de la Côte-d'Ivoire et celle du Niger, de l'autre celles du Soudan, du Sénégal et peut-être du Dahomey. Quels seraient alors les rapports entre le R.D.A. du Soudan et le P.R.A. ? Une fusion des deux organisations serait-elle impossible ? Les mois qui viennent répondront à ces questions.

les conséquences les plus néfastes sur les jeunes mouvements révolutionnaires des pays colonisés. Une aide véritable venant du mouvement ouvrier des métropoles aurait pu être d'un grand secours : elle a fait défaut. Les partis ouvriers des métropoles ont — dans certaines circonstances — engagé des actions contre des expéditions coloniales. Ils n'ont jamais établi de relations valables avec les organisations de masse des pays colonisés. A celles-ci, ils sont toujours apparus comme des agences de l'impérialisme. C'est évident, s'agissant du parti socialiste. C'est vrai aussi du parti communiste. On se souvient des déclarations pertinentes d'Aimé Césaire lors de sa rupture avec le P.C.F. Pour les militants africains, le P.C.F. est un parti français, mais pas un parti communiste. Et les organisations de masse des pays sous domination française sont considérées par le P.C.F. en fonction d'intérêts « français » ou en fonction des intérêts du parti ; mais pas comme des organisations « indépendantes ».

Il va de soi que nous admettons l'existence d'intérêts fondamentaux communs entre le prolétariat des métropoles et celui des colonies. Pour un marxiste, ces intérêts sont déterminants à long terme ; dans l'immédiat et à moyen terme, il reste que des antagonismes peuvent, au moins en apparence, se manifester, qui ne peuvent être résolus que dans la perspective de lutte pour la conquête du pouvoir par les ouvriers. Aussi bien, la politique des organisations ouvrières parasitaires (réformistes ou stalinienne) renforce considérablement ces antagonismes (qui fondent d'ailleurs en partie leur existence). Il y a soixante ans, alors que la révolution coloniale commençait à peine à se manifester, les marxistes « orthodoxes » admettaient aisément une identité d'intérêts entre prolétariats des pays dominants et dominés. Chez certains dirigeants, on pourrait rétrospectivement déceler un certain paternalisme : les masses des pays colonisés étant supposées bénéficier des bienfaits de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes évolués, sans qu'elles jouent un rôle vraiment actif.

Ces traits négatifs auraient pu sans doute être surmontés si, comme les marxistes l'escomptaient, la révolution avait triomphé d'abord dans des pays capitalistes avancés ; mais cette éventualité ne s'est pas réalisée, et la révolution dans les colonies a contribué au contraire à les renforcer, particulièrement au sein des couches privilégiées qui servent de base aux réformistes. L'échec de la révolution prolétarienne, jusqu'à présent, dans les pays avancés, les victoires concomitantes remportées par les peuples sous-développés dans la lutte contre l'impérialisme ont modelé le visage de notre époque de ses traits les plus caractéristiques. Mais si la révolution dans les pays coloniaux peut porter les coups les plus durs à l'impérialisme, la bataille finale et décisive, pour le destin de l'humanité entière, ne pourra être livrée que par les prolétaires des pays capitalistes avancés, et par eux seuls. Après leur victoire, la question de l'aide aux peuples sous-développés pourra être envisagée en termes radicalement nouveaux. Mais des problèmes tels que ceux de l'hétérogénéité des cultures, dont nous parlons un peu plus loin, ne s'en poseraient pas moins.

Aujourd'hui, en tout état de cause, il est clair que la révolution aux colonies joue un rôle décisif dans l'ébranlement de l'impérialisme ; néanmoins, l'identité des intérêts entre prolétaires métropolitains et peuples coloniaux est doublement contestée. Les dirigeants réformistes, au nom d'un rationalisme universaliste (qui se réclame parfois du marxisme), « assimilent » les intérêts des masses colonisées à ceux des couches privilégiées des métropoles (et au besoin exportent leur « socialisme » à la pointe des baïonnettes) ; ils dénie toute originalité au mouvement des masses colonisées. Inversement, pour certains militants coloniaux, exploités et exploités des métropoles sont mis dans le même sac, confondus comme colonisateurs. On aurait tort, cepen-

dant, de ne voir dans cette attitude qu'une réplique de la première, condamnable dans les mêmes termes. S'il y a erreur ici, c'est une erreur d'appréciation qui risque de diminuer à long terme l'efficacité de la lutte, ce n'est pas le mensonge imbécile des marchands de civilisation. Mais la possibilité même de telles erreurs incite à réfléchir plus valablement sur le sens et les moyens de la solidarité des prolétaires du monde entier. Il doit apparaître aux révolutionnaires que le communisme ne sera pas le produit de la seule lutte des ouvriers des pays capitalistes évolués, qu'il n'aura pas une teinture « occidentale ». Le communisme sera le produit d'une lutte à l'échelle mondiale. Cette constatation que les « réalistes » considèrent en ricanant est le seul point de départ possible. A partir d'elle on doit situer la place et l'importance des contradictions que nous signalons plus haut.

L'influence des partis ouvriers métropolitains (réformistes ou staliniens), là où elle s'est développée, tendait, en un sens, à perpétuer l'oppression coloniale.

Les relations entre prolétaires des métropoles et des colonies constituent le chapitre le plus sombre de l'histoire du mouvement ouvrier. La nature des partis réformistes peut être littéralement dévoilée (et, si nous insistons ici sur les partis réformistes, c'est parce que, à de rares exceptions près dans le temps et dans l'espace, ils ont constitué la forme dominante d'organisation du prolétariat). Sur le seul plan idéologique, on pourrait (et sans se donner la peine à recourir à Mollet) constituer une anthologie où le cynisme, la lâcheté, l'hypocrisie se disputeraient la palme. Les militants des pays coloniaux exilés dans les métropoles et qui se rapprochèrent des grands partis ouvriers comme d'alliés naturels furent en général assez vite édifiés. Il est admirable qu'ils aient pu, malgré tout, s'éduquer et transmettre à leurs compatriotes une partie de l'expérience des ouvriers des métropoles.

Ceci est vrai du parti socialiste ; pour le P.C.F., c'est moins évident. Il n'y a rien de comparable entre la campagne menée lors de la guerre du Rif et la quasi acception de la guerre d'Algérie. Qu'on relise pourtant les déclarations du P.C. datant de la guerre du Rif. On s'apercevra que la compréhension de la nature interne de la révolution aux colonies échappait au P.C. ; ce qui ne l'empêchait pas de comprendre l'importance de la révolution aux colonies et de la soutenir.

Dans la métropole même (et en particulier en France), l'opinion était généralement ignorante des problèmes « coloniaux ». Tout au plus l'oppression des masses colonisées était-elle l'objet, dans les milieux ouvriers, d'un étonnement vaguement scandalisé. Les « solutions » proposées s'inspiraient généralement d'un paternalisme de mauvais aloi. Il serait instructif de faire un rapide inventaire des positions des grandes organisations ouvrières en France. On s'apercevrait que, si le contenu n'a guère changé, par contre la phraséologie variait avec une étonnante rapidité. Mais les intérêts véritables des masses colonisées n'étaient jamais pris en considération. Et, d'une manière générale, les difficultés d'une solution satisfaisante étaient largement sous-estimées.

Depuis la fin de la guerre, l'opinion a été sensibilisée à ces problèmes, et de nombreux ouvrages sont parus traitant de ces questions. Certaines questions économiques, sociologiques, ethnographiques ont été éclairées valablement, mais la dynamique d'ensemble du développement est à peu près ignorée.

Dans un ouvrage récent (*Le « Tiers Monde »*) (11), Claude

(11) Ouvrage collectif publié sous la direction de Balandier, P.U.F. 1968.

Lévy se demande quels sont les critères du sous-développement. Et il en énumère onze :

- 1° Forte mortalité, et notamment mortalité infantile.
- 2° Fécondité physiologique dans le mariage.
- 3° Hygiène rudimentaire.
- 4° Sous-alimentation, carences diverses.
- 5° Faible consommation d'énergie.
- 6° Analphabétisme.
- 7° Forte proportion de cultivateurs.
- 8° Condition inférieure de la femme.
- 9° Travail des enfants.
- 10° Faiblesse des classes moyennes.
- 11° Echelle des sociétés (12).

Les points mentionnés sont importants ; il reste que ces critères apparaissent périphériques : le fait colonial, la productivité insuffisante sont notamment passés sous silence. Surtout, la méthode est à incriminer : à découper en tranches ce qui se présente comme une totalité, on est conduit à envisager des solutions partielles, successives qui, en fin de compte, ne régleraient rien.

Un critère paraît ici indispensable, qui est celui du développement de la révolution mondiale. La révolution aux colonies est partie intégrante de la révolution mondiale. Il serait dangereux de la considérer isolément.

C'est en fonction de ce critère qu'on doit situer des difficultés qui sont autant d'entraves à la lutte des masses, et dont on notera les plus importantes :

— Fait colonial : il n'est, bien sûr, pas « aboli » par la conquête de l'indépendance. Tout le poids de la colonisation continue de peser sur le développement ultérieur.

— Productivité dérisoire : conséquence en grande partie de la colonisation. Une aide extérieure semble nécessaire à un développement économique. Sous quelle forme ? Sous quelles conditions ? Autant de questions qui doivent être réglées politiquement.

— Hétérogénéité des cultures. Une faille existe entre les cultures des sociétés « sous-développées » et celle des pays capitalistes évolués (qui n'est, bien entendu, pas assimilable à la prétendue existence d'une « âme noire » irréductible à l'« âme blanche »). La diffusion de formes économiques capitalistes n'a pas conduit à une « assimilation » culturelle, et cela pour de multiples raisons. Il y aurait donc une originalité culturelle des sociétés africaines à sauvegarder et à développer dans des directions à déterminer. L'indépendance nationale étant acquise, il ne semble pas que le passage d'une culture « africaine » à la culture d'un pays capitaliste soit possible (en admettant qu'il soit souhaitable !) Mais si l'on peut parler de la culture d'un monde communiste (car est-il concevable qu'elle soit hétérogène ?), le problème des rapports et des échanges entre cultures des anciens pays colonisés et cultures des anciens pays capitalistes avancés se trouve posé, et, bien qu'il soit difficile d'en préjuger la solution, il semble qu'elle résultera d'une *fusion*, dans laquelle chacune des composantes se retrouvera à un niveau plus élevé.

Tous ces problèmes ne sauraient être réglés dogmatiquement. Ils se préciseront d'ailleurs au fur et à mesure que la révolution progressera. Mais il semble urgent, pour le mouvement révolutionnaire, d'en prendre aujourd'hui conscience, s'il veut s'affirmer comme un espoir à l'échelle du monde. Ici, les peuples de couleur apporteront une contribution décisive.

ANDRÉ BUSSIERES.

(Cet article constitue la conclusion de l'étude d'André Bussières, dont les deux premiers articles ont été publiés dans les n° 513 et 514 de « La Vérité ».)

(12) « Les populations sous-développées vivent souvent par petits groupes (ce qui explique par ailleurs le rôle prépondérant des liens de parenté). Leur société peut constituer plus une collection de communautés mal intégrées et collées les unes aux autres qu'une unité nationale. »

de s'opposer à une sélection consciente des cadres pour une nouvelle Internationale, cela veut dire faire un travail d'un bout à l'autre réactionnaire...

La crise de la direction prolétarienne ne peut évidemment pas être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une durée extrêmement longue. Mais non pas d'un processus purement « historique », c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques et organisationnelles, en vue de souder les éléments les meilleurs, les plus clairvoyants du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, de renforcer de plus en plus leur nombre et leur confiance en eux-mêmes, de développer et d'approfondir leur liaison avec d'autres couches plus larges du prolétariat, en un mot : de redonner au prolétariat, dans une situation nouvelle, extrêmement difficile et chargée de responsabilités, sa direction historique. Les confusionnistes de la spontanéité du plus récent modèle ont aussi peu le droit d'en appeler à Rosa que les bureaucrates misérables du Komintern à Lénine. Si on laisse de côté ce qui est accessoire et vaincu par l'évolution, nous avons pleinement le droit de mettre notre travail pour la IV^e Internationale sous le signe des « Trois L. », c'est-à-dire non seulement sous celui de Lénine, mais encore sous celui de Luxemburg et de Liebknecht.

L. TROTSKY.

INDEX

PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (MAJORITAIRE) : Parti des socialistes de guerre et d'union sacrée. Joua un rôle contre-révolutionnaire de bout en bout.

SCHIEDMANN EBERT DAVID, LENSCH : sociaux-démocrates majoritaires
PARTI SOCIAL-DEMOCRATE INDEPENDANT : Fondé au congrès de Gotha (6-9 avril 1917) par un groupe de députés socialistes de tendance pacifiste, réformistes, mais qui avaient refusé de voter les crédits militaires.

GROUPE SPARTAKUS : organisation révolutionnaire fondée par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en 1915, après la trahison de la direction de la social-démocratie allemande. Les Spartakistes adhérèrent d'abord comme tendance au Parti Social-Démocrate Indépendant, puis, les 30 décembre 1918 - 1^{er} janvier 1919, fondèrent le Parti Communiste Allemand.

KAUTSKY, HAASE, HILFERDING : dirigeants des Indépendants (p. 3).
LAMARTINE, GARNIER-PAGES, LEDRU-ROLLIN : démocrates bourgeois portés au pouvoir en France par la révolution de février 1848 (p. 3).

« **WORWERTS** » : quotidien de la social-démocratie majoritaire à Berlin (p. 7).
WESTARP, ERZBERGER, STRESEMANN, GREBER, FAYER, HAUSSMANN : politiciens bourgeois démocrates (p. 8).

HOHENZOLLERN, LUDENDORFF : l'empereur Guillaume II de Hohenzollern et le chef d'état-major de l'armée, Ludendorff, théoricien de la guerre totale, s'étaient réfugiés en Hollande dès le début de la révolution (p. 9).

FEVRIER RUSSE : en février 1917 les travailleurs de Pétrograd renversent le tsar ; un gouvernement bourgeois « démocratique » se constitue, avec l'appui des dirigeants sociaux-patriotes opportunistes

JOURNEES DE JUILLET : les 3-5 juillet 1917 (17-19 juillet de notre calendrier) une manifestation des masses en armes eut lieu à Pétrograd. Les bolchéviks, estimant qu'une insurrection eût été prématurée, car les masses ouvrières et paysannes, à l'échelle nationale, avaient encore conservé leur confiance aux dirigeants opportunistes, y participèrent tout en s'efforçant d'en limiter l'ampleur. Ils empêchèrent ainsi la bourgeoisie de mettre à profit cette occasion pour porter un coup décisif à l'avant-garde (p. 11).

NARODOVITSI : terroristes russes du parti de la Narodnaïa Volnya (Volonté du Peuple), qui assassinèrent le tsar Alexandre II, le 13 mars 1881 (p. 12).

STOLYPINE : premier ministre du tsar dans l'époque de réaction qui suivit la révolution de 1905. Les partis ouvriers russes participaient alors à la Douma.

BOLCHEVIKS-LENINISTES : nom pris par l'opposition de gauche (trotskyste) de l'Internationale Communiste à partir de 1923 (p. 14).

S.A.P. (Parti Socialiste Ouvrier) : organisation centrée allemande de l'époque (p. 14).

La Révolution Allemande de 1918-1919

Rosa LUXEMBOURG :

Assemblée Nationale ou Conseils Ouvriers ?

L'Assemblée Nationale

L'Achéron s'est mis en mouvement

Les masses sont-elles mûres ?

Léon TROTSKY :

Une révolution qui traîne en longueur

Rosa Luxembourg et la 4^e Internationale

A l'occasion du 40^e anniversaire de la révolution allemande et de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourgeois (15 janvier 1918), « *La Parité* » publie, en supplément à son numéro 315 du 1^{er} février 1959, deux textes de Trotsky et quatre textes de Rosa Luxembourgeois.

Les quatre articles de Rosa Luxembourgeois, parus dans le quotidien du groupe Spartacus (devenu après le congrès du 29-31 décembre 1918 le Parti Communiste Allemand), « *Die Rote Fahne* » (Le Drapeau Rouge) qu'elle dirigeait, entre sa sortie de prison, le 8 novembre 1918, et sa mort, tournent tous autour de la question décisive de la révolution allemande comme de toutes les révolutions depuis plus d'un siècle, au moins dans les pays avancés : le parti ou le pouvoir des conseils ouvriers ? Le replaçage du régime bourgeois, sous un masque démocratique, ou sa destruction de fond en comble par la dictature du prolétariat ?

Cette question n'a rien perdu de son actualité en 1959, alors que les dirigeants de la bureaucratie russe, et, derrière eux, les P.C. du monde entier, tout en invoquant rituellement le nom de Lénine, se sont ralliés démentiellement à la vieille théorie révisionniste et social-démocrate du socialisme par la voie d'une majorité parlementaire — la pratique, celle du sacrifice des intérêts de classe et de la mission révolutionnaire du prolétariat à la collaboration avec la bourgeoisie « démocratique », ils l'avaient déjà faite leur depuis 1935 et les fronts populaires ; les travailleurs français sont aujourd'hui en mesure, une fois de plus, d'en apprécier les fruits amers à leur valeur.

La lecture des articles de Rosa, inédits en français jusqu'à ce jour, suffit à faire justice de cette falsification intéressée, pourtant toujours vivace, le prétendu « luxembourgeoisisme ». Elle suffit à montrer la parenté intime de la pensée de la grande révolutionnaire, au cours des dernières semaines de sa vie, avec celle de Lénine et de Trotsky, qui venaient de mener victorieusement les soviets — les conseils — à la conquête du pouvoir en Russie.

L'article de Trotsky « Une révolution qui traîne en longueur », paru dans la « *Pravda* » du 23 avril 1919, examine les problèmes de tactique et de stratégie posés par la première phase de la révolution allemande. Il a été traduit sur le texte de l'édition anglaise, paru dans le tome I des « Cinq premières années de l'Internationale Communiste ».

Enfin, « Rosa Luxembourgeois et la IV^e Internationale », paru en 1935, constitue une mise au point utile, aujourd'hui devenue incontournable, et toujours actuelle, sur le prétendu « luxembourgeoisisme », arme qu'on tente d'utiliser à maintes reprises des gens de bonne foi et des gens de beaucoup moins bonne foi contre les héritiers authentiques de la pensée de Luxembourgeois comme de celle de Lénine et de Trotsky : les trotskystes. Nous en avons seulement coupé quelques lignes, ayant traité à des organisations aujourd'hui oubliées.

Pour une étude de la révolution allemande de novembre 1919 à octobre 1923, ainsi qu'une chronologie et une bibliographie, le lecteur se reportera avec fruit aux articles de Pierre Brabant, dans les numéros 315 et suivants de « *La Vérité* ».

Un index des noms, des organisations et des événements cités a été placé à la fin de cette brochure.

le régime d'Hitler est un argument accablant contre l'affirmation qu'en dehors de la spontanéité, il n'y a point de salut.

Rosa elle-même ne s'est jamais cantonnée dans la théorie pure de la spontanéité à la manière de Parvus, qui, plus tard, devait changer son fatalisme socialiste-révolutionnaire contre l'opportunisme le plus répugnant. A l'opposé de Parvus, Rosa Luxembourgeois appliquait à éduquer à l'avance l'élite révolutionnaire du prolétariat et à s'en saisir autant que possible organisationnellement. Elle a bâti en Pologne une organisation indépendante très rigide. On pourrait tout au plus dire que, dans la conception historico-philosophique du mouvement ouvrier de Rosa, la sélection préliminaire d'avant-garde, par rapport aux actions de masse qu'on devait en attendre, n'a pas trouvé son compte ; tandis que Lénine, par contre, sans se consoler par les prodiges des actions à venir, soudait sans cesse et inégalement les ouvriers avancés les uns aux autres, illégalement ou légalement, dans des organisations de masses ou en cachette, dans des cellules fermées au moyen d'un programme rigoureusement délimité.

La théorie de la spontanéité de Rosa était une arme salutaire contre l'appareil encroûté du réformisme. En se tournant quelquefois contre le travail de Lénine dans le domaine de la construction d'un appareil révolutionnaire, elle révélait — dans tous les cas d'une manière embryonnaire — des traits réactionnaires. Chez Rosa elle-même, cela ne se passait qu'épisodiquement. Elle était trop réaliste, dans le sens révolutionnaire du terme, pour dégager des éléments de sa théorie de la spontanéité un système métaphysique achevé. Pratiquement, elle savait elle-même cette théorie à chacun de ses pas. Après la révolution de novembre 1918, elle a entrepris avec passion le travail de rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire. Malgré sa brochure écrite en prison, mais non publiée, théoriquement très faible, sur la révolution soviétique, l'ouvrage suivant de Rosa nous permet de conclure avec certitude qu'elle se rapprochait de jour en jour davantage des idées de Lénine rigoureusement pesées sur la direction consciente et la spontanéité. C'était certainement aussi cette circonstance qui l'a empêchée de publier son écrit, dont on a plus tard si ignominieusement abusé contre la politique bolchévique.

Essayons, cependant, d'appliquer à notre époque la contradiction entre les actions de masses spontanées et le travail d'organisation conscient du but. Quelle considérable dépense en forces et en désintéressement les masses travailleuses de tous les pays civilisés ou mi-civilisés n'ont-elles pas faite depuis la guerre mondiale ! On ne peut pas trouver de précédent semblable dans toute l'histoire de l'humanité. Dans cette mesure, Rosa Luxembourgeois avait complètement raison contre les philistins, les caporaux et les crétiens du conservatisme bureaucratique « couronné de victoires » et marchant tout droit. Mais, précisément, le gaspillage de ces énergies incommensurables constitue un terrain favorable à la grande dépression du prolétariat et à la marche en avant triomphante du fascisme. On peut le dire sans aucune exagération : la situation mondiale est déterminée par LA CRISE DE LA DIRECTION DU PROLÉTRAT. Le champ du mouvement ouvrier est encore bloqué par les puissants restes des vieilles organisations bonapartistes. Après les victoires innombrables et les désillusions, le gros du prolétariat européen s'est remassé sur lui-même.

L'enseignement décisif qu'il a tiré, consciemment ou à demi-consciemment, de ses amères expériences, est le suivant : les grandes actions exigent une direction à leur hauteur. Pour les affaires courantes, les ouvriers continuent à accorder leurs voix aux anciens organisations. Leurs voix seulement, nullement leur confiance illimitée. D'autre part, après la pitoyable déconfiture de la III^e Internationale, il est devenu beaucoup plus difficile de les inciter à donner leur confiance à une nouvelle organisation révolutionnaire. C'est en cela que consiste précisément la crise de la direction prolétarienne. Chanter, dans cette situation, un chant monotone à la gloire des actions de masses reléguées dans un futur incertain, à seule fin

Rosa LUXEMBOURG

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DE la « Deutsche Tageszeitung », du « Vossische » et du « Vorwärts » jusqu'à l'indépendante « Freiheit », de Reventlow, Erzberger, Scheidemann jusqu'à Haase et Kautsky, un appel unanime se fait entendre pour réclamer l'Assemblée Nationale, et un cri d'angoisse non moins unanime s'élève, à l'idée que le pouvoir pourrait tomber aux mains de la classe ouvrière.

C'est donc, à les écouter, le « peuple » entier, la « nation » entière qui doit être appelée à décider des destinées ultérieures de la révolution, par l'expression d'une majorité.

Chez les agents avoués ou camouflés de la classe dirigeante, ce mot d'ordre se comprend de soi-même. Avec les gardiens des coffres-forts capitalistes, nous ne discuterons ni à l'Assemblée Nationale, ni sur l'Assemblée Nationale. Mais les dirigeants des indépendants eux-mêmes se situent, sur cette question décisive, dans le même camp que les gardiens du capital.

Ils veulent de cette manière, comme Hilferding l'expose dans la « Freiheit », épargner à la révolution l'emploi de la force, la guerre civile avec toutes ses épouvantes. Illusion petite-bourgeoise ! Ils se représentent le cours de la puissante révolution sociale devant laquelle se trouve l'humanité sous la forme d'une rencontre entre les diverses classes sociales pour une belle discussion paisible et « digne », qui trouve sa conclusion dans un vote — peut-être même encore une fois par le fameux « saute-mouton ». Et si la classe capitaliste constate alors qu'elle se trouve en minorité, elle déclarera, avec un soupir, en tant que parti parlementaire discipliné : Rien à faire ! Nous voyons que nous sommes battus aux voix, soit ! Nous en convenons et nous transmettons aux travailleurs tous nos domaines, nos usines, nos mines, tous nos coffres-forts ignifugés et tous nos beaux profits... »

En vérité, la race des Lamartine, des Garnier-Pagès, des Ledru-Rollin, des illusionnistes et des bavards petits-bourgeois de l'année 1848, cette race n'est pas éteinte ; elle ressuscite dans sa version allemande, ennuyeuse, pédante et érudite — dépourvue de l'éclat, du talent et du charme de la nouveauté — en la personne des Kautsky, Hilferding, Haase.

Ces marxistes pleins de profondeur ont oublié l'A.B.C. du socialisme. Ils ont oublié que la bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dirigeante, qui se trouve en possession de tous les instruments de la domination économique et sociale.

Ces Messieurs les junkers et les capitalistes ne se tiennent tranquilles qu'aussi longtemps que le gouvernement révolutionnaire se contente de poser un léger maquillage esthétique sur le régime du salariat ; ils ne sont gentils qu'aussi longtemps que la révolution est gentille, c'est-à-dire aussi longtemps que le nerf vital, l'artère de la domination de classe de la bourgeoisie : la propriété privée capitaliste, le salariat, le profit, restent intacts. Si le profit est pris à la gorge, si la propriété privée est offerte au couteau du sacrifice, alors c'en sera fini de la bonhomie.

L'idylle actuelle, où le loup et l'agneau, le tigre et la brebis paissent paisiblement, côte à côte, comme dans l'arche de Noé, durera exactement jusqu'à l'instant précis où l'on commencera à s'occuper sérieusement du socialisme.

Aussitôt que la fameuse Assemblée Nationale décidera réellement de réaliser le socialisme dans toute son ampleur, d'extirper radicalement la domination du capital, aussitôt commencera le combat. Quand la bourgeoisie sera touchée au

péteux, au sein duquel nos frères d'armes du groupe Spartacus jouent un rôle aussi héroïque, aura notamment pour effet de démolir continuellement par la gauche le parti indépendant, dont les éléments les meilleurs et les plus imbus d'esprit de sacrifice seront poussés vers le mouvement communiste.

Les difficultés, les détails partielles, et les grands sacrifices du prolétariat allemand ne doivent pas nous décourager un seul instant. L'histoire n'offre pas d'alternative au prolétariat. La révolution traînante, mais opiniâtre, faisant toujours irruption de nouveau, approche clairement du moment critique où, ayant mobilisé et entraîné toutes ses forces à l'avance pour le combat, elle portera le dernier coup mortel à l'ennemi de classe.

(Article paru en premier lieu dans la « Pravda » n° 85 du 23 avril 1919.)

Rosa Luxembourg et la Quatrième internationale

Remarques rapides sur une importante question

UN fait à présent des efforts, en France et aussi ailleurs, en vue de construire un soi-disant luxembourgeois pour servir de tranchée aux centristes de gauche contre les bolchéviks-léninistes. Cette question peut prendre une grande importance. Il faudra peut-être consacrer prochainement un article plus important au luxembourgeois réel et prétendu. Ici, je ne veux qu'ébaucher la question dans ses traits les plus essentiels.

A maintes reprises, nous avons pris la défense de Rosa Luxembourg contre les grossiers et sotts dénigrement de Staline et de sa bureaucratie. Et nous continuerons à le faire. En le faisant, nous n'obéissons pas à de quelconques considérations sentimentales, mais aux préceptes de la critique historico-matérialiste. Notre défense de Rosa Luxembourg n'est pas cependant absolue. Les côtés faibles des théories de Rosa Luxembourg ont été mis à nu théoriquement et pratiquement. Les gens du S.A.P. et les éléments qui leur sont apparentés (voir, par exemple, le Spartacus français, dillettante et intellectuel, faisant de la « culture prolétarienne » ; ou la revue des étudiants socialistes paraissant en Belgique ; parfois aussi « L'Action Socialiste » belge, etc.), ne se servent que des côtés faibles et des insuffisances qui n'étaient chez Rosa aucunement prépondérants ; ils généralisent et exagèrent ces faiblesses à l'infini, et construisent là-dessus un système tout à fait absurde. Le paradoxe consiste dans le fait que les staliniens eux aussi s'approchent théoriquement dans leur nouveau tourment — sans l'avouer ni même le comprendre — des côtés négatifs et défigurés du luxembourgeois, sans parler des centristes traditionnels ou des centristes de gauche du camp social-démocrate.

Il est vrai, en effet, que Rosa Luxembourg a passionnément opposé la spontanéité des actions des masses à la politique conservatrice de la direction social-démocrate, particulièrement après la révolution de 1905. Cette opposition était d'un bout à l'autre révolutionnaire et progressive. Rosa Luxembourg a compris et commencé à combattre beaucoup plus tôt que Lénine le caractère de frein de l'appareil ossifié du parti et des syndicats. En tenant compte de l'aggravation inévitable des contradictions de classes, elle prophétisait toujours l'inéductibilité et l'itinéraire des instances officielles. Sous ces rapports historiques généraux, Rosa a eu raison, car la révolution de 1918 était précisément « spontanée », c'est-à-dire qu'elle fut accomplie par les masses malgré toutes les prévisions et dispositions des sommets du parti. Mais, d'autre part, toute l'histoire successive de l'Allemagne a amplement prouvé qu'avec la seule spontanéité, on est loin de pouvoir s'en sortir ;

cœur — et son cœur est dans son coffre-fort — elle se battra à la vie, à la mort pour sa domination, elle occurrera mille obstacles, ouvertement et en secret, contre les mesures socialisées.

Tout cela est inévitable. Toutes ces batailles devront être livrées jusqu'au bout — que ce soit avec ou sans Assemblée Nationale. La « guerre civile », que l'on veut bannir avec angoisse de la révolution, ne se laisse pas bannir, car la guerre civile n'est qu'un autre nom de la lutte des classes, et l'idée que le socialisme pourrait être réalisé sans lutte des classes, par la décision d'une majorité parlementaire, est une ridicule illusion petite-bourgeoise.

Que gagne-t-on alors par ce lâche détour de l'Assemblée Nationale ? On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en « discussions » entre le loup et l'agneau, en un mot, on fait le jeu de tous ces éléments dont le but est de frustrer la révolution prolétarienne de ses objectifs, socialistes, d'en faire, en l'émasculant, une révolution démocratique bourgeoise.

Mais la question de l'Assemblée Nationale n'est pas une question d'opportunité, une question de plus grande « commodité » ; c'est une question de principe, de la reconnaissance du caractère socialiste de la révolution.

Lors de la grande révolution française, le premier pas décisif fut accompli en juillet 1789, lorsque les trois états séparés s'unifièrent en une Assemblée Nationale. Cette décision marqua de son empreinte tout le cours ultérieur des événements, elle fut le symbole de la victoire du nouvel ordre social bourgeois sur la société moyenne féodale des corporations.

De la même manière, le symbole de l'ordre social nouveau, socialiste, dont la présente révolution prolétarienne est grosse, le symbole du caractère de classe de ses tâches spécifiques, c'est le caractère de classe de l'organe politique qui doit accomplir ces tâches : le parlement des travailleurs, la représentation du prolétariat des villes et des campagnes.

L'Assemblée Nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une casse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'état bourgeois.

Celui qui, aujourd'hui, recourt à l'Assemblée Nationale, celui-là veut, consciemment ou inconsciemment, faire reculer la révolution jusqu'au stade historique des révolutions bourgeoises ; c'est un agent camouflé de la bourgeoisie, ou un idéologue inconscient de la petite-bourgeoisie.

C'est au cri de : « Démocratie ou dictature ! » que se livre la bataille autour de l'Assemblée Nationale, et les dirigeants socialistes dociles reprennent à leur compte ce slogan de la démagogie contre-révolutionnaire, sans s'apercevoir que cette alternative n'est qu'une falsification démagogique.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'un choix entre la démocratie et la dictature, la question qui est mise par l'histoire à l'ordre du jour, c'est : démocratie BOURGEOISE ou démocratie SOCIALISTE. Car la dictature du prolétariat, c'est la démocratie au sens socialiste du terme. La dictature du prolétariat, cela ne signifie pas les bombes, les putschs, l'émeute, l'« anarchie », ainsi que les agents du profit capitaliste ont le prétendu, mais bien l'emploi de tous les moyens du pouvoir politique pour l'édification du socialisme, pour l'expropriation de la classe capitaliste — conformément au sentiment et par la volonté de la majorité révolutionnaire du prolétariat, donc dans l'esprit de la démocratie socialiste. Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour tremper cette volonté, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le parlement des prolétaires des villes et des campagnes.

La convocation d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée Nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-

l'époque de Stolypine, intimement lié avec le mouvement illégal — tout cela préparé un nombreux personnel de dirigeants révolutionnaires, trempés dans la lutte et liés entre eux par l'unité du programme révolutionnaire.

L'histoire n'a rien légué de pareil à la classe ouvrière allemande. Celle-ci n'est pas obligée seulement de lutter pour le pouvoir, elle l'est, en même temps, de créer son organisation et d'entraîner ses futurs dirigeants dans le cours même de cette lutte. Il est vrai que, dans les conditions d'une période révolutionnaire, ce travail d'éducation se poursuit à un rythme favorable, mais il faut néanmoins du temps pour qu'il s'accomplisse. En l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé, avec à sa tête une direction de combat dont l'autorité soit universellement acceptée par les masses travailleuses ; en l'absence de noyaux dirigeants et de dirigeants individuels éprouvés dans l'action, et ayant acquis leur expérience dans les divers centres et régions du mouvement prolétarien, ce mouvement, lorsqu'il a fait irruption dans la rue, est nécessairement devenu intermitent, chaotique, et se traine en longueur. Ces grèves qui surgissent, ces insurrections et ces combats de rues, constituent à l'heure actuelle la seule forme accessible pour la mobilisation ouverte des forces du prolétariat allemand libéré du joug du vieux parti ; et elles constituent en même temps, dans les conditions données, le seul moyen d'éduquer les nouveaux dirigeants et de bâtir le nouveau parti. Il est évident qu'une telle voie exige d'immenses efforts et des sacrifices sans nombre. Mais il n'y a pas le choix. C'est la seule et unique voie que puisse suivre le soulèvement de classe du prolétariat allemand vers la victoire finale.

Après le dimanche sanglant, le 9 janvier 1905, lorsque les travailleurs de Pétersbourg et, après eux, ceux de tout le pays, en vinrent peu à peu à comprendre la nécessité de la lutte, et prirent en même temps conscience de la dispersion de leurs forces, il survint dans le pays un mouvement de grève puissant mais extrêmement chaotique. Il y eut alors des sages pour verser des larmes sur le gaspillage d'énergie par la classe ouvrière russe, et pour prédire son épuisement et la défaite de la révolution qui en résulterait. En réalité, cependant, les grèves spontanées, trainant en longueur, du printemps et de l'été 1905, étaient la seule forme possible de la mobilisation révolutionnaire et de l'éducation organisationnelle. Ce furent ces grèves qui jetèrent les fondements de la grande grève d'Octobre 1905, et de la construction des premiers Soviets.

Il y a une certaine analogie entre ce qui se passe actuellement en Allemagne et cette période de la première révolution russe que je viens de mentionner ; mais le mouvement révolutionnaire allemand se développe naturellement sur des fondations incomparablement plus élevées et plus puissantes. Bien que le vieux parti officiel ait complètement fait banqueroute et se soit transformé en un instrument de la réaction, cela ne signifie naturellement pas que le travail accompli par lui dans la période précédente ait disparu sans laisser de traces. Le niveau politique et culturel des ouvriers allemands, leurs habitudes et leur capacité d'organisation sont hors de pair. Des dizaines et des centaines de milliers de dirigeants ouvriers qui ont été absorbés pendant la période précédente par les organisations politiques et syndicales, et en apparence assimilés par elles, n'ont en réalité subi la violence faite à leur conscience révolutionnaire, que jusqu'à un certain point. Aujourd'hui, au cours des combats partiels qui se déroulent, à travers les épreuves de cette mobilisation révolutionnaire, à la rude expérience de cette révolution qui traine, des dizaines de milliers de cadres ouvriers temporairement aveuglés, trompés et effrayés, sont en train de se réveiller et de se dresser de toute leur taille. La classe ouvrière est à leur recherche, tout comme eux-mêmes s'efforcent de trouver leur place dans la nouvelle lutte du prolétariat. Si le rôle historique du parti indépendant de Kautsky-Haase consiste à introduire des hésitations dans les rangs du parti gouvernemental, et à offrir un refuge à ses membres effrayés, désespérés ou indignés, en sens inverse le mouvement tem-

ments d'avant-garde. Dans notre pays, l'expérience des journées de Juillet a servi ; elle a aidé le prolétariat à concentrer davantage ses forces pour la préparation et l'organisation de la bataille décisive. En Allemagne, après l'écrasement de la première manifestation ouverte du groupe Spartacus et l'assassinat de ses dirigeants, il n'y eut aucun répit, même pour un seul jour. Une succession de grèves, de soulèvements, de batailles ouvertes se produisirent en différents lieux à travers le pays. A peine le gouvernement Scheidemann avait-il réussi à restaurer l'ordre dans la banlieue de Berlin, que la valeureuse garde, héritée des Hohenzollern, dut se précipiter à Stuttgart ou à Nuremberg. Tour à tour, Essen, Dresde, Munich devinrent le théâtre d'une sanglante guerre civile. Chaque nouvelle victoire de Scheidemann n'est que le point de départ d'un nouveau soulèvement des travailleurs de Berlin. La révolution du prolétariat allemand se traîne en longueur, et, à première vue, l'on pourrait redouter que les concilii du gouvernement ne parviennent à la saigner à blanc, secteur après secteur, après d'innombrables escarmouches. En même temps, la question se pose automatiquement : les dirigeants du mouvement n'ont-ils pas commis de sérieuses erreurs tactiques, qui menacent de destruction le mouvement tout entier ?

Si l'on veut comprendre la révolution prolétarienne allemande, il convient de ne pas la juger simplement par analogie avec la révolution russe d'Octobre ; il faut prendre les conditions internes de l'évolution spécifique de l'Allemagne comme point de départ.

L'histoire s'est déroulée de telle sorte qu'à l'époque de la guerre impérialiste la social-démocratie allemande s'est avérée — et l'on peut maintenant l'affirmer avec une objectivité parfaite — être le facteur le plus contre-révolutionnaire dans l'histoire mondiale. Mais la social-démocratie allemande n'est pas un accident ; elle n'est pas tombée du ciel, elle est le produit des efforts de la classe ouvrière allemande, au cours de décades de construction ininterrompue et d'adaptation aux conditions qui dominaient sous le régime des capitalistes et des junkers. Le parti, et les syndicats qui lui étaient rattachés, attirèrent les éléments les plus marquants, les plus énergiques du milieu prolétarien, qui y reçurent leur formation politique et psychologique. Lorsque la guerre éclata, et que vint l'heure de la plus grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation officielle de la classe ouvrière agissait et réagissait non pas en tant qu'organisation de l'état du prolétariat contre l'état bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'état bourgeois, destiné à discipliner le prolétariat. La classe ouvrière, ayant à supporter, non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais aussi celui de l'appareil de son propre parti, fut paralysée. Les souffrances de la guerre, ses victoires, ses défaites, mirent fin à la paralysie de la classe ouvrière allemande, la libérant de la discipline du parti officiel. Celui-ci se scinda en deux. Mais le prolétariat allemand resta sans organisation révolutionnaire de combat. L'histoire, une fois de plus, manifesta une de ses contradictions dialectiques : ce fut précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dépensé la plus grande partie de ses énergies, dans la période précédente, pour l'édification d'une organisation se suffisant à elle-même, qui occupait la première place dans la deuxième Internationale, aussi bien en tant que parti qu'en tant qu'appareil syndical — ce fut précisément pour cela que, lorsque s'ouvrit une nouvelle période, une période de transition vers la lutte révolutionnaire ouverte pour le pouvoir, la classe ouvrière allemande se trouva absolument sans défense sur le plan de l'organisation.

La classe ouvrière russe, qui a fait la révolution d'Octobre, avait reçu de la période précédente un héritage inestimable en l'espèce d'un parti révolutionnaire centralisé. Les pèlerinages de l'intelligentsia populiste chez les paysans ; la lutte terroriste des Narodovolzi ; l'agitation clandestine des pionniers du marxisme ; les manifestations révolutionnaires des premières années du siècle, la grève générale d'Octobre et les barricades de 1905 ; le « parlementarisme » révolutionnaire de

même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un instrument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme.

Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque — les dés doivent être jetés. Le chrétisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme.

« Die Rote Fahne », 20 novembre 1919.

L'ACHERON S'EST MIS EN MOUVEMENT

Il y a un petit plan pour une révolution allemande bien gentille, « conforme à la Constitution », qui conserve « ordre et tranquillité », et qui considère comme sa tâche première et urgente la protection de la propriété privée capitaliste, ce petit plan s'en va au diable : l'Achéron s'est mis en mouvement ! Tandis qu'en haut, dans les cercles gouvernementaux, une entente à l'amiable avec la bourgeoisie est maintenue par tous les moyens, en bas, la masse du prolétariat se soulève et brandit son poing menaçant : les grèves ont commencé ! On fait grève en Haute-Silésie, chez Daimler, etc. Ce n'est que le tout-premier commencement. Le mouvement va déferler, comme il est naturel, en vagues toujours plus hautes et plus puissantes.

Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Une révolution a eu lieu. Des ouvriers, des prolétaires, en uniforme ou en bleu de travail, l'ont faite. Au gouvernement, siègent des socialistes, des représentants des ouvriers.

Et qu'est-ce qui a changé pour la masse des travailleurs dans ses conditions quotidiennes de salaires, dans ses conditions de vie ? Rien, ou pour ainsi dire rien. A peine, ici et là, quelques concessions dérisoires ont-elles été faites, que le patronat cherche à reprendre ces mièges ou prolétariat.

On console les masses en leur parlant des alouettes qui doivent leur tomber dans le bec toutes rôties quand l'Assemblée Nationale se réunira. Nous devons glisser doucement et « tranquillement » vers la Terre promise du socialisme à l'aide de longs débats, de discours et de résolutions à la majorité parlementaire.

Le sain instinct de classe du prolétariat s'insurge contre ce schéma du crétinisme parlementaire. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », est-il dit dans le Manifeste Communiste. Et « les travailleurs », ce ne sont pas quelques centaines de représentants élus qui dirigent les destinées de la société avec des discours et des contre-discours, ce sont encore moins les deux ou trois douzaines de dirigeants qui occupent les fonctions gouvernementales. La classe ouvrière, ce sont les masses elles-mêmes, dans toute leur ampleur. Ce n'est que par leur collaboration active ou renversement des rapports capitalistes que peut être préparée la socialisation de l'économie.

Au lieu d'attendre le bonheur des décrets du gouvernement ou des résolutions de la fameuse Assemblée Nationale, la masse recourt instinctivement au seul moyen qui mène réellement au socialisme : à la lutte contre le capital. Le gouvernement a, jusqu'à maintenant, mis tout en œuvre pour empêcher la révolution, pour instaurer l'harmonie entre les classes, en s'élevant à grands cris contre toutes les menaces qui pèsent sur « l'ordre et la tranquillité ».

La masse du prolétariat jette tranquillement à bas le château de cartes de l'harmonie révolutionnaire des classes, et brandit la redoutable bannière de la lutte des classes.

Le mouvement de grèves qui commence est une preuve que la révolution politique a pénétré jusqu'au fondement social de la société. La révolution prend

conscience de ses propres fondements. Elle écarte les décors en carton des changements de personnel, qui n'ont pas changé encore la moindre chose au rapport social entre capital et travail, et elle monte elle-même sur la scène des événements.

La bourgeoisie sent bien qu'on a touché à son point le plus sensible, qu'ici s'arrêtent les inoffensives plaisanteries gouvernementales, et que commence l'affaire terriblement sérieuse de l'affrontement, à visage découvert, de deux ennemis mortels. De là vient l'angoisse mortelle et la fureur déchaînée contre les grèves. De là viennent les efforts févreaux des dirigeants syndicaux dépendants pour prendre au filet de leurs vestures petits moyens bureaucratiques la tempête qui se déchaîne, et pour paralyser et enchaîner les masses.

Vains efforts ! Les petites chaînes de la diplomatie syndicale au service de la domination du capital ont été très efficaces dans la période de stagnation politique antérieure à la guerre mondiale. Dans la période de la révolution, elles échoueraient lamentablement. Déjà, toutes les révolutions bourgeoises des temps modernes ont été accompagnées d'un puissant mouvement de grèves : aussi bien en France, au début du XIX^e siècle, pendant les révolutions de juillet et de février, qu'en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie. Tout grand ébranlement social fait naturellement surgir, d'une société reposant sur l'exploitation et l'oppression, de violentes luttes de classes. Tant que la société bourgeoise maintient l'équilibre de son train-train parlementaire, le prolétaire, lui aussi, reste patiemment dans l'engrenage du salariat, et ses grèves n'ont alors que le caractère de faibles corrections apportées à l'esclavage du salariat, qui passe pour immuable. Mais dès que l'équilibre entre les classes est rompu par une tempête révolutionnaire, le doux clapotis de la surface se transforme en lames menaçantes. Les prolétaires elles-mêmes se mettent en mouvement, l'esclave ne se soulève plus seulement contre la pression trop douloureuse de ses chaînes, il se rebelle contre ses chaînes elles-mêmes.

Il en a été ainsi, jusqu'à maintenant, dans toutes les révolutions bourgeoises. A la fin des révolutions, qui aboutissaient toujours au renforcement de la société bourgeoise, la révolte des esclaves prolétaires s'éfondrait, le prolétaire rentrait dans l'engrenage en baissant la tête.

Dans la présente révolution, les grèves qui viennent d'éclater ne constituent pas un conflit « syndical » concernant les conditions de salaires. Elles sont la reprise naturelle des masses au puissant ébranlement que les rapports capitalistes ont subi par suite de l'effondrement de l'impérialisme allemand et de la brève révolution politique des ouvriers et des soldats. Elles sont le commencement d'un affrontement général entre le capital et le travail en Allemagne, elles annoncent le début du formidable combat direct entre classes, dont l'issue ne peut être que l'élimination des conditions capitalistes de salaire et l'introduction de l'économie socialiste. Elles libèrent la force sociale vivante de la révolution actuelle : l'énergie révolutionnaire de classe des masses prolétaires. Elles ouvrent la période d'activité immédiate de la masse dans son ensemble, de cette activité dont les décrets de socialisation et les mesures de n'importe quel organe représentatif ou gouvernemental ne peuvent constituer que le fond sonore.

Ce mouvement de grèves qui commence est en même temps la critique la plus lapidaire que les masses adressent aux chimères de leurs soldats « chefs » sur « l'Assemblée Nationale ». Ils ont déjà la « majorité », les prolétaires en grève dans les usines et les mines ! Les rustres ! Pourquoi n'inventent-ils pas leur patron à un petit débat, pour l'emporter ensuite sur lui par une « majorité écrasante », et imposer toutes leurs exigences, sans un pli, « en respectant l'ordre » ? Ne s'agit-il pas d'abord, et formellement, de véritables bagatelles, de simples détails de conditions de salaire ?

Que M. Ebert ou Haase essaie donc d'aller proposer ce lamentable plan aux mineurs en grève de Haute-Silésie : il recevra sûrement une réponse percutante. Mais ce qui éclate comme bulles de savon, quand il s'agit de bagatelles, devrait

l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchû de son droit à l'existence. C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps à corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

La parole de Lassalle vaut aujourd'hui plus que jamais : l'action révolutionnaire consiste toujours à exprimer ce qui est. Et ce qui est s'appelle : ici est le travail — ici le capital ! Pas d'hypocrite négociation à l'amiable, là où il y va de la vie et de la mort, pas de victoire de la communauté, là où il s'agit d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est clairement, ouvertement, honnêtement, et avec toute la force que contiennent la clarté et l'honnêteté, que le prolétaire doit, en tant que classe constituée, rassembler dans ses mains la puissance politique tout entière.

« Egalité des droits politiques, démocratique ! », nous scandèrent pendant des décades les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise.

« Egalité des droits politiques, démocratique ! », leur scandent aujourd'hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann.

Oui, ce mot d'ordre doit maintenant devenir une réalité, car l'« égalité politique » s'incarne au moment où l'exploitation économique est radicalement abolie. Et la « démocratie », la domination du peuple commence lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir politique. Il s'agit d'exercer sur les mots d'ordre méisés par les classes bourgeoises pendant un siècle et demi la critique pratique de l'action historique. Il s'agit de faire, pour la première fois, une vérité de la devise de la bourgeoisie française en 1789, « Liberté, Egalité, Fraternité » — par la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie. Et comme premier pas, voici le moment, devant le monde entier, et devant les siècles de l'histoire mondiale, d'inscrire hautement à l'ordre du jour : Ce qui jusqu'à présent se présentait comme égalité des droits et démocratie — le parlement, l'assemblée nationale, le droit de vote égal — était mensonge et tromperie ! Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'élimination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie !

« Die Rote Fahne », 17 décembre 1918.

LÉON TROTSKY

Une révolution qui traine en longueur

A révolution allemande a des traits de ressemblance manifestes avec la révolution russe. Mais leurs dissemblances ne sont pas moins instructives. Au début d'octobre 1918, une révolution du type du Février russe a eu lieu en Allemagne. Deux mois plus tard, le prolétariat allemand trouverait déjà ses « journées de juillet », c'est-à-dire qu'il s'engageait dans un premier conflit ouvert avec les forces impérialistes des bourgeois et des conciliateurs sociaux-démocrates, sur de nouvelles bases « républicaines ». En Allemagne comme dans notre pays, ces journées de juillet n'ont été ni un soulèvement organisé, ni un combat décisif d'origine spontanée. Ce fut la première manifestation violente, une pure manifestation de la lutte des classes, se produisant sur le terrain conquis par la révolution, et cette manifestation s'accompagna de heurts entre détache-

révolution anglaise. Depuis les premières escarmouches entre l'opposition et la puissance royale, jusqu'au procès et à l'exécution de Charles Stuart, ce parlement fut, entre les mains de la bourgeoisie ascendante, un instrument insurpassable, parfaitement adapté.

Et qu'advint-il ? Ce même parlement dut créer une « armée parlementaire » spéciale, que des généraux choisis dans son sein conduisirent au combat, pour y mettre en déroute complète, au cours d'une guerre civile longue, âpre et sanglante, le féodalisme, l'armée des « cavaliers » fidèles au roi. Ce ne fut pas dans les débats de l'Abbaye de Westminster, qui était pourtant alors le centre spirituel de la révolution, mais sur les champs de bataille de Marstonmoor et de Naseby, ce ne fut point par les brillants discours prononcés au parlement, mais par la cavalerie paysanne, par les « Côtes-de-Fer » de Cromwell que se décida le sort de la révolution anglaise. Et son développement conduisit du parlement, au travers de la guerre civile, à l'« épuration » par la force, à deux reprises, de ce même parlement, et, finalement, à la dictature de Cromwell.

Et en France ? C'est là qu'est née l'idée de l'Assemblée Nationale. Ce fut, dans l'histoire mondiale, une géniale inspiration de l'instinct de classe, lorsque Mirabeau et les autres déclarèrent en 1789 : « Les Trois États, jusqu'à maintenant toujours séparés, la Noblesse, le Clergé et le Tiers-Etat, doivent dorénavant siéger en commun en tant qu'Assemblée Nationale. » Cette assemblée devint en effet d'emblée, par la réunion des États, un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes. Avec l'appui de fortes minorités des deux États supérieurs, le Tiers-Etat, c'est-à-dire la bourgeoisie révolutionnaire, disposait immédiatement dans l'assemblée nationale d'une majorité compacte.

Et qu'advint-il, encore une fois ? La Vendée, l'émigration, la trahison des généraux, la constitution civile du clergé, le soulèvement de 50 départements, les guerres de coalition de l'Europe féodale, et, finalement, comme seul moyen d'assurer la victoire finale de la révolution : la dictature, et avec elle le règne de la terreur. Voilà donc ce que valait la majorité parlementaire pour la défense des révolutions bourgeoises. Et pourtant, qu'était l'opposition entre la bourgeoisie et le féodalisme, auprès de l'abîme géant qui s'est ouvert aujourd'hui entre le travail et le capital ! Qu'était la conscience de classe des combattants des deux camps qui s'affrontaient en 1649 ou 1789, comparée à la haine mortelle, inextinguible qui flambe aujourd'hui entre le prolétariat et la classe des capitalistes ! Ce n'est pas en vain que Karl Marx a éclairé de sa lanterne scientifique les ressorts les plus cachés du mécanisme économique et politique de la société bourgeoise. Ce n'est pas en vain qu'il a fait apparaître, de façon éclatante, tout son comportement, jusqu'aux formes les plus sublimes du sentiment et de la pensée, comme une émanation de ce fait fondamental qu'elle tire sa vie, comme un vampire, du sang du prolétariat.

Ce n'est pas en vain qu'Auguste Bebel, en conclusion de son célèbre discours du congrès du parti de Dresde, s'est écrié : « Je suis et je reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise ! »

C'est le dernier grand combat, dont l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation, c'est un tournant de l'histoire de l'humanité, un combat dans lequel il ne peut y avoir ni échappatoire, ni compromis, ni pitié.

Et ce combat, qui, par l'ampleur de ses tâches, dépasse tout ce que l'on a connu, devrait mener à bien ce qu'aucune lutte de classes, aucune révolution n'a jamais mené à bien : dissoudre la lutte mortelle entre deux mondes en un doux murmure de luites oratoires au parlement et de décisions prises à la majorité !

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise : il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat. Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de

tenir le coup quand il s'agit de renverser l'ensemble de l'édifice social !

La masse prolétarienne, par sa simple apparition dans la lutte sociale des classes, par-delà toutes les insuffisances, toutes les demi-mesures et les lâchetés antérieures de la révolution, passe à l'ordre du jour. L'Achéron s'est mis en mouvement, et les avortons qui mènent leur petit jeu à la pointe de la révolution feront la culbute, à moins qu'ils ne comprennent enfin le format colossal du drame historique mondial auquel ils sont mêlés.

« Die Rote Fahne », 27 novembre 1918.

LES MASSES SONT-ELLES « MURES » ?

J EUDI dernier s'est tenu à Berlin, dans l'immeuble du Reichstag, une session du Conseil des Soldats. Cette session a connu un déroulement tempétueux : une clique contre-révolutionnaire, qui s'était constituée le jour précédent autour du sous-lieutenant Walz — M. le sous-lieutenant Walz a reconnu lui-même qu'il avait participé aux préparatifs de la révolution pour pouvoir transmettre des informations au quartier général — est intervenue en bon ordre, avec l'intention de porter un coup mortel à la révolution, à grand renfort de hurlements. Elle n'y a pas réussi. Après de longues scènes de charivari, l'assemblée s'est séparée sur la conclusion d'un compromis presque unanime — peut-être le seul compromettant de toute la session.

Il n'y a rien de plus naturel que de voir, en temps de révolution, l'émotion et la surexcitation politiques s'exprimer de façon retentissante : même si les « têtes rouges » ne représentent pas le plus haut produit de l'éducation politique d'un peuple, ils sont encore à cent coudées au-dessus du « vieux et méritant camarade de parti » qui, les pauvrières mi-closés, entre, le soir du règlement de comptes, dans une bienheureuse somnolence à la lecture du rapport de gestion du secrétaire du parti.

Pour nous, nous n'avons en rien blâmé l'émotion et la passion sans frein des masses ; pas même lorsque, à la première session des conseils d'ouvriers et de soldats, au cirque Busch, cette émotion se tournait tout entière contre nous, lorsque les soldats braquaient leurs fusils sur le camarade Liebknecht ; nous combattons ceux dont la sordide démagogie orientait sur une voie fautive la volonté des masses de monter à l'assaut du ciel ; nous nous efforçons et nous nous efforçons de donner aux masses une claire conscience de leur situation et de leurs objectifs, mais de leur laisser tout leur enthousiasme et tout leur élan pour les tâches gigantesques qu'elles doivent accomplir. Nous nous en tenons à la formule suivant laquelle on ne peut accomplir de grandes choses sans enthousiasme.

Pour le « Vorwärts », il en va autrement. Là, un écrivain, assis quelque part dans un bureau de la rédaction, demande sur le ton d'honnêteté propre à tous les maquignonnages : « La main sur le cœur, croyez-vous qu'une réunion comme celle d'hier est en mesure de décider souverainement des destinées de notre peuple ? »

Après avoir, par cette question de rhétorique, prononcé sa sentence à l'endroit de cette assemblée, le « Vorwärts » ne manque pas de rappeler au souvenir plein de déférence de ses lecteurs ses vénérables remèdes de bonne femme. En premier lieu : la règle et l'ordre. Lorsque tous les bienfaits de ces enfants bénis du ciel auront été appréciés comme il convient, la deuxième ordonnance sera délivrée : éducation politique et parlementaire.

Nous en avons trop souvent décrit les fruits réjouissants, pour la classe

ouvrière, pour vouloir les dépêindre de nouveau aujourd'hui : que l'on regarde seulement les réalisations « révolutionnaires » de ce gouvernement socialiste en trois semaines de révolution, et que l'on contemple les hauts faits de M. Friedrich Ebert, cet homme « politiquement et parlementairement éduqué », dans ses négociations avec Wilson. Avec cela, on en aura assez de l'éducation politique et parlementaire.

Mais le « Vorwärts », lui, n'en a pas assez. Cette unique réunion des conseils de soldats à Berlin, qui ne satisfait pas son goût « politiquement et parlementairement éduqué », lui donne l'occasion de généraliser la question et de conclure : « Lorsque l'on a vécu des événements comme ceux d'hier, on comprend sincèrement quelle ignoble tromperie du peuple constitue le gouvernement, célébré par des insensés, des soviets russes. Nos ouvriers et nos soldats, on peut bien le dire sans aucune présomption nationaliste, sont incomparablement supérieurs aux Russes en culture générale et en éducation politique. Si le système de la « coéducation des conseils » échoue chez nous, c'est la meilleure preuve que, même chez le peuple le plus cultivé et le plus intelligent, ce système ne peut fonctionner, parce qu'il est une impossibilité en soi. » Ainsi donc, « sans présomption nationaliste », deux constatations sont faites :

D'abord, que les travailleurs et les soldats allemands sont incomparablement supérieurs aux Russes en culture générale et en éducation politique.

Ensuite, que le système tout entier est une impossibilité en soi, puisque même la culture et l'intelligence du peuple le plus cultivé et le plus intelligent n'y suffisent pas. Et tout cela conduit enfin à une troisième constatation : « Seule l'Assemblée Nationale Constituante nous sauvera de tout ce tohu-bohu. »

La première constatation est tout à fait exacte : le peuple allemand, en moyenne, a fréquenté plus longtemps l'école, a mieux appris l'écriture et le calcul mental que le peuple russe ; il a, à côté de cela, bénéficié — c'est là l'un des fondements de l'éducation politique et parlementaire — plus longtemps que le peuple russe de l'enseignement de la religion et d'un enseignement partitique de l'histoire, et a ensuite reçu une « éducation politico-parlementaire » à l'école de la social-démocratie allemande. Cette maîtrise lui a enseigné : à baptiser guerre défensive contre une « ignominieuse attaque par surprise » la guerre mondiale de brigandage éhonté, « nos foyers » les coffres-forts menacés des capitalistes, « notre juste cause » le rapt de la Belgique et du Nord de la France, et combat pour « l'ordre et la règle » l'assassinat de nos frères prolétaires en Finlande, en Ukraine, en Livonie, en Crimée.

Tout le sens de cette révolution, c'est que les masses, en se soulevant, se sont cabrées sauvagement contre les produits de « l'éducation parlementaire et politique » de l'école comme des maîtres d'école, et déjà le « Vorwärts » est à l'œuvre pour les ramener à l'école avec « l'Assemblée Nationale Constituante ».

Assurément, ils s'y retrouveraient tous, les Messieurs « politiquement et parlementairement éduqués », les Westarp et les Erzberger, les Stresemann et les Groeber, les Payer et les Hausmann, tous les héritiers de cet art élaboré par la bourgeoisie pendant des siècles, l'art de tromper le peuple. Et avec eux viendraient les Scheidemann et les Ebert, David et Lensch, qui ont appris en épiant les premiers comment ils se réclament la gorge et comment ils crachent. Ils se rassembleraient tous ensemble de nouveau, et continueraient d'exercer leur métier qui consiste à tromper le peuple, ce métier qu'ils ont en dernier lieu exercé avec une éffroyable virtuosité pendant quatre années de guerre, et qui a pris fin sur les champs de bataille sanglants de France, et avec les premières actions de masse des ouvriers et des soldats allemands.

En portant ce coup, le « Vorwärts » se place dignement aux côtés de son maître, M. Friedrich Ebert. Celui-ci a tenté de tuer physiquement la révolution par la faim, la main dans la main avec M. Wilson, le « Vorwärts » essaie de l'assassiner en esprit en dressant de nouveau, devant les yeux des masses, ce

tableau d'airain que la bourgeoisie et chaque classe dominante ont opposé depuis des millénaires aux opprimés, et sur lequel il est écrit : « Vous n'êtes pas mûrs ; vous ne pouvez jamais le devenir, c'est une « impossibilité en soi » ; il vous faut des chefs ; nous sommes ces chefs. »

Ils en sont arrivés maintenant avec bonheur à la philosophie de l'état des réactionnaires de tous les temps et de tous les pays, et ce spectacle n'en devient pas plus agréable lorsque l'on voit le même « Vorwärts », juste 12 heures après avoir expliqué « philosophiquement » dans son article leader l'arrivation spirituelle des masses pour, semble-t-il, une éternité, en appeler, dans une polémique démagogique contre un membre de l'Exécutif des conseils de Berlin à la pudeur, à l'honneur et à la conscience, parce que celui-ci aurait dit que « les masses ne sont pas encore mûres », et lorsque l'on voit, encore un jour plus tard, le même « Vorwärts » décerner à ce même conseil des soldats un brevet de maturité, parce que celui-ci a adopté une décision qui lui convient. L'impudence, celle du « Vorwärts », n'est pas améliorée par l'hypocrisie.

Aucun prolétariat du monde, pas même le prolétariat allemand, ne peut effacer du jour au lendemain, d'un soubresaut, les traces d'un asservissement millénaire, les traces de ces chaînes que Messieurs Scheidemann et consorts lui ont assujetties. Pas plus que la constitution politique du prolétariat, sa constitution spirituelle n'atteint son niveau le plus élevé au premier jour de la révolution. C'est seulement au travers des combats de la révolution que le prolétariat accèdera à une pleine maturité, dans tous les sens du terme.

Le commencement de la révolution fut le signe que ce processus de mutation commençait. Il se poursuivra rapidement, et le « Vorwärts » dispose d'un bon étalon auquel il pourra mesurer l'accession du prolétariat à la pleine maturité. Le jour où ses rédacteurs s'envoleront de leurs sièges, et avec eux Messieurs Scheidemann, Ebert, David et consorts, pour rejoindre le Hohenzollern ou Ludendorff là où ils sont, ce jour-là, la pleine maturité sera acquise.

« Die Rote Fahne », 3 décembre 1918.

ASSEMBLÉE NATIONALE

OU GOUVERNEMENT DES CONSEILS

C'EST en ces termes qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour du Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, et c'est en effet la question cardinale de la révolution dans le moment présent. Ou l'Assemblée Nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classes la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat : tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.

Comment les choses se sont-elles passées en Angleterre ? C'est là qu'est le berceau du parlementarisme bourgeois, c'est là qu'il s'est développé le plus tôt, avec le plus de force. Lorsqu'en 1649 l'heure de la première révolution bourgeoise moderne sonna en Angleterre, le parlement anglais avait déjà derrière lui une histoire plus que trois fois centenaire. C'est pourquoi le parlement devint, dès le premier moment de la révolution, son centre, son rempart, son quartier général. Le fameux « Long Parlement » a vu sortir de son sein toutes les phases de la

Le 2^e Congrès du P. C. russe sans STALINE

EN septembre dernier, la « Pravda » annonçait, brutalement, comme à l'accoutumée, que le plénum du comité central du P.C.U.S. convoquait le XXI^e Congrès du Parti Communiste pour le 27 janvier 1959. Ce congrès est le deuxième à se tenir après la mort de Staline, survenue en mars 1953.

Le premier se déroula en février 1956. C'est celui qui restera, pour tous les idéologues bourgeois et pour leurs clients bénévoles se rangeant sous le vocable général de progressistes, celui de la déstalinisation... du stalinisme... par le stalinisme lui-même. Pour ceux-là, les mesures « libérales » prises par le Kremlin depuis la disparition du plus grand contre-révolutionnaire de tous les temps devaient culminer dans la dénonciation du culte de Staline, prononcée officiellement à la tribune du congrès par Mikoyan et en secret par Khrouchtchev lui-même au cours d'une session du congrès à huis clos. Elles ouvraient, à leurs yeux, une ère nouvelle de stalinisme éclairé conduisant à une démocratisation progressive du régime qui devait rendre possible, à son tour, cette entente profonde avec l'impérialisme dont certains rêvaient consciemment, et d'autres in-

consciemment, depuis le jour où ils comprirent qu'il était impossible désormais au capitalisme mondial de détruire l'acquis fondamental de la révolution des ouvriers et paysans russes d'octobre 1917 : la nationalisation des moyens de production et la remise en marche de l'économie de l'U.R.S.S. sur la base de la planification.



Selon les statuts adoptés au XIX^e congrès, en 1952, (le dernier auquel Staline ait assisté), les congrès du Parti Communiste devaient désormais avoir lieu tous les quatre ans. Déjà le XX^e congrès se réunit avec six mois d'avance. Le XXI^e aurait pu, statutairement, n'avoir lieu qu'en 1960.

Ce souci, non seulement de se conformer aux décisions prises du temps de Staline, mais même de faire mieux, n'est évidemment pas fortuit. Si, depuis la victoire du stalinisme sur les travailleurs de l'U.R.S.S., les congrès du P.C.U.S. ne sont plus des assises ouvrières, ils ne sont pas, pour autant, des assemblées au cours desquelles la bureaucratie triomphante élaborerait sa politique.

Celle-ci est mûrie désormais à l'échelon des instances suprêmes, dans le secret du Kremlin, par des cercles omnipotents.

Mais les congrès gardent néanmoins la fonction de légaliser une orientation déjà déterminée, et de populariser, dans toute l'U.R.S.S. et le monde entier, les décisions prises par la bureaucratie au nom des peuples soviétiques. Pas plus que les précédents, le XXI^e congrès n'échappera à cette règle.

Devant les difficultés intérieures qui l'assaillent, l'aristocratie de l'U.R.S.S. sent le besoin impérieux de réaffirmer la politique qu'elle mène depuis la mort de Staline, et qu'elle a inscrite déjà dans de nombreuses décisions adoptées par le plénum du comité central au cours des cinq années écoulées. C'est en soumettant celles-ci à l'examen que l'on peut tirer le mieux le sens et la portée du congrès qui se déroule présentement, et entrevoir les propositions plus ou moins spectaculaires que le Kremlin peut être amené à faire au capitalisme mondial, dans le but de résoudre en commun les difficultés que l'un et l'autre éprouvent à assurer leur domination sur les masses travailleuses du monde.

De la mort de Staline au XX^e congrès...

Le « père des peuples », le « guide général », disparaît brusquement au début de mars 1953, au moment même où il préparait une purge sanglante parmi ses lieutenants les plus proches avec l'objectif désormais traditionnel chez lui de couvrir les échecs de sa gestion de l'économie nationale, mais aussi de ressouder par la terreur les rangs de l'oligarchie, ébranlés par la situation désastreuse dans laquelle il plongeait le pays. A cet effet, il avait préparé le fameux complot des médecins terroristes, les « assassins en blouse blanche », qui se proposaient, selon le communiqué du 13 janvier 1953, « d'abrégier la vie des militants actifs de l'Union Soviétique ». La menace que faisait planer cette nouvelle affaire sur tout son entourage était parfaitement nette. Il n'est que de relire les commentaires de la « Pravda » du même jour pour s'en assurer :

« ... Dans tous les secteurs de l'édification économique et culturelle, nous remportons des succès. De ce fait, certains tirent la conclusion que le danger de sabotage, de diversion et d'espionnage, se trouve dès maintenant écar-

té... Mais seuls des opportunistes de droite, des gens qui s'en tiennent à un point de vue antimarxiste d'extinction de la lutte des classes, peuvent penser et raisonner ainsi. Ils ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, que nos succès conduisent, non à l'extinction, mais à l'aggravation de la lutte ; que plus nous progressons avec succès, et plus la lutte des ennemis du peuple, condamnés à périr, amenés au désespoir, sera aiguë. »

Puis la menace se faisait plus précise, l'avertissement plus net :

« Outre ces ennemis, nous en avons encore un : l'insouciance des hommes de chez nous. On ne peut pas douter que tant qu'existera chez nous l'insouciance, existera aussi le sabotage. Par conséquent, pour liquider le sabotage, il faut en finir avec l'insouciance dans nos rangs. »

Vorochilov, Boulganine, Mikoyan, Malotov, Kaganovitch, Malenkov et autres Khrouchtchev durent sentir un souffle frais caresser leurs nuques célèbres.

DÉSARROI MOMENTANÉ

La disparition de Staline n'alla pas sans jeter le désarroi dans les rangs de la bureaucratie. Aussi la première tâche des dirigeants du Kremlin fut-elle de faire face à tous les dangers en se resserrant autour de son appareil d'oppression des masses soviétiques et en réorganisant sa direction.

Le jour même de l'annonce de la mort du dictateur, la presse publiait un communiqué qui disait :

« Le C.C. du P.C.U.S., le conseil des ministres de l'U.R.S.S. et le présidium du conseil suprême de l'U.R.S.S., en ce moment difficile pour notre parti et notre pays, estiment que la tâche la plus importante du parti et du gouvernement est d'assurer sans interruption et de façon correcte la direction de toute la vie du pays, ce qui demande le plus grand degré d'unité de direction et la prévention de toute sorte de désarroi et de panique. »

Ce même communiqué annonçait la

réorganisation du présidium du comité central. Les nouveaux membres introduits par Staline au XIX^e congrès en octobre 1952 étaient éliminés. En même temps, Malenkov devenait président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., assisté de quatre vice-présidents : Béria, Molotov, Boulganine et Kaganovitch. Les ministères de la sécurité d'état et de l'intérieur étaient fondus en un seul et confiés à Béria.

CONCESSIONS POLITIQUES

Pendant la première période, la préoccupation essentielle de l'équipe dirigeante est de tranquilliser l'ensemble de la bureaucratie, ainsi que de se concilier les masses soviétiques, hostiles à la dictature stalinienne, par des gestes politiques dont le but est d'affirmer solennellement que l'ancien régime d'arbitraire et de terreur est désormais du domaine du passé.

Le 27 mars 1953, le présidium du soviet suprême publiait un décret accordant une large amnistie, et annonçait la révision de la législation pénale de l'U.R.S.S. Le 4 avril, les médecins accusés de complot par Staline sont réhabilités. Ignatiev, ministre de l'intérieur au moment de la découverte du complot, est relevé de sa nouvelle fonction de membre du secrétariat du comité central. Le communiqué reconnaît que les aveux des médecins ont été arrachés « par des moyens rigoureusement interdits par la loi soviétique ».

En politique internationale, le Kremlin met fin à la guerre de Corée et accumule les gestes « de détente » envers l'impérialisme, ce qui permet à Eisenhower de déclarer le 16 avril 1953 : « Le monde entier sait qu'une ère a pris fin avec la mort de Staline ». A l'étonnement général le discours est reproduit par la presse soviétique.

LA CHUTE DE BÉRIA

Mais ce « dégel » du stalinisme devait rapidement se retourner contre ses promoteurs. En U.R.S.S., les concessions faites, loin de calmer la population, apportent un aliment à ses sentiments antibureaucratiques. La presse soviétique se fait de plus en plus l'écho du « relâchement de la discipline du travail » dans les usines et sur les chantiers. Au camp de Vorkouta, les déportés politiques réclament le statut des travailleurs libres et se mettent en grève pour l'obtenir. L'audace gagne les pays de « démocratie populaire ». A Berlin, les ouvriers descendent le 17 juin 1953 dans la rue, détruisent les effigies du régime et ébranlent par leur geste révolutionnaire tout « l'édifice monolithique du camp socialiste ».

Effrayé, le Kremlin recule. Pour pouvoir mettre fin à ses concessions politiques, il lui faut un bouc émissaire. Ce sera celui-là même qui a été l'instigateur des réformes, mais dont la vulnérabilité découle de l'impopularité de ses

fonctions : le policier numéro un du régime, Béria. Arrêté le 10 juillet 1953, il est exécuté le 23 décembre de la même année.

Le candidat le plus impatient à la succession de Staline disparu, les dirigeants du Kremlin tirèrent un enseignement salutaire pour eux de cette alerte. Seule une direction collective du pouvoir pouvait leur permettre de faire front aux masses travailleuses de l'U.R.S.S. et du « camp socialiste », et d'entreprendre la réorganisation de la gestion bureaucratique, sans laquelle ils avaient conscience de conduire rapidement à sa perte l'aristocratie soviétique tout entière.

Le moment crucial semblait néanmoins passé. Quoique ébranlé, le système bureaucratique a pu survivre à la mort de Staline. Terrorisée par trente ans de dictature sanglante, la classe ouvrière de l'U.R.S.S., atomisée par la destruction physique de tous ses cadres, n'a pas encore pu reprendre à la bureaucratie le pouvoir que celle-ci lui a usurpé au lendemain de la révolution de 1917. Il lui faudra sans doute une plus longue convalescence avant de pouvoir se lancer à la reconquête du pouvoir soviétique.

Mais elle n'est déjà plus une force négligeable. Il faut compter avec elle, avec son impatience de profiter des fruits de son travail. Soucieuse de trouver un nouveau palier de rapports avec les masses travailleuses, la bureaucratie de l'U.R.S.S. se lance dans une politique de concessions économiques pour tenter de canaliser la situation à son profit.

Tout d'abord, Malenkov prononce, le 8 août 1953, un discours sensationnel dans lequel il déclare :

« Maintenant, sur la base des succès remportés dans le développement de l'industrie lourde, toutes les conditions sont réunies chez nous pour organiser un essor rapide de la production des objets de consommation courante... Le volume de la production des objets de consommation ne peut nous satisfaire. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu la possibilité de développer l'industrie légère et l'industrie alimentaire au même rythme que l'industrie lourde. A l'heure actuelle, nous pouvons et par conséquent nous devons pousser au maximum le développement de l'industrie légère, pour assurer une élévation plus rapide du niveau de vie matériel et culturel du peuple. Durant une longue période, nous avons consacré l'essentiel des investissements au développement de l'industrie lourde et des transports... Le gouvernement et le comité central du parti considèrent qu'il est indispensable d'augmenter sensiblement les investissements consacrés aux industries légères et alimentaires. »

La presse soviétique reprend ces déclarations en promettant l'abondance de vivres et de produits de consommation courante « en deux à trois ans ».

Non moins sensationnelle est l'analyse que fait Khrouchtchev, dans son rapport au comité central, un mois plus

tard, sur l'état lamentable dans lequel se trouve l'agriculture soviétique :

« La cadence de développement de l'agriculture socialiste accuse nettement un retard sur la cadence de développement de l'industrie, et sur l'accroissement des besoins de la population en produits de consommation. Disons simplement que, de 1940 à 1952, la production industrielle ayant été multipliée par 2,3, la production agricole n'a augmenté que de 10 % ».

La bureaucratie reconnaît, par conséquent, l'échec de sa politique dans tous les secteurs de la production agricole ; mais « c'est encore en matière d'élevage que les tâches les plus urgentes nous incombent car, dans ce secteur, le retard remonte loin et, sans mesures énergiques, nous ne pourrions pas redresser rapidement la situation ». Pour illustrer cette situation, Khrouchtchev révèle que le nombre de vaches était, en 1953, inférieur de près de 9 millions à celui de 1928, si bien « qu'en Sibérie, on produisait en 1913 75.000 tonnes de beurre et en 1952, 65.000 tonnes seulement ».

Pour répondre aux besoins que la population s'ehardit maintenant à exprimer ouvertement, Khrouchtchev se voit obligé de reconnaître ce qu'il n'ignore pas depuis longtemps et de déclarer que le relèvement rapide de l'agriculture « se dresse devant nous comme une tâche nationale urgente ».

Mais, pour y parvenir, il faut qu'il tienne compte à son tour des exigences des masses paysannes. Aussi s'empresse-t-il d'annoncer une série de mesures qui leur sont favorables : diminution des impôts, réduction des livraisons obligatoires à l'état, relèvement du prix d'achat des produits agricoles aux kolkhoziens, dans le but de stimuler leur « intérêt ». Tout cela n'est néanmoins pas suffisant.

Il faut aller vite, car l'impatience de la population est réelle. Khrouchtchev se voit confier par le Parti le soin d'expliquer que plus ça va mieux, plus c'est la même chose. Il le fait selon la méthode stalinienne traditionnelle. N'annonce-t-il pas au Congrès des Constructeurs :

« En 1954, nous avons des stocks de blé, de viande, de lait et de légumes sensiblement plus grands que l'année dernière. Effectivement, l'accroissement est très grand. Mais certains posent la question : comment expliquer ce fait que, malgré l'accroissement du volume des stocks de produits agricoles cette année, on ne trouve pas toujours dans les magasins les produits nécessaires ? Parce que la demande de produits de consommation a crû considérablement. »

La pénurie affecte non seulement les produits de l'élevage, mais même les céréales, malgré les affirmations contraires de Khrouchtchev dans son rapport de septembre 1953.

Aussi le premier secrétaire du Parti lance-t-il une campagne de défrichage de terres vierges pour parer au plus pressé. Il avoue, en décembre 1954, à un savant anglais venu l'interviewer, que

la mise en culture des terres vierges et en friche est une nécessité impérieuse, car, pour développer la culture intensive sur les terres déjà cultivées, il faut beaucoup d'engrais, et, pour cela, il faut construire beaucoup de nouvelles usines, mais « tout cela demande du temps et nous ne pouvons pas attendre ».

Mais, tant dans le domaine industriel qu'agricole, la bureaucratie devait se révéler incapable de tenir les promesses imprudentes faites aux masses soviétiques de relever leur niveau de vie par un accroissement rapide de la fabrication d'articles de consommation courante et par un développement de la production agricole.

Aussi les promesses d'amélioration de vie en deux ou trois ans se font-elles de plus en plus rares, jusqu'au jour où, subitement, le 24 janvier 1955, le rédacteur en chef de la « *Pravda* », Dimitri Chepilov — éliminé depuis comme s'étant joint au groupe antiparti de Ma-

lenkov, Molotov et Kaganovitch — publie un article où il s'en prend à ceux qui ont renoncé à la primauté du développement de l'industrie lourde au profit de la fabrication de produits de consommation courante.

L'ASCENSION DE KHROUCHTCHEV

Déjà au lendemain de la mort de Staline, Khrouchtchev commença par se faire relever du poste de secrétaire du comité du parti de la région de Moscou pour « se concentrer sur son travail au sein du comité central ».

Huit jours plus tard il entre au secrétariat du parti, la réunion du comité central du 14 mars 1953 ayant décidé « de satisfaire à la demande du camarade Malenkov, président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., en le libérant de ses fonctions de secrétaire du comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique ».

Du XX^e congrès au XXI^e congrès

Repensant à leur désarroi au lendemain de la mort de Staline, les dirigeants du Kremlin peuvent estimer, en cette fin de l'année 1955, que, tout compte fait, ils se sont tirés sans trop de pertes d'une situation qui était pleine de périls pour eux.

Des fissures sont apparues dans l'édifice, mais celui-ci tient toujours debout, et c'est l'essentiel.

Aussi abordent-ils le XX^e congrès, en février 1956, avec optimisme. La situation, tant intérieure qu'extérieure, semble avoir consolidé leur pouvoir. L'affaiblissement de l'impérialisme, replié sur ses conflits et préoccupé d'endiguer la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance, laisse espérer un statu quo international durable.

Depuis longtemps, la bureaucratie de l'U.R.S.S. aspirait à normaliser ses privilèges et à asseoir sa domination — la disparition de son « sauveur suprême » lui a donné le goût de jouir en paix de ses avantages matériels, et il lui semble que ce moment tant espéré est enfin venu. Les ouvriers soviétiques finiront-ils par reconnaître l'utilité de son existence de caste dominante, lui permettront-ils d'entreprendre dans la paix sociale la grande rénovation de l'économie, que l'évolution du pays rend de plus en plus urgente, et qui permettrait d'améliorer le sort des masses travailleuses, sans attenter à la situation privilégiée que la bureaucratie s'est acquise dans la nation, et qu'elle finit par croire légitime ?

LA « DÉSTALINISATION » ET SES CONSÉQUENCES

Mais, dans l'équipe dirigeante, les conflits et les intrigues se poursuivent derrière la façade de la « direction mono-

lithique ». Le jeu est si subtil, les adversaires se « marquent » de si près, qu'à tout moment une démarche plus risquée de l'un peut entraîner une réaction en chaîne des autres, dans un moment d'affolement général. C'est sans doute ainsi qu'après les attaques timides contre la gestion de Staline faites à la tribune du Congrès, le discours plus violent de Mikoyan entraîne Khrouchtchev à prononcer son réquisitoire contre le père génial en séance secrète du Congrès, à seule fin de garder l'avantage qu'il n'a cessé de prendre depuis 1953.

Et un processus semblable à celui que connut l'U.R.S.S. au lendemain de la mort de Staline recommence, mais sur une échelle démultipliée. Les révélations de Khrouchtchev ont l'effet d'une bombe. La fermentation des esprits est partout, à l'usine, à l'école, parmi les écrivains, dans le Parti même. Les nouvelles concessions économiques promises par le Congrès permettent de retenir encore pendant un certain temps les masses soviétiques ; augmentation des salaires, des pensions, diminution des heures de travail, etc. Mais, dans les démocraties populaires, la libre critique s'attaque au pouvoir établi et prend l'aspect de revendications politiques. En Pologne, Gomułka est libéré le 20 mars. Le 28 juin, c'est la révolte des ouvriers de Poznan. Le 18 juillet, Rakosi, premier ministre hongrois, est écarté du pouvoir. Le 14 octobre, Nagy est réintégré dans le P.C. hongrois. Mais aucune barrière ne se révèle suffisamment solide pour contenir la poussée revendicative. La fin de l'année voit fleurir le « printemps en octobre » en Pologne, cependant qu'en Hongrie les travailleurs s'insurgent directement contre le pouvoir de la bureau-

Et maintenant, Khrouchtchev se sent assez fort pour utiliser la situation à son profit. L'article de Chepilov, inspiré, en réalité, par le premier secrétaire lui-même, lui permet, en faisant bloc avec tous les dirigeants qui réclament qu'une importance plus grande soit donnée au développement de l'industrie lourde, d'évincer brutalement, en février 1955, Malenkov du poste de chef du gouvernement pour « inexpérience », et de le faire remplacer par Boulganine.

Khrouchtchev lance ensuite une grande offensive diplomatique. Le 15 mai 1955 l'U.R.S.S. signe le traité de paix avec l'Autriche. Pour permettre la normalisation des rapports avec le « traître Tito », Molotov abandonne le poste de ministre des Affaires étrangères avant que Khrouchtchev et Boulganine ne se rendent à Belgrade en visite de réconciliation. Enfin la conférence à quatre couronne à Genève cette activité internationale intense.

cratie, et organisent leurs organes autonomes de lutte : les Conseils Ouvriers.

LA FUITE EN AVANT

Et voilà de nouveau la bureaucratie soviétique entraînée, par des événements imprévus, dans une politique de mouvement.

Dès la fin de décembre 1956, le Kremlin avoue que les objectifs du 6^e plan quinquennal (1956-1960) adopté par le XX^e Congrès, ne pourront pas être atteints.

Au printemps de l'année 1957, Khrouchtchev fait admettre une réorganisation complète de l'économie par la division du pays en 105 zones territoriales gérées par des conseils de l'économie nationale ou *sovnarkhozes*.

Selon Khrouchtchev lui-même, cette « reconstruction radicale de la direction de l'industrie et de la construction est rendue urgente à la suite d'énormes carences ». Ces carences ont, en réalité, leur origine dans l'incapacité congénitale de la bureaucratie de gérer une économie qui a pris un énorme développement. Mais à cette difficulté permanente sont venues s'ajouter les revendications incessantes des masses soviétiques, auxquelles les dirigeants sont obligés de faire face, et la situation nouvelle dans les « démocraties populaires », dont il n'est plus possible de drainer les richesses au profit de l'U.R.S.S. à la suite de l'octobre polonais et de la révolution hongroise.

En septembre 1957, le 6^e plan quinquennal en cours est officiellement abandonné, malgré une tentative de Pervoukhine de le renflouer.

Dans le domaine agricole, la crise persistante contraint Khrouchtchev à dissoudre, en février 1958, les stations de machines et de tracteurs, chargées jusqu'à ce jour de la conduite véritable des kolkhozes, et à vendre les machines à ces derniers, faisant ainsi une concession de principe aux paysans. Au plénum du comité central du mois de juin de la même année, la décision de supprimer les livraisons obligatoires à l'état par les kolkhozes est adoptée, après que, l'année d'avant, un arrêté ait mis fin aux livraisons obligatoires, par les kolkhoziens, de produits provenant de leurs parcelles individuelles.

L'ASCENSION DE KHROUCHTCHEV (suite)

Toutes ces mesures prises par la bureaucratie pour tenter de résoudre ses difficultés devaient s'accompagner d'une nouvelle ascension politique de Khrouchtchev, qui se mit à la tête du mouvement, et tira ainsi un profit personnel de la concentration du pouvoir réalisé par le parti.

En juin 1957, ses principaux concurrents se voyaient frapper de sanctions graves pour avoir créé un « groupe anti-parti » hostile à la politique du comité central. Malenkov, Molotov et Kaganovitch perdaient tous leurs postes et étaient exilés loin de Moscou avec Chepilov. En octobre de la même année, l'armée était écartée de la direction des affaires par l'exclusion de Joukov du comité central et son remplacement au poste de ministre de la défense de l'U.R.S.S. Enfin, le 27 mars 1958, Khrouchtchev marquait un nouveau pas décisif dans sa marche au pouvoir suprême en obtenant la démission de Boulganine, et en ravissant son poste de président du conseil des ministres, tout en restant premier secrétaire du parti, cumulant ainsi les deux fonctions politiques les plus éminentes. Mais, pour se maintenir en selle, Khrouchtchev est obligé de tenir compte de plus en plus des intérêts contradictoires exprimés — tant par les privilégiés du régime que par la classe ouvrière et la paysannerie kolkhoziennes.

A la population, il demande un chèque en blanc, en laissant espérer un développement prodigieux de l'économie de l'U.R.S.S. au cours du premier plan de sept ans (1959-1965) qui sera officiellement adopté par le XXI^e congrès après l'enterrement du dernier plan quinquennal. Il promet que l'U.R.S.S. rattrapera les U.S.A. dans les 10 à 15 prochaines années quant à la production par tête d'habitant.

Il est même obligé de reprendre et d'amplifier les déclarations de Malenkov en ce qui concerne le relèvement du niveau de vie des citoyens soviétiques, faisant miroiter l'abondance de produits alimentaires dans les prochaines années à venir. On est donc bien loin des affirmations sur la primauté de l'industrie lourde qui lui ont permis d'éliminer Malenkov en 1955.

Mais les contradictions fondamentales de la situation appelant sans cesse la surenchère, il jette sans répit dans le creuset de nouvelles réformes : celle de l'enseignement, du code pénal...

Pour mettre un terme à la puissance de la police d'état, il remplace son chef, le général Serov, par Chelepine, un homme politique, ancien dirigeant des Jeunesses Communistes, signifiant symboliquement par ce geste que la Sûreté est désormais sous le contrôle complet du parti. Il assure ainsi aux bureaucrates de tous les échelons qu'ils sont placés désormais à l'abri de tout acte arbitraire du pouvoir central, tout en neutralisant les masses travailleuses sensibles à de pareilles mesures.

Se déchargeant sur le « groupe anti-parti » de tous les échecs passés, il veut véritablement se présenter au XXI^e congrès comme le sauveur.

LE PARTI, EXPRESSION ACHEVÉE DE LA BUREAUCRATIE

Si l'on examine ainsi les événements écoulés depuis la mort de Staline, on constate qu'ils sont caractérisés avant tout par une évolution vers l'identification de plus en plus complète de la bureaucratie soviétique tout entière avec son appareil politique : le Parti Communiste.

Et cette évolution est tout à fait normale. La couche politique de l'aristocratie soviétique a beau être par excellence sa fraction parasitaire, elle est néanmoins l'expression achevée de la bureaucratie tout entière en temps que phénomène social.

Les cadres techniques de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, comme les chefs de l'armée, peuvent avoir des tendances qui leur sont propres. Ils peuvent se plaindre du contrôle politique toujours trop rigide à leur gré et opposer leur efficacité sociale au parasitisme des politiques. Ils ne peuvent pas, néanmoins, se hisser au-dessus de leurs positions de clan, aussi critiques qu'ils soient vis-à-vis du pouvoir central.

En d'autres termes, ils ne pourront jamais accéder à une politique autonome, car ils ont conscience, face à l'hostilité des masses soviétiques, qu'ils ne peuvent assurer leurs privilèges qu'en s'abritant derrière le parti en tant qu'organe d'oppression des couches laborieuses, derrière les spécialistes politiques de la bureaucratie, aussi parasites que ces derniers puissent paraître à leurs yeux, eux qui se considèrent comme les véritables « bâtisseurs du communisme ».

Khrouchtchev tient son succès de cette compréhension. Il ne se présente pas, en effet, sous les traits de l'arbitre qui se place au-dessus du parti, comme l'a fait Staline dans une période où la bureaucratie luttait âprement pour imposer sa domination, mais plutôt comme son représentant le plus autorisé. Dans cet esprit, on peut dire que, si le collège s'est renouvelé depuis cinq ans, la direction collégiale subsiste, si même, par ailleurs, la « direction collective », première formule, a voté en éclats.

Khrouchtchev personnifie par conséquent, aujourd'hui, la bureaucratie victorieuse, dans sa tentative de passer du terrorisme de Staline à un paternalisme éclairé, afin de mieux neutraliser les forces sociales qui menacent son existence.

C'est dans ce sens — et dans ce sens seulement — qu'il peut se présenter comme le sauveur.

DU XX^e au XXI^e CONGRÈS

Le XX^e congrès aura été celui de la tentative de la bureaucratie, couronnée d'ailleurs d'un succès momentané, d'asseoir et de normaliser sa suprématie dans le pays, en rompant avec les « excès du stalinisme », estimés inutiles et dangereux désormais, et en endiguant le flot revendicatif des masses travailleuses par une libéralisation préventive.

Le XXI^e congrès pourrait être celui de la recherche par le Kremlin d'une normalisation internationale de ses rapports avec l'impérialisme, en particulier dans le domaine des relations commerciales.

Il y a en effet une nécessité vitale pour les dirigeants de l'U.R.S.S. à ouvrir en grand leurs portes aux marchandises des pays capitalistes, incapables qu'ils sont de résoudre les problèmes économiques immenses qui les assaillent dans tous les domaines, principalement en ce qui concerne le développement de l'industrie légère et de l'agriculture.

Cela est d'autant plus crucial que les promesses faites par Khrouchtchev aux masses travailleuses, pour un relèvement rapide du niveau de vie de la population, ont été trop catégoriques pour que le risque soit couru de ne pas les tenir entièrement.

Le voyage actuel de Mikoyan aux U.S.A. n'est sûrement pas étranger à cette préoccupation essentielle.

C'est en tout cas une raison importante pour laquelle l'U.R.S.S. propose avec tant d'insistance une conférence au sommet.

E. BOIVIN.

Abonnez-vous à

" LA VÉRITÉ "

vous paierez moins cher et vous nous aiderez !

12 numéros : 1.000 frs

6 numéros : 500 frs

3 numéros : 325 frs

Étranger : 12 numéros 1.200 frs

Soutien : 1.500 et 2.000 frs

Paiement par mandat au

C.C.P. S.P.E.L. 6032-01 Paris

La réforme de l'enseignement en U.R.S.S.

A LA veille du 21^e Congrès du Parti Communiste, le Soviet Suprême de l'U.R.S.S. vient de décider une refonte complète de l'instruction, à la suite des propositions que Khrouchtchev a faites publiquement en septembre dernier.

Cette réforme revêt une extrême importance par sa portée essentiellement réactionnaire envers les couches laborieuses du pays, et nous éclaire sur la politique que la bureaucratie de l'U.R.S.S. poursuit depuis la mort de Staline en vue de maintenir sa domination sur les masses ouvrières et paysannes.

..

Il y a moins de deux ans, parlant sur le même thème à la tribune du 20^e congrès, le premier secrétaire du Parti concevait le développement de l'enseignement soviétique de la façon que voici :

« La situation de l'instruction publique est un indice éclatant de nos succès dans le domaine de la culture. En U.R.S.S. a été réalisé un enseignement général de 7 ans à la ville et à la campagne, et, dans les grandes villes, on a introduit, pour l'essentiel, l'instruction de dix ans. Le projet de directives pour le sixième plan quinquennal envisage la réalisation, pour l'essentiel, au cours des cinq années à venir, de l'instruction secondaire générale dans toutes les villes et localités rurales. C'est là une tâche des plus importantes. »

Aujourd'hui, la réalisation de cette tâche « des plus importantes » a été purement et simplement abandonnée ; il n'est plus question de permettre à tous les jeunes de poursuivre leurs études jusqu'à l'âge de 18 ans au moins, et de donner, par conséquent, à tous les citoyens soviétiques une culture générale du niveau du baccalauréat.

Objectif bien modeste, en réalité, pour un pays qui est au seuil de la société communiste, aux dires de ses dirigeants — mais progrès indéniable, néanmoins, si l'on se rappelle l'état arriéré dans lequel se trouvait la Russie il y a 40 ans, avec une population en majorité analphabète. Et cela dit sans soulever même le problème de la valeur humaine de l'enseignement prodigué, dont les bases restent scholastiques, formalistes, hypocrites et policières, et sur lesquelles nous nous proposons de nous expliquer ultérieurement.

..

Donc, dans la réforme votée par la dernière session du Soviet Suprême, le cycle de dix ans, qui n'a pas eu le temps de recevoir une application généralisée, est abandonné et remplacé par un cycle réduit à huit années.

Le programme lui-même est remanié au profit d'un enseignement professionnel et au détriment de la culture générale.

A la fin de cet « enseignement obligatoire pour tous », c'est-à-dire à l'âge de 15 à 16 ans, la majorité des jeunes recevra une formation professionnelle accélérée et sera investie ensuite dans la production.

Seuls des cours du soir permettront à ces jeunes travailleurs de poursuivre leurs études, dans les conditions difficiles que l'on peut penser. Mais les élèves qui auront été retenus par les conseils de professeurs à la fin du cycle

de huit ans pourront poursuivre leurs études à plein temps. De cette sélection effectuée par les conseils de professeurs, Khrouchtchev lui-même parle en ces termes :

« Il faut dire que les conditions privilégiées d'entrée dans les écoles supérieures, qui existaient jusqu'à ces derniers temps pour certains élèves qui terminaient leurs études avec la médaille d'or ou d'argent, compliquaient le problème. Car des pressions considérables étaient exercées sur les professeurs par certains parents d'élèves pour que leurs enfants reçoivent cette médaille. De plus, beaucoup d'injustice règne dans la sélection de la jeunesse et son inscription dans les établissements d'enseignement supérieur. Il y a bien des concours d'entrée, mais il faut avouer qu'il ne suffit pas de passer l'examen avec succès pour être inscrit. Là aussi, l'influence des parents est énorme. Aussi l'opinion la plus répandue parmi les jeunes qui aspirent à entrer dans les écoles supérieures est qu'après leur propre concours d'entrée commence le concours des parents qui, lui, est déterminant. »

Si Khrouchtchev reste intentionnellement dans des généralités, aussi révélatrices soient-elles, la presse soviétique est bien obligée, elle, de mettre les points sur les i.

C'est ainsi par exemple que la « Literatournaïa Gazeta » du 18 août 1957 nous apprend que certains professeurs acceptent des pots-de-vin pour faire admettre des élèves dans des établissements d'enseignement supérieur. Cela devient même une profession lucrative. D'après ce journal, un nommé Sapojnikov se fait payer de grosses sommes d'argent pour obtenir l'inscription d'étudiants dans l'enseignement supérieur. Onze mille roubles ont été versés par les parents d'une jeune fille de Lvov pour la faire entrer au Conservatoire. Faux documents et pots-de-vin permettent à des jeunes gens d'entrer à l'institut des transports.

Effectivement, le scandale est si répandu que, toujours d'après le même journal, la chose apparaît comme toute naturelle aux juges eux-mêmes :

« Le tribunal régional de Kiev s'est montré étonnamment pusillanime. Karpatski, qui a reconnu avoir touché un pot-de-vin, n'a été interrogé que comme témoin. Kirilov, qui a reçu 5.000 roubles, a prétendu que c'est sa mère et non lui-même qui les a perçus, et il a été acquitté. Saparojnikov n'a été condamné qu'à deux ans de prison. Sandler, le père de la jeune fille, dont la faute a été prouvée, a été condamné à un an de travail à l'endroit même de son travail habituel, ce qui signifie, en fait, 25 % de retenue sur son salaire pendant un an. »

..

Par conséquent, la situation est claire. Les enfants des milieux modestes, mis à part les sujets particulièrement brillants et ayant attiré l'attention sur eux, sont les victimes prédestinées de la sélection faite au sortir du cycle d'enseignement secondaire, et qui est largement déterminée par la position sociale des parents.

L'allongement à dix ans du cycle d'études augmentait les chances qu'avaient ces élèves, fils et filles d'ouvriers ou de paysans, de rompre le barrage odieux du favoritisme à la faveur d'un relèvement général du niveau culturel de la population.

Sa réduction rejette inexorablement la grande majorité

d'entre eux vers des métiers d'exécution. Quant aux fils des privilégiés du régime, ils pourront, plus que jamais, échapper à l'usine ou aux champs grâce à la pression persuasive de leurs parents sur les professeurs, et poursuivre leurs études à plein temps dans la paix matérielle, quand ce n'est pas dans une oisiveté dorée.

**

Depuis quelques années, un esprit extrêmement dangereux aux yeux de la bureaucratie se manifestait dans la jeunesse soviétique. Khrouchtchev le révèle sans ambages :

« Les jeunes gens et les jeunes filles terminant leurs études secondaires considèrent comme un droit de poursuivre leurs études dans un établissement d'enseignement supérieur et, à l'extrême limite, dans une école secondaire spéciale. Une partie des élèves va travailler dans les usines, les kolkhozes ou les sovkhoses, mais à contre-cœur, et certains, parmi eux, considèrent même cela comme humiliant. Cette attitude incorrecte envers le travail manuel se manifeste également dans les familles.

« Si un jeune homme ou une jeune fille n'étudie pas bien, ses parents et son entourage font peur à l'enfant en lui disant que, s'il ne travaille pas bien, il n'aura pas de médaille, ne pourra pas entrer dans un établissement d'enseignement supérieur, et sera obligé d'aller travailler à l'usine en qualité de simple ouvrier. Le travail manuel devient ainsi un épouvantail pour les enfants. »

Khrouchtchev met cet état d'esprit sur le compte des survivances du passé et propose de « *refondre complètement le système d'éducation des jeunes générations à l'école* ».

Pourtaut, pour un personnage qui se proclame à toute occasion marxiste-léniniste, le problème devrait être simple. La mentalité des êtres humains étant conditionnée par le milieu social dans lequel ils vivent, il est normal que, dans un pays où le plus petit bureaucrate gagne plus qu'un ouvrier qualifié, une partie de la jeunesse se détourne des métiers manuels et aspire à entrer dans cette grande armée de privilégiés qu'est la bureaucratie, afin de participer, même modestement, aux avantages matériels énormes que celle-ci s'attribue au détriment des couches travailleuses.

En réalité, Khrouchtchev, le meilleur fils de cette bureaucratie, ne pouvait pas donner d'explication sérieuse de ce phénomène social sans condamner la caste qu'il représente. Aussi tombe-t-il dans l'idéalisme le plus plat, qui est le comportement idéologique traditionnel d'auto-défense de tout groupe social privilégié, pour justifier l'utilité de son existence.

**

Car enfin, une première question devrait se poser au « marxiste » Khrouchtchev : si la perspective du travail à l'usine est un épouvantail pour les enfants, cela tient-il à la mauvaise mentalité des parents, ou bien à ce qu'est, en réalité, ce travail ? A ce que les usines sont restées en U.R.S.S., encore aujourd'hui, comme elles le sont dans les pays capitalistes, des « bagnes industriels », à ce que le travail de l'ouvrier y demeure à la fois le plus pénible et le plus mal rétribué, tandis que l'ingénieur, le directeur, le fonctionnaire de l'état ou du parti jouit de privilèges exorbitants ? Baptiser une telle société du nom de « socialiste », c'est vouloir discréditer l'idée même du socialisme dans l'esprit des masses travailleuses.

Le socialisme se donne pour objectif ultime l'abolition de toute division du travail, y compris la plus ancienne,

celle entre le travail manuel des « dirigés » et le travail intellectuel des « dirigeants ». Cet objectif, certes, ne pourra être atteint que sur la base d'un niveau extrêmement élevé des forces productives, totalement irréalisable à l'intérieur des frontières d'un pays ou d'un groupe de pays isolé. Ce que, par contre, peut et doit se fixer pour tâche, dès le lendemain de la révolution sociale, le nouveau régime, quelle que soit son extension géographique, c'est, tout d'abord, une chasse impitoyable au parasitisme social, à la prolifération, sous le prétexte de « travail intellectuel » ou « qualifié », de privilèges sans la moindre nécessité économique. Ce que cela signifie, pour la société dans son ensemble, Lénine l'a défini dans ces termes :

« Toute l'économie nationale organisée... de façon que les techniciens, les surveillants, les comptables, comme TOUS les fonctionnaires, reçoivent un traitement qui n'excède pas le salaire d'un ouvrier, sous le contrôle et la direction du prolétariat armé. Tel est notre but immédiat. Voilà la base économique de l'état qu'il nous faut. »

Cela signifie en même temps que l'état ouvrier, au lieu d'entreprendre, à l'instar de Khrouchtchev et des apologistes les plus vulgaires du capital, au premier rang desquels, bien entendu, l'église de Rome, la « réhabilitation » du travail manuel, d'en prêcher la « noblesse » et la « sainteté », s'emploiera, dès sa constitution, à abolir les aspects les plus nocifs, pour le travailleur lui-même, du travail à l'usine — aspects auxquels le bureaucrate n'est pas moins indifférent que le bourgeois.

Cela signifie enfin, dans le domaine plus particulier qui nous occupe ici, que l'état ouvrier doit réaliser immédiatement l'égalité des chances au départ de tous les enfants, indépendamment des moyens de leurs parents. Tous doivent recevoir une éducation polytechnique, à la fois théorique et pratique, en liaison étroite avec la production, de nature à les préparer à exercer les emplois les plus variés dans une économie au rythme de développement extrêmement rapide ; et si une sélection doit encore s'opérer, en fonction du degré de division du travail (déjà beaucoup plus restreint, dès le début, qu'en régime capitaliste) qui demeure nécessaire, elle doit être opérée en fonction des seules aptitudes.

Ces mesures exigent, pour leur réalisation, le « *contrôle et la direction du prolétariat armé* » dans tous les aspects de la vie sociale, la démocratie socialiste en marche. Comme les privilèges de la bureaucratie sont inséparables de son pouvoir politique, leur abolition est inséparable de l'anéantissement de ce pouvoir, de la restauration de la démocratie prolétarienne.

**

La réforme de l'enseignement adoptée prend ainsi tout son sens. Il ne s'agit pas pour les dirigeants, malgré leurs proclamations, de faire accéder l'ensemble de la population à toujours plus de culture, mais de maintenir un système social particulier dans lequel une couche privilégiée s'efforce, non seulement de conserver d'abord et d'accroître ensuite ses privilèges, mais de transmettre ses charges et ses honneurs à ses héritiers.

Pour cela, il faut un enseignement particulier par lequel la bureaucratie sera assurée de disposer d'une armée de travailleurs qui, eux, devront se contenter d'une instruction élémentaire axée dès le début sur la formation professionnelle, pendant que l'enseignement supérieur sera réservé principalement aux enfants des privilégiés du régime.

Comme la bureaucratie a un goût inné pour l'ordre — son ordre à elle bien entendu — tout le monde sera à sa place : le fils d'ouvrier à l'usine, le fils du kolkhozien aux champs, et le fils du bureaucrate à un poste de bureaucrate.

En établissant le cycle de huit ans, les dirigeants du Kremlin pensent ainsi mettre fin, et à la pénurie de main-d'œuvre, et à l'état d'esprit inquiétant pour eux qu'ils décèlent dans la jeunesse soviétique.

L'appareil bureaucratique a pris un développement d'une telle ampleur dans tout le pays que la bureaucratie ne peut plus admettre sa prolifération sans se condamner elle-même. Or, dispenser une culture générale à la jeunesse sans lui donner la possibilité d'accéder aux postes de direction, c'est risquer à coup sûr de dériver son ardeur vers une attitude d'hostilité à l'ordre établi. A cette jeunesse avide, prête à rejoindre les masses travailleuses dans leur opposition aux bureaucrates si une place ne lui est pas donnée au soleil, la bureaucratie répond par une limitation de son enseignement : « Toi, Gricha, fils du fraiseur Ivanov, tu iras à l'usine comme ton père ; et si, néanmoins, tu aspires à prendre du galon, tu iras à l'école du soir suivre

un enseignement professionnel après ta journée de travail. Avec beaucoup de peine et de patience, tu finiras peut-être par accéder à un poste technique. Nous avons de grands besoins dans ce domaine. Mais ne compte pas accéder aux postes enviés de responsables politico-administratifs ou de gestion. Nous les réservons aux nôtres, à nos fils. »

* *

Lorsque, dans un avenir historiquement très proche, les masses travailleuses de l'U.R.S.S. détruiront le régime bureaucratique d'oppression par une révolution politique, et rétabliront la démocratie soviétique par le triomphe des conseils ouvriers et paysans, une de leurs premières tâches sera de mettre un terme à l'instruction réactionnaire prodiguée par la bureaucratie, et de lui substituer un enseignement qui n'aura désormais pour but que l'épanouissement des hommes dans une société libérée de toute forme d'oppression, et, partant, humaine.

E. B.

COMPROMIS et PRINCIPES

« **Q**UAND la courbe politique descend, la bêtise s'installe dans la pensée sociale... », remarquait Léon Trotsky après la défaite de la Révolution Russe de 1905. Aujourd'hui encore, on peut — hélas ! — vérifier la justesse de ce mot. L'offensive réactionnaire s'accompagne, dans les rangs mêmes du mouvement ouvrier, d'une déban-

dade idéologique. Les « novateurs » ne manquent pas, mais leurs prétendues trouvailles n'apportent rien de nouveau, et il suffit de soumettre à l'analyse leur prose pour se rendre compte que, derrière sa prétention, s'abrite le plus souvent un abandon de la lutte révolutionnaire, ce qui, convenons-en, n'est guère original.

Sous prétexte de « dépasser » le marxisme, de le « rénover » ou tout simplement de le « repenser », le révisionnisme se manifeste sur tous les terrains. Dans le domaine de la théorie, il a choisi de fuir dans la sociologie, escamotant la lutte réelle au profit d'abstractions prétendument concrètes (1). Dans le domaine de la stratégie et de la tactique, il dirige ses feux contre les dogmatiques impénitents qui demeurent attachés à des principes caducs. Il insiste sur la nécessité de faire des compromis nécessaires, d'envisager avec audace des alliances avec les fractions « libérales », « progressives » ou « modernes » du capitalisme français.

Les spécialistes de ce genre d'affirma-

tions se recrutent dans les sommets de l'Union de la Gauche Socialiste, et dans ces milieux intellectuels qui prétendent former les « oppositions communistes ». C'est en effet un trait de cette offensive sournoise contre le marxisme que d'être menée, pour l'essentiel, non par ceux à qui, en définitive, elle profite — les appareils — mais par de bénévoles francs-tireurs de « gauche » qui, s'ils émettent des critiques à l'égard du stalinisme, n'ont jamais voulu rompre avec lui. Le discrédit des appareils est tel qu'ils ne peuvent plus sérieusement se défendre dans le domaine des idées, aussi est-ce par ces éléments que passe aujourd'hui la lutte contre les conceptions révolutionnaires au sein de l'avant-garde. C'est pourquoi nous devons donner à certaines productions pseudo-théoriques une importance que, certes, elles ne méritent pas par leurs qualités propres...

PRINCIPES ET COMPROMIS

Il est fait beaucoup de bruit, disions-nous, sur la nécessité de ne pas demeurer figé sur de « vieux » principes, de manifester de l'audace dans l'art du

compromis. On peut d'abord remarquer qu'on ne saurait prétendre que le mouvement ouvrier ait, ces dernières années, souffert d'être dirigé par des gens trop fidèles à la lettre — et encore moins à l'esprit — du marxisme. Ceux qui l'ont conduit à la défaite avaient l'esprit plutôt large, ils avaient renié le marxisme, ses principes, et sa pratique ! N'empêche : acceptons la discussion et, pour ce faire, commençons par le commencement. Quels sont les principes sur lesquels des militants se réclamant du marxisme fondent leur activité ? Qu'est-ce d'ailleurs qu'un « principe » pour un marxiste ?

Il paraît nécessaire de rappeler que, pour le marxisme, il ne saurait y avoir un code de principes figés auquel, en tous lieux et en tous temps, on puisse se référer. Les principes ne sont pas des impératifs a priori, mais des généralisations basées sur la connaissance scientifique de la société et sur l'expérience accumulée de la lutte de classes. C'est dire qu'ils ne sont valables que pour la période de la lutte de classes qui les a engendrés ; et non pour l'éternité des temps.

(1) Il ne s'agit pas naturellement de contester l'intérêt qu'il y a à étudier la dynamique sociale, il s'agit de dénoncer ceux qui cherchent dans de nouvelles « structures » de la classe ouvrière, de nouvelles « formes du capitalisme », etc., les explications des événements de mai 1958, ce qui leur évite de s'interroger sur les responsabilités des directions de la classe ouvrière, en mettant la défaite au compte d'une vague fatalité sociologique.

Le seul principe intangible du marxisme, c'est celui de la lutte de classes, et plus précisément, à l'époque capitaliste, de la lutte entre les deux classes décisives de cette société, la bourgeoisie et le prolétariat, du sens et de la portée de cette lutte. Comme Marx l'expliquait lui-même, son mérite n'a pas été d'avoir « découvert l'existence des classes dans la société moderne, ni celui d'avoir découvert leur lutte... Ce que j'ai fait de nouveau consiste dans la démonstration suivante : 1° l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines luttes définies, historiques, liées au développement de la production ; 2° la lutte de classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3° cette dictature elle-même constitue seulement la période de transition vers la suppression de toutes les classes et vers la société sans classes. » (Lettre à J. Weidmeyer du 5 mars 1852.)

La lutte des classes est un phénomène objectif en ce sens que si aucun de ses participants n'en avait conscience, elle se poursuivrait quand même. Mais la lutte des classes n'est pas une abstraction, elle se fait à travers la lutte des hommes et la conscience est un de ses éléments, qui peut parfois être décisif. C'est dire que la fidélité à ce principe intangible de la lutte des classes, ce n'est pas sa simple reconnaissance, c'est la volonté de participer à la lutte pour lui donner une issue révolutionnaire, c'est le combat politique à partir de ce principe.

UN EXEMPLE : LE MARXISME ET LES GUERRES

Pour le reste, les positions, même les plus générales, se modifient lorsque la situation se modifie. Par exemple, au début de la guerre franco-allemande de 1870, Marx et Engels condamnaient l'agression de Napoléon III, qui, si elle avait été victorieuse, eut entravé l'unification nationale de l'Allemagne. Au contraire, leur attitude changea du tout au tout à partir du 4 septembre 1870, de la proclamation de la République en France, lorsque la guerre devint, de la part de Bismarck, une simple guerre d'annexions et de pillage, ne se justifiant plus par la défense d'objectifs historiquement progressifs.

On sait qu'avec l'apparition de l'impérialisme, c'est-à-dire à l'époque de la décadence et du pourrissement du capitalisme, les marxistes jugeront les guerres en fonction de cette nouvelle situation globale. Toute guerre entre les états capitalistes, de quelque masque qu'elle voile ses buts (défense de l'indépendance nationale ou de la démocratie) n'est qu'une guerre pour le repartage du monde en fonction des intérêts du capital financier. Le renversement de la dictature de l'impérialisme reste la tâche des révolutionnaires, celle de la classe ouvrière en temps de guerre comme en temps de paix. C'est là devenu un principe, principe à partir duquel s'est construite la Troisième Internationale, à partir duquel, au cours de la seconde guerre mondiale, les internationalistes se sont

séparés de toutes les tendances qui se rattachent, au nom de la lutte « contre le fascisme », sous le drapeau de leurs impérialismes.

Ce principe n'est pas le fruit d'une dénonciation morale des carnages barbares perpétrés par l'impérialisme, ni d'une indignation, d'ailleurs parfaitement fondée. Il représente simplement l'application de la méthode marxiste au phénomène de la guerre. La définition du caractère historique des guerres à l'époque impérialiste est basée sur l'analyse scientifique des conditions sociales et politiques qui les ont précédées et engendrées.

Et pourtant ce principe n'est nullement un dogme, un substitut à l'analyse particulière de chaque guerre. L'époque de l'impérialisme est justement celle où, du fait du développement du colonialisme et de la lutte d'émancipation des peuples coloniaux, les guerres nationales se multiplient, celles qui sont menées par les nations opprimées contre leurs oppresseurs. Ces guerres ne sont pas un aspect des luttes inter-impérialistes, puisqu'elles sont dirigées contre l'impérialisme.

Elles sont progressives à deux titres. Leur objectif — l'indépendance nationale — est un de ceux que les masses des pays coloniaux doivent atteindre dans leur marche vers l'émancipation sociale. Elles portent des coups mortels au système impérialiste, à l'échelle internationale. Aussi, doivent-elles bénéficier du soutien des travailleurs des pays avancés comme des révolutionnaires des pays coloniaux.

LES CRITÈRES D'UNE POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

La politique que le marxisme fournit au mouvement ouvrier ne consiste donc pas à jongler avec des « principes » établis en dehors de la lutte et de l'analyse de la réalité. Le fil conducteur de l'activité révolutionnaire c'est, à chaque moment, les intérêts et les besoins du prolétariat, nationalement et internationalement. C'est en fonction de son combat contre le capitalisme, en fonction de la lutte pour le socialisme que s'ordonnent les prises de position d'un courant révolutionnaire.

La lutte de classes ne se déroule pas selon une ligne toujours montante. Il y a des victoires, mais il y a aussi des défaites. Des moments où il faut passer à l'offensive, d'autres, au contraire, où il faut savoir organiser la retraite. Il serait vain et enfantin de vouloir s'interdire une fois pour toutes les « compromis ».

Dans le cours de la lutte de classes, on ne saurait pas plus opposer compromis à principes que l'on ne peut opposer les moyens à la fin.

Les moyens sont toujours subordonnés à la fin que l'on veut atteindre : pour obtenir du froment, c'est un grain de froment qu'il faut semer. Si la fin, c'est le renversement du régime capitaliste, l'instauration du socialisme, on ne peut, pour y parvenir, employer des moyens

qui s'opposent à ce qui rend possible le socialisme : l'indépendance du mouvement ouvrier, l'élevation de la conscience de classe, l'éducation révolutionnaire des plus larges masses, l'unité et la combativité des travailleurs. De même, les compromis se subordonnent aux principes, c'est-à-dire qu'imposés par les circonstances de la lutte, ils ne sont admissibles par des révolutionnaires que pour autant qu'ils ne s'opposent pas aux buts poursuivis, c'est-à-dire qu'ils n'entraînent pas la classe ouvrière sur le terrain de la collaboration de classes.

Dans « Le Programme de Transition » de 1938, le document sur lequel fut fondée la Quatrième Internationale, Léon Trotsky écrivait ces quelques lignes qui résument admirablement la question :

« Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale suprême est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, la confiance en leurs forces, leurs dispositions à se sacrifier dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a substitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution.

Regarder face à face la réalité ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être fidèle dans les petites choses comme dans les grandes ; oser quand vient l'heure de l'action : telles sont les règles de la IV^e Internationale. »

LÉNINE ET LES COMPROMIS

Lénine, dont la vie et l'œuvre témoignent assez de son intransigeance révolutionnaire, s'est fort clairement exprimé sur la question des compromis. Répondant à ceux qui disaient « Jamais de compromis », et défendant la politique de bolcheviks à Brest-Litovsk, il écrivait en 1920 :

« Imaginez-vous que votre automobile soit arrêtée par des bandits armés. Vous leur donnez votre argent, votre passeport, votre revolver, votre auto. Vous vous débarrassez ainsi de l'agréable voisinage des bandits. C'est là un compromis, à n'en pas douter. Je te donne mon argent, mes armes, mon auto pour que tu me donnes la possibilité de me retirer sain et sauf. Mais on trouverait difficilement un homme, à moins qu'il ne soit devenu fou, pour déclarer pareil compromis « inadmissible en principe », ou pour dénoncer celui qui l'a conclu comme complice des bandits (encore que les bandits, maîtres de l'auto, aient pu

s'en servir, ainsi que des armes, pour de nouveaux brigandages). Notre compromis avec les brigands de l'impérialisme allemand a été analogue à celui-là... La conclusion est claire: rejeter les compromis "en principe", nier la légitimité des compromis en général, quels qu'ils soient, c'est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux. L'homme politique désireux d'être utile au prolétariat révolutionnaire doit savoir discerner les cas concrets où les compromis sont inadmissibles, où ils expriment l'opportunisme et la trahison, et diriger contre ces compromis concrets tout le tranchant de sa critique, les dénoncer implacablement, leur déclarer une guerre irréconciliable... Il y a compromis et compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. Il faut apprendre à distinguer entre l'homme qui a donné aux bandits de l'argent et des armes pour diminuer le mal causé par ces bandits et faciliter leur capture et leur exécution, et l'homme qui donne aux bandits de l'argent et des armes afin de participer au partage de leur butin. En politique, la chose est loin d'être aussi facile que dans mon exemple d'une simplicité enfantine. Mais celui qui voudrait imaginer pour les ouvriers une recette offrant d'avance des solutions toutes prêtes pour toutes les circonstances de la vie, ou qui assurerait que dans la politique du prolétariat révolutionnaire il ne se rencontrera jamais de difficulté ni de situation embrouillée, celui-là ne serait qu'un charlatan.

Pour ne laisser place à aucune interprétation fautive, j'essaierai d'esquisser, ne fût-ce que très brièvement, quelques principes fondamentaux pouvant servir à l'analyse des cas concrets de compromis.

Le parti qui a conclu avec les impérialistes allemands un compromis en signant la paix de Brest-Litovsk avait commencé à élaborer pratiquement son internationalisme dès la fin de 1914. Il n'avait pas craint de préconiser la défaite de la monarchie tsariste et de stigmatiser la « défense de la patrie » dans une guerre entre deux repaces impérialistes. Les députés de ce parti au parlement prirent le chemin de la Sibérie et non pas celui qui conduit aux portefeuilles ministériels dans un gouvernement bourgeois. La révolution qui a renversé le tsarisme et créé la république démocratique a été pour ce parti une nouvelle et grande épreuve, il n'a accepté aucune entente avec « ses » impérialistes, tout au contraire, il a préparé leur renversement et les a renversés. Une fois maître du pouvoir politique, ce parti n'a laissé pierre sur pierre, ni de la grande propriété foncière, ni de la propriété capitaliste. Après avoir publié et annulé les traités secrets des impérialistes, ce parti a proposé la paix à tous les peuples, et n'a cédé à la violence des rapaces de Brest-Litovsk qu'après que les impérialistes anglo-français eurent

torpillé la paix et que les bolchéviques eurent fait tout ce qui était humainement possible pour hâter la révolution en Allemagne et dans les autres pays. La parfaite justesse d'un tel compromis, conclu par un tel parti, dans une telle situation, devient chaque jour plus claire et plus évidente pour tous.

Les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires de Russie (comme d'ailleurs tous les chefs de la 11^e Internationale dans le monde entier en 1914-1920) avaient commencé par trahir, en justifiant directement ou indirectement la « défense de la patrie », c'est-à-dire la défense de leur bourgeoisie spoliatrice. Ils ont persisté dans leur trahison en se coalisant avec la bourgeoisie de leur pays, et en luttant aux côtés de leur bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire de leur propre pays. Leur bloc, d'abord avec Kérénski et les cadets, puis avec Koltchak et Dénikine en Russie, de même que le bloc de leurs coreligionnaires étrangers avec la bourgeoisie de leurs pays respectifs, marqua leur passage aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Leur compromis avec les bandits de l'impérialisme a consisté, du commencement à la fin, à se faire les complices du banditisme impérialiste. »

{La Maladie Infantile du Communisme.}

DES « COMPROMIS » CONDAMNABLES...

La nécessité de faire des compromis n'a, on le voit, jamais été niée par les révolutionnaires. Si l'on insiste tant aujourd'hui sur cette question, c'est qu'il ne s'agit pas de n'importe quels compromis que l'on cherche à proposer. Il s'agit, en fait, au nom d'une tactique habile, d'imposer à nouveau la collaboration de classes, au nom de la « défense de la démocratie ». Il s'agit de compromis condamnables parce qu'ils tendent à subordonner le mouvement ouvrier à ses alliés bourgeois, parce que leur logique conduit, en fait, à passer sur le terrain de l'adversaire.

On se récriera sans doute, mais les idées politiques finissent toujours par se traduire en actes, en prises de position. Nos « novateurs » ont déjà eu l'occasion d'appliquer leur science du compromis. Voyons-les à l'œuvre.

On se souvient qu'au mois d'octobre dernier, le général de Gaulle envoya au général Salan des instructions par lesquelles il lui enjoignait de quitter et de faire quitter à ses officiers les Comités de Salut Public, ainsi que d'entreprendre la préparation d'élections « véritablement » démocratiques.

L'euphorie fut alors à son comble dans tout ce qu'on appelle « la gauche ». Après le discours de Constantine, comprises dans une perspective de négociation, les instructions remplissaient de joie toutes les variétés de libéraux. Ainsi, Pierre Mendès-France s'écriait: « ... les intentions qui apparaissent, les décisions

de principe annoncées, vont dans le bon sens, je n'hésite pas à le dire. Que ces intentions soient loyalement mises en œuvre, que des actes concrets et indiscutables suivent, et une voie peut s'ouvrir vers la détente et la paix. » Et Charles Hernu ajoutait: « Une chance de paix apparaît à l'horizon: les forces démocratiques, me semble-t-il, ne doivent rien faire qui puisse la compromettre. »

Réactions bien naturelles d'ailleurs de la part d'hommes politiques de la bourgeoisie, partisans d'un certain règlement en Algérie (à leur avis le mieux adapté pour conserver l'essentiel). On ne peut même que les féliciter de leur honnêteté à approuver une politique qu'ils préconisaient, lorsque d'autres qu'eux tendent à l'appliquer.

Ce qui est par contre plus curieux, du moins en apparence, c'est que, du côté du mouvement ouvrier, de ceux qui se réclament du prolétariat et du socialisme, les réactions aient été identiques. Léon Feix, dans « L'Humanité », écrivait que ces instructions « répondent aux vœux de tous les Français ». L'Union de la Gauche Socialiste, de son côté, déclarait que les « hommes qui luttent depuis quatre ans pour tenter d'arrêter la guerre d'Algérie ne peuvent que se réjouir de voir qu'une rupture est intervenue au sein de la coalition qui a réalisé le coup de force du 13 mai ». Des « personnalités progressistes », dont Emmanuel d'Astier et Pierre Lebrun, affirmaient « qu'il y a une chance. Il faut la saisir ». Enfin, parlant des élections en Algérie, le Parti Socialiste Autonome déclarait « vouloir concourir à ce qui peut être — dans la mesure où les intentions du général de Gaulle seront traduites par les faits — l'annonce d'une solution démocratique, exclusive des méthodes de force, du drame algérien ».

Compromis, expliquait-on, compromis nécessaire et inévitable. Il faut mettre en avant la meilleure (ou la moins mauvaise) solution possible dans le cadre de la situation actuelle, celle que propose de Gaulle.

On sait comment se sont finalement déroulées les élections en Algérie, et comment se sont closes les offres faites aux « rebelles » de leur donner « l'aman ». Les chantages lyriques des mesures historiques du général en ont été pour leur courte honte. Mais de Gaulle eût-il réussi (ou réussira-t-il) à aller plus loin qu'au regard d'une politique révolutionnaire ils eussent eu (ou ils auront) tout aussi tort.

Se proposer comme tâche de faire pression pour que soient mises en exécution les instructions du général de Gaulle, considérer qu'elles constituaient un « premier pas » qu'il fallait critiquer seulement parce qu'on le jugeait insuffisant en espérant ainsi en provoquer un second, cette politique tendait à placer ses tenants sur le terrain du général de Gaulle. Elle interdisait toute critique radicale de son action et si elle avait été poursuivie elle conduisait ses défenseurs à n'être que la fraction d'extrême-gauche de « l'opposition constructive ».

Ce n'est d'ailleurs pas d'hier que toute une série de progressistes se refusent à poser la question algérienne sur le terrain des principes, recherchant un aménagement qui soit acceptable pour « la France », c'est-à-dire qui ménage les intérêts de leur impérialisme. Les suivre, c'est s'acheminer vers des compromis qui n'en sont pas, puisqu'ils sont purement et simplement le passage sur le terrain de l'adversaire. Les suivre, c'est préparer, non plus seulement sur la question algérienne, mais sur toutes les questions importantes, la capitulation et la liquidation. Puisse l'épisode des instructions à Salan servir de leçon aux réalistes à courte vue ! A ceux, en tout cas, qui veulent encore apprendre des faits.

ORGANISER LA RÉSISTANCE A L'ÉTAT FORT

Un autre domaine où la confusion est à son comble, c'est celui de la résistance à l'« état fort », de la défense des libertés démocratiques. Il va de soi que ces tâches sont les tâches essentielles de l'heure. Il est évident aussi que cette lutte défensive engagée dans des conditions extrêmement défavorables ne va pas sans compromis.

Les révolutionnaires n'ont cessé de dénoncer la politique des directions du mouvement ouvrier, montrant que cette politique qui obéissait à des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière conduisait fatalement à la défaite. Aujourd'hui, devant l'offensive réactionnaire dont le but ultime est la désorganisation du mouvement ouvrier, les révolutionnaires appellent à défendre, contre toute attaque de l'ennemi de classe, les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière avec leurs dirigeants actuels. Préserver le mouvement ouvrier organisé, c'est-à-dire assurer aux travailleurs des cadres dans lesquels puisse se matérialiser leur expérience et s'affirmer leur combat est primordial. Pour que, demain, les travailleurs puissent reprendre la lutte, passer à la contre-offensive, pour qu'aujourd'hui ils puissent défendre leur niveau de vie, ils ont besoin de leurs organisations. Inversement, le rêve de la bourgeoisie, c'est d'avoir devant elle une classe ouvrière atomisée, sans représentation légale, qui ne s'affirme pas comme classe particulière de la société à travers des organisations particulières.

Aussi les révolutionnaires mettent-ils en avant, aujourd'hui, la nécessité de l'unité d'action, au sommet comme à la base, entre toutes les organisations ouvrières, en même temps qu'ils soutiennent toutes les initiatives, toutes les actions menées pour la défense du mouvement ouvrier, quels qu'en soient les auteurs. C'est là un compromis qui part du fait que la majorité des travailleurs organisés suit encore aujourd'hui les directions officielles du mouvement ouvrier, et qu'on ne saurait donc organiser la résistance, à l'étape actuelle, par dessus ces directions. Cette politique de Front Unique est effectivement une politique de compromis, comme l'est toute politique de Front Unique, puisque, reconnaissant la main-

mise sur la classe ouvrière de directions dont on pense qu'elles sont absolument condamnables, on accepte néanmoins, à partir du rapport de forces existant, des accords avec elles. L'attitude de l'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky était de même nature. Lorsque, à partir de 1921, elle proposa à la social-démocratie le front unique, ce n'est pas qu'elle cherchait à diminuer ce qui la séparait du réformisme, ni à mettre en doute le bien-fondé de son existence. Elle constatait simplement le fait que la majorité de la classe ouvrière ne s'était pas rangée sous le drapeau de la révolution, que les masses restaient attachées aux vieilles directions, et que leur conquête au communisme ne pouvait se faire que dans et par la lutte.

Répétons-le : devant les menaces qui pèsent sur les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, le devoir de tout militant responsable est de considérer leur défense comme une tâche primordiale. Mais cette défense n'exclut nullement la critique des dirigeants de ces organisations. Il faut aussi répéter que c'est à cause de leur politique que nous en sommes là, que la défaite sans combat du 1^{er} juin 1958 a été préparée par des années de trahison, par l'abandon de la lutte de classes. Il faut tirer le bilan complet de la faillite des « grands partis » traditionnels et de leurs « grands chefs ». Dans les luttes défensives d'aujourd'hui, ce sont les combats de demain qu'il faut préparer. Il faut établir les responsabilités des uns et des autres pour que, lors de la prochaine vague, les travailleurs ne fassent plus confiance qu'à eux-mêmes, ne s'arrêtent qu'à des solutions révolutionnaires.

Les révolutionnaires sont prêts à soutenir, sans aucune condition, les dirigeants, même les plus réactionnaires, d'un syndicat, pour autant qu'ils résistent à l'« état fort », qu'ils veulent préserver ce syndicat de l'intégration à l'état ou de la destruction. Pour assurer cette défense, les révolutionnaires ont leurs propres méthodes qu'ils proposeront — sans d'ailleurs pour cela subordonner leur participation à l'acceptation de ces méthodes — et, de plus, en aucun cas, cette défense ne les fera renoncer à leur critique de la politique réformiste ou stalinienne, à l'affirmation de leurs positions et de leurs solutions.

DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES... OU DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE ?

Préserver le mouvement ouvrier signifie aussi défendre les libertés démocratiques, c'est-à-dire l'ensemble des libertés qui permettent, au sein de la société capitaliste, au mouvement ouvrier de s'organiser : liberté de presse, de réunion, d'association, de manifestation, droit de grève, etc. Ces libertés nécessaires à la classe ouvrière, il faut les défendre, et avec tous ceux qui sont prêts à le faire, y compris avec des éléments bourgeois. Par exemple, si, demain, un meeting se tenait pour défendre la liberté de la presse, il serait parfaitement normal et

même souhaitable qu'aux côtés des représentants de la presse ouvrière, parle, par exemple, l'un des rédacteurs de « l'Express ». Mais, en aucun cas, la défense des libertés démocratiques ne doit se transformer en défense de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme. Ce n'est pas là une formule creuse, un jeu de mots ou une subtilité. Les libertés démocratiques sont un ensemble de droits nécessaires à la classe ouvrière ; la démocratie bourgeoise est l'une des formes de domination du capital. La défendre en tant que telle, en faire l'idéal vers lequel il faudrait retourner, c'est se placer sur le terrain de la bourgeoisie.

Cette question a plus d'importance qu'il n'y paraît, puisque c'est à partir de cette équivoque que le P.C.F. cherche à justifier sa politique dans les journées de mai. C'est aussi cette même équivoque qui pèse aujourd'hui sur une série d'éléments qui ont rompu avec le P.C. ou avec le P.S., et qui entrave la construction d'un parti ouvrier, opposé à l'« état fort » et indépendant du stalinisme. Cette confusion se manifeste dans ce cartel entre formations (ou plus exactement hommes politiques) bourgeois et organisations se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme (P.S.A., U.G.S.) qu'est l'Union des Forces Démocratiques. Répétons-le, nous ne nous opposons nullement à des accords précis, circonstanciés, sur des points d'action, entre une organisation ouvrière et des éléments bourgeois. Il est arrivé aux bolchéviks russes de passer des accords d'ordre pratique avec des formations bourgeoises, pour l'organisation d'une manifestation de rues, par exemple, ou pour le transport en commun de matériel antistariste. Il n'y a jamais eu — y compris à l'époque où toute une partie de la bourgeoisie russe esquissait une lutte contre l'autocratie — de bloc électoral avec les partis de la bourgeoisie.

Ce qui nous paraît incompatible avec une politique correcte, c'est la constitution d'un Cartel permanent qui met en avant son propre programme. Programme qui, fatalement, est un programme de restauration de la démocratie bourgeoise. Programme qui est présenté comme celui de « l'opposition au régime », qui se définit ainsi comme une opposition libérale dont le mouvement ouvrier n'est qu'un auxiliaire.

L'utilité « pratique » de l'U.F.D. est on ne peut plus contestable : nous l'avons assez démontré lors des élections pour n'y pas revenir. On peut même penser que sa faiblesse est telle qu'elle ne représente nullement un danger, qu'elle est déjà moribonde et qu'il faut être bien sectaire ou tâtillon pour soulever une question que la vie règle elle-même. Nous ne savons pas ce que sera l'avenir de la « forme U.F.D. » mais ce qui, de toute façon, demeurera, c'est le contenu politique : la liaison avec des éléments bourgeois sur le terrain de la bourgeoisie. Cette liaison a, jusqu'à maintenant, freiné l'apparition d'une force ouvrière indépendante, demain elle peut jouer un grand rôle pour assurer la relève, c'est-à-dire pour faire que la chute brutale de l'actuel système ne s'accompagne pas

d'une remise en cause de l'ordre social.

Expliquons-nous : l'U.F.D. est, à l'heure actuelle, à peine un fantôme de feu le Front Républicain, mais, dans la perspective, elle peut être l'un des éléments d'un nouveau « Front Populaire », d'un asservissement du mouvement ouvrier à la sauvegarde de la démocratie bourgeoise. C'est pourquoi il est indispensable de lutter pour que les organisations ouvrières qui y participent retrouvent ou conservent leur pleine autonomie d'action et d'expression. Et il ne s'agit pas seulement de l'avenir. Placer la lutte contre l'« état fort » sur le terrain de la bourgeoisie libérale, c'est interdire dans l'imédiat toute possibilité sérieuse de rassembler les travailleurs et d'organiser le combat défensif. En mai, les ouvriers n'ont pas voulu défendre la IV^e république : ils n'en ont pas aujourd'hui la nostalgie au point de lutter pour sa dépouille...

Pour conclure sur ce point, que l'on nous permette deux citations : l'une est de Daniel Mayer, l'une des « têtes » de l'U.F.D., et l'autre de Claude Bourdet dans « France-Observateur ». Elles montrent, à propos de la candidature Châtelet à la Présidence de la République, le sens de toute l'opération :

«... Une simplification maligne et poussée à l'extrême veut faire croire à la nation que le partage du pays oppose exclusivement les "gaullistes", encore appelés "nationaux", aux communistes. Bénéficiant de ce monopole, les uns et les autres en entretiennent

la légende, afin de justifier chacun leur propre existence. Cette présentation erronée est dangereuse et contient en germe tous les risques de la guerre civile. L'initiative de l'U.F.D. brise ce cercle. » (D'après « Le Monde » du 16 décembre.)

« Tout fait penser, au contraire, que le jour où la vague gaulliste refluera, tout sera mis en cause. Alors, tous ceux qui auront participé à l'édification du système seront l'objet d'un même ressentiment. Vers qui l'opinion se tournera-t-elle à ce moment là, si ce n'est vers ceux qui ont combattu la mystification gaulliste sans défaillance et sans compromission ? Il me paraît plus réaliste de prendre date pour ce jour-là, comme l'a dit M. Daniel Mayer en présentant la candidature Châtelet... » (« France-Observateur » du 25 décembre.)

UNE QUESTION DE PERSPECTIVES

A ce qui constitue le fond de cette politique, à savoir que le système bourgeois en tant que tel ne doit pas être mis en cause, il faut naturellement des justifications théoriques. Les plus répandues se ramènent à l'argument suivant : il faut d'abord atteindre une première étape, le rétablissement de la démocratie... et puis après on luttera pour le socialisme.

Encore une fois, et comme le démontre toute l'histoire de ces dernières quinze années, ce n'est là qu'une mysti-

fication. En 1944, aussi, il fallait atteindre une première étape, la libération ; le socialisme était pour plus tard... et on a vu ce qu'était le plus tard ! Certes, la classe ouvrière peut remporter des victoires partielles, mais elle n'en tirera les fruits que si ces victoires s'inscrivent dans une perspective : celle du socialisme. L'abandon de ses objectifs de classe conduit fatalement le mouvement ouvrier à la défaite. Dans le monde où nous vivons, le socialisme est partout à l'ordre du jour. Partout, impérialisme et prolétariat s'affrontent en un combat sans merci. Si la classe ouvrière renonce à l'initiative, la bourgeoisie l'emportera... Ce sont là des notions élémentaires, mais il faut les rabâcher. Les difficiles combats qu'aujourd'hui il faut mener n'ont de sens qu'en regard de cette perspective : ce qui est en cause en France, c'est le régime social. Les convulsions politiques, l'instauration d'un régime autoritaire en témoignent. Il ne s'agit pas de regarder en arrière, vers des formes politiques qui ont fait faillite, il faut regarder en avant, vers le renversement du régime.

Défensive et offensive ne sont pas séparées dans la stratégie révolutionnaire. Aujourd'hui, après la défaite, il faut préserver l'acquis, réorganiser, se défendre. Mais il faut, en même temps, préparer l'avant-garde ouvrière aux assauts de demain. Et, pour cela, défendre le programme et la politique révolutionnaires, défendre le marxisme dans la théorie comme dans la pratique.

F. FORGUE.

Tribune libre de la jeunesse

Pas d'accord avec les conclusions de J.-J. Marie

Dans ses deux premiers numéros mensuels (n° 513 et n° 514), « La Vérité » a ouvert ses colonnes aux jeunes, inorganisés ou militants des organisations de loisirs, syndicales ou politiques ; elle se proposait de leur offrir une possibilité d'ouvrir le large débat actuellement nécessaire entre les jeunes de toutes tendances, ou sans tendance, pour faire le point après les tragiques expériences qu'ils ont vécues au cours de ces dernières années.

Dans le n° 513, c'était Jean-Jacques Marie, militant des Jeunesses Socialistes Autonomes, qui exposait son point de vue.

Dans le n° 514, un militant responsable des Jeunesses Communistes prenait à son

tour la parole.

C'est aujourd'hui Jean Ribes, ancien militant responsable des Auberges de Jeunesse, et l'un des membres de l'équipe « Révoltes », qui expose pourquoi il est en désaccord avec certaines des conclusions de J.-J. Marie.

Nous invitons tous nos lecteurs, membres de mouvements de jeunesse ou jeunes inorganisés, à intervenir dans ce débat.

Rappelons encore une fois que les textes publiés dans le cadre de cette rubrique n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, de même que, d'ailleurs — cela va de soi — celle de ces derniers n'est nullement engagée par le contenu des autres articles de « La Vérité ».

Avant d'exprimer, sur certains points, mon désaccord avec Jean-Jacques Marie, je tiens à remercier « La Vérité » d'avoir ouvert sur cette question importante des formes d'organisation de la jeunesse un débat public dont la nécessité se fait sentir depuis longtemps aux militants de

nombreux secteurs « jeunes », politiques ou simplement de loisirs. Une telle confrontation est d'autant plus indispensable entre jeunes militants d'organisations diverses, que chacun est trop souvent tenté de limiter ses positions sur ce problème aux conclusions qu'il tire de sa propre

expérience, sans prêter toujours l'attention désirable à ce qui se passe dans d'autres secteurs qu'il a souvent considérés comme un peu rivaux.

Je souhaite donc vivement que tous les militants jeunes, de tous secteurs

U.J.C.F., J.S.A., U.G.S., scoutisme, alpinisme, pionniers, etc.), et quelles que soient par ailleurs leurs divergences avec les positions de « La Vérité », participent sans réticences ni sectarisme au débat ouvert qu'elle a eu le mérite de lancer.

Venons-en aux questions soulevées par l'article de J.-J. Marie, avec lequel d'ailleurs nous divergeons plutôt sur les conclusions que sur l'analyse.

En premier lieu, cependant, je ne pense pas que les causes de l'apathie actuelle de la jeunesse, de son indifférence apparente pour la politique et de son indifférence réelle pour les organisations de jeunes soient uniquement politiques.

Certes, comme le dit J.-J. Marie, les faiblesses amoureuses des organisations « ouvrières » traditionnelles, politiques ou syndicales, pour la bourgeoisie régnante, ses problèmes et ses actes (gérance loyale, pouvoirs spéciaux, revendications « compréhensives »), tout cela n'est pas fait, depuis 1945, pour entretenir ou susciter l'enthousiasme des jeunes pour le socialisme et les organisations qui s'en réclament.

Et si les jeunes de 1958 ne se rendent pas compte des trahisons PASSÉES, ils se rendent confusément compte qu'ils ne sont pas défendus. L'abandon des rappelés, les vingt-sept mois et la facile ascension de De Gaulle sont assez propres à le leur faire sentir.

Aussi les organisations politiques de jeunesse inféodées aux partis dits « représentatifs » se vident-elles aussi constamment qu'elles se remplissent de leurs militants (écœurés), de leurs adhérents (indifférents), de leur dynamisme. La lettre des camarades de l'U.J.C.F., publiée à cette place dans le dernier numéro, est significative à cet égard, ainsi que la scission enregistrée aux Faucons Rouges, dont la plus grande partie des militants (et en particulier toute la région parisienne) s'est séparée pour échapper au soutien étouffant de l'appareil S.F.I.O.

Mais il n'est pas dit que la formation d'une « bonne » organisation révolutionnaire des jeunes soit possible à partir de ces défections. Car d'autres facteurs plus profonds entrent en jeu.

Les organisations de loisirs qui, avant, pendant et immédiatement après la guerre, formaient des militants, en permettant aux jeunes une première prise de conscience, active, des problèmes politiques, ne sont plus aujourd'hui génératrices d'enthousiasme et d'engagement, et le moins qu'on puisse dire est que le militantisme n'y est guère favorisé.

Sans doute une telle situation (1) n'est-elle pas la cause mais le reflet de la situation générale de la classe ouvrière et des organisations qui s'en réclament. Elle

(1) On trouvera un essai d'analyse plus détaillée dans le n° 6 de « Révoltes », fiche « Organisation de la Jeunesse ».

est l'expression d'un rapport de forces. Mais il n'empêche que, jusqu'à présent, cet état de choses n'a fait que renforcer l'indifférence ou la méfiance des jeunes pour toute organisation, quelle qu'elle soit, qui leur semble liée, peu ou prou, à la réalité politique et sociale actuelle. Ils adhèrent volontiers à des organismes techniques qui leur procurent des avantages matériels mais, dans leur ensemble, restent réfractaires à un engagement actif permanent dans un tel cadre. A plus forte raison, ne le dépassent-ils pas.

Mais d'autres raisons poussent encore aujourd'hui la jeunesse à l'inorganisation. Un progrès considérable a été accompli depuis vingt-cinq ans quant à l'émancipation personnelle des jeunes par rapport à leur milieu familial. Ils se libèrent plus tôt et plus facilement. La guerre, les colonies de vacances, l'action même des mouvements de jeunesse en sont cause. Dans d'autres circonstances, ce phénomène pourrait favoriser l'existence de mouvements politiques de jeunes. Mais, dans la conjoncture actuelle, il les repousse simplement vers l'individualisme ET LES REND EN FAIT ADULTES PLUS TOT. Ce n'est donc pas seulement par absence d'une organisation politique de jeunes qui les satisfasse que les plus conscients s'organisent dans leur milieu de travail ou politiquement sur un plan adulte.

Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à toute organisation politique de la jeunesse, mais simplement que les jeunes ne sont pas disposés à s'intéresser à n'importe quelle forme d'organisation, et surtout pas aux formes traditionnelles. Et cela, même pour les éléments les plus conscients qui, en d'autres temps, en auraient formé la masse active.

Il me semble en particulier impossible, pour des raisons assez évidentes, d'échapper au lien traditionnel entre l'organisation de lutte pour jeunes et une organisation adulte. A moins de créer une sorte de parti politique autonome de la jeunesse, avec son programme, ses méthodes, etc. Or, aujourd'hui, auprès de quelle organisation adulte créer ce mouvement de jeunesse révolutionnaire en faisant tomber les préventions ou l'indifférence constatées plus haut? Aujourd'hui, une organisation comme les J.S.A. ne peut espérer réunir qu'un petit nombre de militants prêts à adhérer au P.S.A., par conviction ou par tactique, ou faute de mieux (comme d'autres, en allant à l'U.J.C.F., adhèrent en fait au P.C.F.).

Peut-être, en fin de compte, n'avez-vous pas d'autre ambition que de réunir ces futurs cadres aujourd'hui disponibles, pour les préparer à une lutte qui n'est pas nécessairement immédiate. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il existe bien d'autres jeunes semblables qui resteront en dehors des J.S.A. Sans compter que cela me semble un mauvais calcul que de créer aujourd'hui une organisation dure, très exposée, et qui n'ait pas à mon avis d'avenir immédiat CERTAIN, tant à cause de la conjoncture que de l'état d'esprit des jeunes.

Mieux vaudrait, par un travail d'éducation en profondeur et de confrontation plus large, touchant des jeunes plus nombreux parce que tenant mieux compte de leur méfiance instinctive, de leur ostentisme, de leur indifférence, mais aussi de leur esprit de recherche et d'indépendance, préparer, pour la prochaine vague, les cadres d'une organisation déterminée alors par les exigences de la remontée ouvrière et construite à partir de l'analyse de cette période à venir.

Ce n'est pas la formation du C.L.A.J. (2), groupe de jeunes formé spontanément au lendemain du 13 mai pour se regrouper et agir, mais d'une manière autonome, et ayant persisté jusqu'à maintenant par désir de recherche et d'études, mais sans engagement selon une ligne politique précise (qu'implique peu ou prou l'organisation à laquelle pense J.-J. Marie), ce n'est pas ce phénomène qui me contredira.

Je pense, au contraire, qu'il faut s'en inspirer. Aboutir à une forme d'organisation telle qu'elle réalise l'éducation politique de base du plus grand nombre de jeunes, la liaison, la coordination et la confrontation des militants déjà formés (même s'ils ne sont pas tous de la même nuance révolutionnaire, même s'ils militent par ailleurs dans des organisations ADULTES différentes), et qui, en même temps, soit telle que les jeunes s'en sentent les maîtres, sans « chapeautage » de politiciens adultes, voilà le but que, selon moi, nous devons nous fixer.

C'est dans ce sens que l'équipe de « Révoltes » avait, dans son n° 9, proposé la formation de groupes d'études et de formation sociale et politique (3), et c'est sur des bases assez semblables que le mouvement « Pionniers » semble en train de se construire, après sa scission d'avec les Faucons Rouges, en adjoignant à ses groupes d'enfants des groupes d'adolescents et de jeunes organisant eux-mêmes leur propre éducation politique, sur des bases nécessairement non partisans.

DANS LA PÉRIODE ACTUELLE (je précise bien qu'il ne s'agit pas de construire pour l'éternité), c'est de telles formules, adaptées à l'évolution des événements et des gens, qu'à mon avis nous sommes en droit d'attendre le maximum d'efficacité.

Jean RIBES.

P.-S. — Il va de soi que les points de vue que je développe ici sont strictement individuels.

(2) Comité de Liaison et d'Action des Jeunes, réunion le lundi soir, 17, rue de Chaligny, Paris (12^e).

(3) Voir « Révoltes » n° 9, fiches 1 à 4. Le numéro : 150 francs. Abonnement : 700 francs. Maurice Sedes, 144, rue de Flandres, Paris (19^e). C.C.P. 7860-71 Paris.

La Révolution Allemande (1918 - 1923)

La défaite de la révolution allemande n'a pas eu de moindres conséquences sur l'histoire de notre temps que la victoire de l'Octobre russe. Elle a préparé l'accession au pouvoir d'Hitler, et, consacrant l'isolement de l'U.R.S.S. dans un entourage hostile, assuré la victoire de Staline.

Les épisodes successifs de cette révolution — l'écrasement de l'insurrection spartakiste de janvier 1919, l'aventure de Mars 1921, la révolution manquée de 1923 avec la catastrophe finale d'Octobre — ne sont pas, non plus, moins riches d'enseignements toujours actuels que la révolution russe. Alors que cette dernière apparaît, avec le recul du temps, comme se déroulant, de Février à Octobre, avec une logique inflexible, avec une précision d'épave, tandis que l'avant-garde révolutionnaire, le parti bolchévique, ne perd jamais le fil des événements — quelle part d'illusion comporte ce sentiment,

ce n'est pas le lieu de l'examiner ici — la révolution allemande apparaît comme infiniment plus confuse, chaotique même. Il ne suffit pas, bien que ce soit fondamentalement exact, de dire : la révolution russe a vaincu, grâce à la présence du parti bolchévique ; l'absence d'un tel parti a causé l'échec allemand. Il ne sera pas moins instructif de rechercher pourquoi les révolutionnaires allemands n'ont pu, en temps utile, construire un tel parti ; car, pour la première fois, et contrairement aux Russes, ceux-ci s'étaient trouvés devant un problème analogue à celui devant lequel se trouvent les révolutionnaires d'aujourd'hui : construire le nouveau parti de l'avant-garde prolétarienne dans une lutte acharnée contre un puissant appareil bureaucratique contrôlant les masses.

Est-ce parce que, comme en témoignent Rosa Luxembourg, dont on

lira par ailleurs dans ce numéro la réputation décisive de la théorie des « voies parlementaires du socialisme », pour la première fois, et avec une netteté parfaite, s'est posée en Allemagne en 1918-19 cette question clé de la révolution prolétarienne : l'Assemblée Nationale ou le pouvoir des Conseils Ouvriers ? La démocratie parlementaire bourgeoise ou la démocratie socialiste ? Est-ce pour cette raison que les « grandes » organisations ouvrières ont pratiquement passé sous silence le 40^e anniversaire de la révolution allemande ?

Quoi qu'il en soit, nous avons voulu, en publiant l'étude de Pierre Brabant, qui comportera trois articles, non certes prétendre répondre à toutes les questions qui se posent à propos de cette révolution, mais assurer la connaissance des faits essentiels, indispensable à toute réflexion ultérieure.

1^{re} partie - Novembre 1918 - Janvier 1919

BERLIN, le 9 novembre 1918. Le Kaiser est en fuite, les ouvriers en armes maîtres de la capitale. Du haut du balcon impérial, Karl Liebknecht, l'ancien député socialiste condamné aux travaux forcés pour son agitation contre la guerre impérialiste, harangue les travailleurs et proclame la République Socialiste Allemande :

« Nous voulons construire l'ordre nouveau du prolétariat, un ordre de paix et de bonheur, avec la liberté pour tous nos frères du monde entier. Nous leur tendons les mains et les appelons à achever la révolution mondiale. »

Pour tous les révolutionnaires, en effet, pour Liebknecht comme pour Lénine, la révolution allemande n'est que la deuxième étape de la révolution mondiale, dont la révolution russe avait été la première. C'est le retard de la révolution allemande qui avait contraint les révolutionnaires russes à signer avec l'Allemagne une paix séparée (1). C'est pour hâter cette même révolution allemande que Trotsky, pendant les pourparlers de Brest-Litovsk, s'adressait, par-dessus la tête des généraux et des diplomates, aux travailleurs allemands. Ce jour-là, à Pétrograd, les membres du Congrès pan-russe des Soviets se lèvent pour saluer cette victoire tant attendue des prolétaires allemands sur leur impé-

rialisme. La guerre impérialiste va se transformer en guerre civile. A l'ordre du jour, il y a la victoire du socialisme, non pas en Russie, non pas en Allemagne seulement, mais à l'échelle du monde entier : il reste à « achever la révolution mondiale ».

Quelques mois plus tard, cependant, au premier congrès de l'Internationale Communiste, parti mondial de la révolution, le délégué allemand parlera au nom d'un parti traqué, qui a perdu ses dirigeants les plus éminents, au nom des prolétaires d'un pays où la contre-révolution a triomphé des Conseils d'Ouvriers et de Soldats, et où règne à nouveau, sous l'égide de ministres « socialistes », le vieil ordre bourgeois.

Dans la lutte pour la révolution mondiale, c'est là une sévère défaite sur un front essentiel. La révolution russe demeure isolée : l'appoint qu'elle attendait des travailleurs allemands, de l'appareil économique d'un pays avancé, ne viendra pas. Dans cet immense pays arriéré, ravagé par la guerre civile, encerclé par les puissances impérialistes, apparaissent les premiers germes de la bureaucratie qui saura confisquer à son profit les conquêtes de la révolution et dépouiller les Soviets — les Conseils — Ouvriers du pouvoir politique.

La défaite de la révolution allemande a eu d'incalculables conséquences pour le mouvement ouvrier mondial. Le devoir des révolutionnaires est d'en analyser les causes, de rechercher les erreurs commises, de dégager leçons et conclusions pour le jour — lointain ou proche — où, selon la prédiction de Karl Liebknecht, à la veille de sa mort tragique, « les cadavres des lutteurs assassinés se dresseront et demanderont des comptes. »

Ce n'était pas en Russie, mais dans les pays avancés comme l'Allemagne, que Marx et Engels avaient attendu les premières victoires du prolétariat. C'est en Allemagne que se trouvait, en 1919, la classe ouvrière la plus nombreuse (68 % de la population), la mieux organisée, la plus cultivée. C'est là aussi que le transfert à un état ouvrier de l'appareil économique puissant concentré par les soins de la bourgeoisie posait le moins de problèmes. Aussi n'est-ce pas par hasard que la lutte de classes en Allemagne, pendant ces mois décisifs de novembre 1918 à janvier 1919, se déroulera tout entière sous les drapeaux du socialisme, brandis par les révolutionnaires comme par les contre-révolutionnaires. Le 9 novembre 1918, il n'y avait plus aucune force politique allemande à ne pas se réclamer du socialisme. C'est derrière la social-démocratie majoritaire, derrière l'appareil du parti social-démocrate allemand, la section allemande de la II^e Internationale, qu'allaient se regrouper toutes les forces de la bourgeoisie, de son personnel politique à son personnel militaire, des ministres et hauts-fonctionnaires aux maréchaux d'empire.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE MAJORITAIRE

Le parti social-démocrate allemand avait été, avant la guerre de 14-18, le plus beau fleuron de l'Internationale, le modèle des socialistes du monde entier. Les succès obtenus dans les luttes revendicatives, dans la voie des réformes, lui avaient permis la construction d'une magnifique organisation de masses, fière de ses réalisations et de ses conquêtes, de son efficacité et de sa discipline. Certes, l'accent mis sur le programme

(1) Les travailleurs allemands n'ayant pu, comme l'espéraient les bolchéviques, renverser leur propre impérialisme, les révolutionnaires russes, après les pourparlers de Brest-Litovsk, furent en effet contraints de signer une paix séparée avec l'Allemagne à des conditions sévères — paix qui donnait de nouvelles forces à l'impérialisme allemand en le soulageant du front Est.

minimum, sur les « conquêtes » à arracher par la voie parlementaire, donnait à son action un incontestable caractère réformiste. Mais le parti entendait rester fidèle à la réalisation de son but final, le socialisme, et avait nettement condamné le « révisionniste » Bernstein, qui avait tenté de théoriser cette évolution. Certes, la centralisation avait abouti à la domination parfois étouffante d'une bureaucratie de fonctionnaires — on a parfois comparé le secrétaire à l'organisation, l'ancien sellier Friedrich Ebert, à une araignée au centre de sa toile — mais l'appareil n'avait pas pour autant étouffé toute discussion : gauche, droite et centre confrontaient librement leurs idées au sein de l'organisation où les révolutionnaires avaient toutes possibilités de développer leurs thèmes comme l'avaient fait, depuis 1905, leurs porte-paroles, Karl Liebknecht ou Rosa Luxembourg. Surtout, fidèles au dogme de l'« unité politique de la classe ouvrière », cadres et militants n'envisageaient pas, n'avaient jamais envisagé la scission, qui leur paraissait le pire des crimes. Lénine lui-même se refusa à croire, le 4 août 1914, la nouvelle de la trahison des députés socialistes allemands, de leur vote au Reichstag en faveur des crédits pour la guerre impérialiste.

Le 4 août 1914, en effet, l'appareil social-démocrate décidait de se ranger aux côtés de l'impérialisme et de soutenir la guerre. Il n'y eut, d'ailleurs, guère de débats : l'habitude de la collaboration, l'optique parlementariste, la crainte de l'isolement et de la répression facilitèrent cette rupture sans douleur d'un attachement devenu purement verbal à l'internationalisme prolétarien et aux perspectives révolutionnaires. Plutôt que de risquer leur appareil dans une lutte révolutionnaire, les dirigeants socialistes allemands choisirent de le mettre au service de l'impérialisme, engageant les prolétaires allemands à verser leur sang dans cette guerre en attendant de pouvoir réaliser, après la victoire, le socialisme, pour eux comme pour les peuples vaincus. Les socialistes, devenus « socialistes de l'empereur », collaborèrent au grand massacre et à la grande duperie, maintenant à leur manière le moral dans les usines et sur le front, agents de l'impérialisme couverts d'un manteau « socialiste ».

En eux, la révolution russe ne fit naître que mépris et haine. Administrateurs respectables, ils n'y virent que désordre et anarchie, le triste exemple d'un pays qui n'avait pas eu de « socialistes-hommes-d'état » capables d'« éviter » à leur patrie chaos et guerre civile. C'est la même attitude qu'ils prirent, finalement, à l'égard du mouvement révolutionnaire montant dans leur propre pays. Après l'avoir, le plus longtemps possible, étouffé, ils le freinèrent de toutes leurs forces, pour ne s'y rallier que quand son explosion parut inéluctable, et lorsqu'ils surent qu'une prise de position publique hostile à son égard n'aboutirait qu'à leur faire perdre tout crédit dans une classe ouvrière lasse de la tuerie et désireuse d'en finir à tout jamais avec l'impérialisme.

LES SOCIAUX-DÉMOCRATES INDÉPENDANTS

Depuis un an, en effet, une autre formation ouvrière leur disputait la direction des travailleurs allemands. Dès le 4 août 1914, des noyaux de révolutionnaires avaient entamé la lutte, à la fois contre la politique gouvernementale de guerre et contre la direction du parti social-démocrate. Discipliné, Karl Liebknecht avait, contre sa conscience, voté les crédits militaires en août, mais, en décembre, il brisait la discipline et votait contre, seul député au Reichstag. Petit à petit, l'opposition grandissait parmi les cadres et les militants, se traduisait finalement dans le groupe parlementaire : dix-sept députés rejoignaient en 1915 Liebknecht dans son vote hostile aux crédits militaires.

En mars 1917, exclus, les dirigeants de l'« opposition », au cours d'une conférence, se résignaient à accepter la seule issue, la scission, et la constitution d'un nouveau parti socialiste, le Parti Social-démocrate Indépendant (U.S.P.D.). Né contre le gré de ses propres dirigeants, le nouveau parti portait la marque des circonstances. Des hommes comme Bernstein, socialiste de « droite », ou Hilferding et Kautsky, socialistes du « centre », n'avaient pas obéi à des mobiles révolutionnaires. Réformistes conséquents, ils réprouvaient simplement le degré de compromission des « socialistes de l'Empereur », et s'élevaient, non contre la guerre impérialiste elle-même, mais contre les projets d'annexion et de conquête du gouvernement. Plus tôt que la direction majoritaire, ils avaient senti gronder la colère des travailleurs, et reprochaient à l'appareil de se couper des masses, ainsi poussées vers des voies révolutionnaires.

Pourtant, dès sa formation, le parti indépendant allait jouer le rôle de pôle d'attraction pour tous les militants socialistes de gauche, et pour tous les révolutionnaires.

À côté de sa direction, modérée, il regroupait une base militante et active, l'aile marchante des socialistes allemands, syndicalistes et jeunes. C'est donc dans les rangs du parti indépendant que vinrent s'organiser, pour y trouver une couverture politique légale, les groupes clandestins de travailleurs d'usines qui organisaient dans le pays la résistance à la guerre. A Berlin, les Revolutionäre Obleute, les Délégués Révolutionnaires, organisés clandestinement dans les rangs des Hommes de Confiance (cadres moyens) du parti et des syndicats, organisateurs des grandes grèves des métaux berlinois, et constituant le véritable état-major des ouvriers révolutionnaires de la capitale, se confondaient pratiquement avec la gauche du nouveau parti. C'est également dans le parti social-démocrate indépendant que vinrent se fondre les éléments du groupe Spartakus, issu de l'activité des quelques militants regroupés autour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Connus par leurs écrits et leurs discours, les militants révolutionnaires de la gauche de la social-démocratie alle-

mande n'avaient que peu de poids, face à l'appareil, dans le parti d'avant-guerre. Liebknecht, au nom prestigieux, champion de l'antimilitarisme, était l'inspirateur de groupes avancés de militants de la jeunesse, mais ne jouissait d'aucun poids dans le parti. Étrangers d'origine, des gens comme Rosa Luxembourg ou Karl Radek n'étaient guère pris plus au sérieux dans les cercles dirigeants, et ne jouissaient à la base que d'une influence limitée. Ils étaient, de plus, peu liés entre eux et parfois divisés par de violentes animosités personnelles (2). La guerre les rapprocha. C'est ensemble que Liebknecht et Luxembourg fondèrent le Groupe « L'Internationale », qui devait devenir le groupe Spartakus. Les Lettres de Spartakus, la courageuse manifestation publique de Liebknecht contre la guerre le 1^{er} mai 1917 (3) leur donnèrent un prestige qui dépassait largement l'influence immédiate de leur petit groupe dont l'organisateur était Leo Jogiches, compagnon de Rosa, militant polonais lui aussi, plus connu sous le nom de Tychko. Contre l'appareil social-démocrate majoritaire, les dirigeants de Spartakus s'affirmaient révolutionnaires, à la différence des dirigeants indépendants. Dès les premiers mois de 1914, ils rejoignaient Lénine sur la nécessité de la scission et de la constitution d'un nouveau parti, d'une nouvelle internationale révolutionnaire. La révolution russe trouva en eux des défenseurs acharnés — quoique Rosa Luxembourg, à l'époque emprisonnée, ait manifesté par écrit quelques inquiétudes sur la politique de répression à laquelle les bolcheviks s'étaient trouvés contraints. Liebknecht et Luxembourg apparaissaient comme les chefs du mouvement ouvrier révolutionnaire allemand, et Spartakus comme le noyau du parti révolutionnaire, du futur parti communiste. Pourtant, formés dans la cruelle expérience de la lutte contre la bureaucratie social-démocrate, ils s'opposaient vigoureusement à toute centralisation. Aile révolutionnaire du parti indépendant, ils s'opposèrent à toute organisation centralisée et autoritaire du nouveau parti dans lequel ils ne constituaient eux-mêmes qu'une fraction assez lâche, sans liens d'organisation

(2) Karl Radek et Rosa Luxembourg, membres de deux fractions rivales dans le Parti Social-démocrate Polonais, étaient séparés par un vif antagonisme personnel. Radek, exclu de la social-démocratie polonaise sous l'accusation de vol, fut maintenu à l'écart du parti allemand : aucun dirigeant de la gauche allemande n'avait pris sa défense, alors que la décision avait, bien évidemment, des motifs politiques. Au Congrès de fondation du P.C., Rosa refusera d'abord de serrer la main de Radek, envoyé du Parti bolchévik, et il faudra tous les efforts de persuasion de ses amis les plus proches pour la convaincre de renoncer à une attitude incompréhensible et démoralisante pour les militants.

(3) Revêtu de son uniforme (il était mobilisé), Liebknecht, seul, distribua des tracts contre la guerre aux permissionnaires devant la gare de Potsdam, puis prit la parole. C'est à l'occasion de son procès que se produisit la première manifestation de masses, plus de 50.000 métaux débrayant et manifestant, à l'instigation de Richard Müller et ses amis, pour marquer leur solidarité avec lui.

très solides, sans même de discipline de tendance (4).

C'est pourtant au sein du parti indépendant que se constitue le premier embryon d'un état-major révolutionnaire. Le Comité des Délégués Révolutionnaires,

(4) A Brème et à Hambourg, avec des liaisons à Berlin, se constituaient, après scission du parti majoritaire, des groupes intitulés « Gauches-Radicaux », en rapport avec Karl Radek, et plus proches, idéologiquement, des bolchéviks. Forts d'une base de masse plus importante, ils refusèrent de suivre Spartakus et d'adhérer au Parti Indépendant.

qu'animent les métallas Richard Müller et Edouard Barth, coopte les dirigeants indépendants de gauche, dont Richard Ledebour, et trois spartakistes, dont Karl Liebknecht, dès sa sortie de prison. En liaison avec l'ambassade russe et des officiers de réserve révolutionnaires, les Délégués préparent minutieusement l'insurrection. La mutinerie des marins de Kiel les prend de vitesse et leurs premiers désaccords commencent : tandis que les spartakistes Liebknecht et Pieck recommandent l'organisation de manifestations de rues, grèves, démonstrations, la majorité des Délégués repousse

ce qu'elle qualifie de « gymnastique révolutionnaire » ; la classe ouvrière pour elle, doit frapper partout au même moment. Malgré ses réticences, devant la répression qui menace de décapiter son organisation clandestine, le comité des Délégués Révolutionnaires se résigne à lancer pour le 9 novembre le mot d'ordre d'insurrection et de grève générale : les masses ouvrières berlinoises balaient les troupes. La révolution est victorieuse presque sans coup férir : les problèmes ne font que commencer à se poser, puisque majoritaires et indépendants sont en même temps portés au pouvoir.

Parlement des Conseils ou Assemblée Nationale

La révolution du 9 novembre, ainsi que l'a parfaitement vu Rosa Luxemburg, « était, pour les trois quarts, l'effondrement de l'impérialisme », « plutôt que la victoire d'un principe nouveau », une révolution socialiste consciente de ses buts. Pourtant, dès les premiers jours, elle affirmait son caractère prolétarien par la constitution, dans les usines, les casernes, les villes, de Conseils d'Ouvriers et de Soldats (Räte) analogues aux Soviets de la révolution russe, qui réclamaient et prenaient pour leur propre compte tout le pouvoir. Le mouvement était si puissant que personne ne tenta de s'y opposer ouvertement : non seulement les dirigeants socialistes majoritaires donnèrent leur caution aux Conseils, mais les chefs de l'état-major, le maréchal Hindenburg en tête, les acceptèrent. Le seul problème était de savoir si les conseils allaient rester ce qu'ils étaient, en fait, le 9 novembre : la seule source de pouvoir, l'autorité unique, ou si, acceptés comme forme transitoire, ils devaient laisser leur place, à plus ou moins brève échéance, à une autre forme de pouvoir, celui de l'ancien état bourgeois restauré au moyen de l'élection d'une Assemblée Nationale. Autour des Conseils et de l'Assemblée Nationale s'engagea la vraie bataille : celle de l'état, état ouvrier ou état bourgeois, état des Conseils, république soviétique ou république bourgeoise parlementaire... La montée révolutionnaire, l'initiative spontanée des masses étaient si fortes que les Conseils s'étaient partout formés et imposés et que c'est en leur sein même que les partisans de l'ordre bourgeois mèneront la bataille politique pour leur liquidation, n'acceptant ce cadre, faute de pouvoir le rejeter, que pour mieux le détruire radicalement.

POSITION DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES

La vérité et la clarté sont les armes principales des révolutionnaires dont l'objectif est à la fois de convaincre les masses et de développer leur conscience. Inversement, le mensonge et la confusion servent les desseins de la contre-révolution : à cet égard, elle fut grandement servie par l'inévitable désordre idéologique né de la guerre et de la

trahison de l'appareil socialiste.

Ce n'étaient pas seulement les dirigeants socialistes majoritaires, les Ebert et les Scheidemann, mais l'écrasante majorité des cadres du vieux parti majoritaire, de l'appareil, qui marquaient aux conseils la plus grande hostilité, qui les toléraient, faute de pouvoir les supprimer, mais désiraient avant tout un retour à ce qui était pour eux la normale. Au pouvoir des conseils, considéré comme une forme exceptionnelle, transitoire, et en un mot révolutionnaire, ils opposaient le pouvoir du peuple, tel qu'il devait naître d'élections au suffrage universel, et émaner d'une assemblée nationale. Contre les conseils, « destructeurs », ils voulaient, à tout prix, préserver l'appareil d'état du Reich, l'armée, la police, la bureaucratie, le légaliser par des élections à une assemblée nationale qui enlèverait aux conseils, à leurs yeux, leur raison d'être. Contre la démocratie directe des conseils, contre l'état à naître, l'état soviétique des conseils, ils se faisaient les défenseurs de l'ordre établi au travers d'une propagande pour l'assemblée nationale qui sauvegardait l'essentiel de l'édifice bourgeois, son état et ses organismes de répression.

La masse des militants du parti social-démocrate majoritaire ne partage pas ce point de vue. Les militants socialistes, dans tout le pays, participent aux conseils qu'ils animent et dirigent, souvent sans arrière-pensée, parce qu'ils y voient, sans plus de détails, l'instrument de la réalisation du socialisme qu'ils veulent. Parti de masses, le Parti Social-démocrate majoritaire est d'ailleurs le principal bénéficiaire de la montée révolutionnaire, de l'entrée dans la vie politique active de nouvelles couches d'ouvriers, d'employés, de soldats démobilisés. Le parti porté au pouvoir après la révolution du 9 novembre est pour eux le parti de la révolution triomphante, de la révolution en train de s'inscrire dans les faits. La contradiction entre leurs objectifs et ceux de leurs dirigeants leur échappe pour le moment : d'ailleurs, ceux qui quittent la « vieille maison » sont aussitôt remplacés — et au-delà — par de nouvelles recrues. Il faudra bien des événements avant que la masse des militants socialistes ne réalisent la voie dans laquelle les engage Ebert et ne com-

prennent que ces conseils, dont ils sont les scutiers actifs, sont les ennemis N° 1 pour leur propre gouvernement « socialiste ».

Pourtant, au sein du parti social-démocrate majoritaire, une minorité de cadres a compris la contradiction entre le mot d'ordre des Conseils et celui de l'Assemblée Nationale. Faute de pouvoir choisir entre les arguments de la démocratie parlementaire que défend Ebert et la volonté des travailleurs de défendre et préserver leurs conseils, ils théorisent une solution de compromis, la coexistence entre les deux appareils, les conseils et une chambre des Conseils avec une Assemblée Nationale. En un mot, ils acceptent le maintien des cadres bourgeois de l'état, tempérés par des organismes prolétariens de « contrôle », non de pouvoir. C'est la même position que prendront les dirigeants du Parti Indépendant, Hilferding, Kautsky, Haase. Désireux de restaurer l'ordre « normal » des choses, c'est-à-dire la démocratie parlementaire bourgeoise, ils se refusent à heurter de front les travailleurs attachés aux conseils et soutiennent le compromis. En fait, les uns comme les autres sont avant tout attachés, par leur acceptation du mot d'ordre d'Assemblée Nationale, au char de la restauration bourgeoise. Au sein du mouvement ouvrier, ils ne se distinguent d'Ebert et ses amis que par un langage plus gauche et moins brutal. Contre-révolutionnaires au même titre qu'eux par leur refus de donner tous les pouvoirs aux Conseils, ils sont surtout, suivant l'expression de Liebknecht, la « feuille de vigne » du gouvernement contre-révolutionnaire.

Or, c'est dans le même parti, les Indépendants, qu'existe le plus fort courant révolutionnaire : la gauche des indépendants, avec laquelle s'identifient dans une large mesure les Délégués Révolutionnaires, est, dès le début, acquise au mot d'ordre du pouvoir des Conseils, décidée à combattre de toutes ses forces celui d'Assemblée Nationale dont elle saisit parfaitement la signification contre-révolutionnaire dans les circonstances que traverse l'Allemagne. Partisans résolus d'une république des Conseils, d'une démocratie ouvrière qui ne pourrait en aucun cas s'identifier avec la dictature d'un seul parti, les Délégués Révolution-

naires sont pourtant parfaitement conscients de l'écho que rencontre, parmi les travailleurs influencés par les majoritaires, le mot d'ordre d'élection d'une Assemblée Nationale. Décidés à combattre, au sein des conseils, l'éventuelle restauration de l'état bourgeois, ils sont très soucieux, pourtant, d'éviter toute aventure, tout putsch, toute action prématurée des révolutionnaires pour s'emparer du pouvoir avant que la majorité des conseils ne soit acquise aux idées révolutionnaires, avant que les conseils eux-mêmes n'aient, en pleine conscience et à tous les échelons, engagé la lutte pour leur pouvoir.

C'est là le point de vue de la direction spartakiste, de Rosa Luxembourg et de son fidèle Jogiches au moins, qui ne voient la victoire définitive de la révolution prolétarienne qu'au terme de durs combats de classe et redoutent une action prématurée. Sans que des désaccords aient été clairement formulés, il semble que les positions de Karl Liebknecht soient en effet moins prudentes. Partisan des manifestations de masse, de l'initiative révolutionnaire, Liebknecht ne craindra pas de faire pression sur les assemblées des conseils, de tenter de forcer, en quelque sorte, leurs décisions et leur évolution. C'est, en tout cas ce que lui reprochent, et surtout à ses fidèles de l'« Union des Déserteurs », certains des Délégués Révolutionnaires et de ses amis de Spartakus. Le gros des troupes de Spartakus, en tout cas, va encore beaucoup plus loin. Marqués dans leur formation par leur expérience du parti et des syndicats, l'organisation bureaucratique et la politique parlementariste, les militants spartakistes sont prêts, par l'initiative révolutionnaire et la pression de la rue, à imposer très vite des points de vue extrêmes. Partisans du pouvoir des conseils, ils sont prêts, si les conseils ne partagent pas assez vite leurs points de vue, à substituer à leur direction celle des « minorités agissantes » qu'ils constituent.

Ainsi, en fait, six tendances, les six tendances que nous venons d'étudier, au moins, divisent le mouvement ouvrier allemand sur ce problème fondamental, et sans recourir en réalité les frontières mêmes des organisations.

LE COMPROMIS DU 9 NOVEMBRE

Désigné comme chancelier du Reich par le dernier chancelier de l'empire, le prince Max de Bade, le socialiste majoritaire Ebert se tourne aussitôt vers les indépendants dont l'aile gauche a été l'aile marchante de la Révolution de novembre, et leur offre le partage du pouvoir. De longues discussions dans la journée et la soirée du 9 novembre aboutissent à un compromis : six « commissaires du peuple », trois majoritaires et trois indépendants, sont investis de pouvoirs dont on a pu dire qu'ils faisaient d'eux, collectivement, à la fois le chancelier et le président du Reich. Les ministères subsistent, avec les mêmes titulaires et les mêmes services, chacun étant pourtant flanqué de deux « contrôleurs », un majoritaire, un indépendant.

Ainsi, en apparence, le gouvernement issu de la révolution de novembre est-il conforme au caractère public d'une révolution qui a pris le drapeau rouge pour emblème et affiché son caractère socialiste. Les « commissaires du peuple » — le mot lui-même était un rappel de l'Octobre russe — proclament en effet que « le pouvoir politique est entre les mains des Conseils d'Ouvriers et de Soldats qui seront ultérieurement convoqués à une assemblée représentant l'ensemble du Reich ». En réalité, moins l'empereur qui s'est enfui, et plus six commissaires qui remplacent le chancelier Max de Bade, les organes de l'état subsistent jusqu'au sommet, des « titres » révolutionnaires coiffant simplement l'ancienne coalition parlementaire des socialistes et des partis bourgeois au Reichstag, dont sont issus les ministres et secrétaires d'état restés en fonction. Comme la question de l'Assemblée Nationale dressait contre les majoritaires une bonne partie des indépendants, les uns et les autres se sont mis d'accord le 9 novembre pour s'engager à ne pas en poser la question avant que soit consolidé le nouvel ordre révolutionnaire.

COMMISSAIRES DU PEUPLE ET CONSEIL EXÉCUTIF

Face à la révolution qui se prépare, les majoritaires ont en effet pris leurs précautions. Dès le 8 novembre, dans son bureau même, Ebert a « préfabriqué » un Comité d'Action des Conseils de Soldats à sa dévotion. Mais Berlin en marche n'est pas disposé à se laisser faire : à l'appel des Délégués, les conseils de soldats, réunis le 9 novembre, refusent de reconnaître l'autorité du comité fantoche, et décident d'organiser le lendemain des élections dans toutes les casernes et les usines de la capitale. Partout, pour éviter la division des voix ouvrières modérées, au nom de « l'unité ouvrière », les indépendants de droite se retireront au bénéfice des majoritaires ; les Conseils sont à peu près également divisés entre majoritaires et indépendants, ces derniers de gauche, contrôlés par les Délégués Révolutionnaires.

Lorsque les 3.000 délégués des conseils berlinois se réunissent le même jour au cirque Busch, une partie serrée s'engage. Ebert s'appuie sur les Conseils de Soldats, moins politisés et qu'anime un homme à lui, le lieutenant Colin Ross (plus tard un des géopoliticiens d'Hitler). Ils tentent d'empêcher l'élection d'un Comité Exécutif des Conseils de Berlin, autorité rivale du Conseil des Commissaires du Peuple. Au cri de « Unité ! Parité ! », les conseillers soldats empêchent l'élection à la majorité d'un Comité Exécutif. Finalement, grâce à la médiation des indépendants, un compromis est conclu : le Comité Exécutif élu se compose de 13 indépendants, tous contrôlés par les Délégués, 13 majoritaires et 14 délégués des Conseils de Soldats, dont Colin Ross. L'élection à la présidence du Délégué Révolutionnaire Richard Müller montre en tout cas que le nouveau Comité ne sera pas à la dévotion de Ebert. Sa proclamation « Aux

Travailleurs » répète que l'Allemagne est devenue « République Socialiste », que « tout le pouvoir » y appartient « aux Conseils », que le Comité Exécutif contrôle le gouvernement des Commissaires du Peuple. Ainsi, Ebert déjà chancelier du Reich par l'investiture de Max de Bade et gardien de l'état bourgeois, reçoit l'investiture des conseils berlinois et sa « légalisation » révolutionnaire. Fidèles au compromis passé la veille, ni les majoritaires ni les indépendants n'ont posé la question de l'Assemblée Nationale. Ni la presse majoritaire, ni, bien entendu, la presse bourgeoise, ne publieront le texte de l'appel du Comité Exécutif.

LE SABOTAGE DES CONSEILS

En réalité, le compromis du 10 novembre, comme celui du 9, n'empêche pas le conflit de se développer. L'essentiel, pour Ebert et le gouvernement des commissaires, est de préserver le fonctionnement de l'appareil d'état et de ménager l'avenir. Tandis que le journal majoritaire « Vorwärts » s'efforce de combattre le contrôle du Comité Exécutif sur les commissaires en rappelant que les conseils d'ouvriers et de soldats ne représentent qu'une petite partie du peuple, le gouvernement, toujours « purement socialiste », annonce le 12 novembre son intention de convoquer « ultérieurement une « Constituante élue au suffrage égal, secret, universel et direct ». Le Comité Exécutif, pour affirmer son autorité, commet le 11 novembre l'énorme maladresse de donner ordre à « toutes les autorités » de fonctionner en son nom, ce qui permet à Ebert, fonctionnant lui-même au nom du comité, de relancer toute la machine de l'état... Quand, le 16 novembre, l'indépendant Daümig propose au Comité Exécutif la réunion d'un Conseil Central des conseils d'ouvriers et soldats, il est battu au profit d'une résolution des amis de Ebert qui consentent à convoquer ce « Conseil Central qui convoquera une Constituante »... Ainsi, au sein de l'autorité suprême des conseils, de l'autorité élue des conseils berlinois, Ebert est arrivé à faire lancer le mot d'ordre d'Assemblée Nationale autour duquel va pouvoir se réaliser l'union sacrée de toutes les forces contre-révolutionnaires, y compris des plus anciens adversaires du suffrage universel.

La situation d'Ebert reste pourtant précaire, face aux travailleurs berlinois armés. Le 22 novembre, le Comité Exécutif obtient un nouvel accord qui sauvegarde une partie importante des positions révolutionnaires de principe : les commissaires du peuple reconnaissent à nouveau que le pouvoir appartient aux conseils, le Comité Exécutif de Berlin continue à fonctionner comme Comité Exécutif pour toute l'Allemagne avant la convocation et l'élection du Conseil Central, c'est lui seul, pour le moment, qui investit les commissaires du pouvoir exécutif et qui conserve le droit de les révoquer. Une fois de plus, pourtant, le compromis ne règle rien : c'est bien une république soviétique des conseils qui est proclamée mais l'appareil d'état bour-

geois continue à fonctionner au nom même des conseils...

En réalité, l'autorité des conseils décline. Comme l'écrira Rosa Luxembourg, « les conseils... ont aussitôt laissé échapper... la plus grosse partie des positions révolutionnaires conquises le 9 novembre » au profit des anciennes autorités « rasées » par des gouvernements socialistes régionaux ou d'autorités locales formées parfois des mêmes hommes. En Hesse, par exemple, les autorités traditionnelles ont purement et simplement dissous les conseils sans rencontrer de résistance. Ailleurs, et à Berlin, en particulier, on s'attache à les rendre impuissants. Pendant des semaines, systématiquement, bureaux, ministères, autorités bourgeoises à tous les échelons renvoient tous les solliciteurs au Comité Exécutif : des milliers de personnes font tous les jours la queue devant son local. Faute d'appareil, le comité ne peut ni fonctionner comme comité, ni répondre à leur attente. Ses moindres tentatives de se créer un tel appareil sont aussitôt dénoncées par la presse bourgeoise et majoritaire comme le développement d'un bureaucratisme parasitaire et coûteux. Non seulement le Comité Exécutif ne dispose pas de son propre organe de presse, mais il renonce, au nom de la « liberté », à contraindre les journaux à passer ses communiqués. Ainsi les révolutionnaires et les partisans des conseils perdent-ils de précieuses semaines qu'Ebert peut mettre à profit pour organiser son action en province et qui lui permettront de gagner une bataille décisive, celle du Congrès des Conseils.

LE CONGRÈS DES CONSEILS

Convoqué par le conseil des commissaires du peuple, à la demande du comité exécutif des conseils de Berlin, le Congrès des Conseils d'Ouvriers et de Soldats d'Allemagne se réunit à Berlin le 16 décembre 1918 et durera huit jours. Il est tout de suite clair qu'Ebert et ses amis majoritaires y disposent d'une confortable majorité, 400 délégués environ, dont 399 du parti social-démocrate majoritaire, contre 101 indépendants, dont seulement la moitié sont contrôlés par les Délégués Révolutionnaires. Ni Liebknecht, ni Rosa Luxembourg — et cela est significatif — n'ont été élus, et ce sont les délégués, Richard Müller, Daümig et l'indépendant de Gauche Ledebour, qui y dirigeront l'aile révolutionnaire.

Plus significative encore était la composition professionnelle des délégués des conseils au congrès : 179 ouvriers et employés seulement, contre 71 intellectuels ou membres des professions libérales, et 195 journalistes, députés, permanents de parti ou de syndicat. Beaucoup plus que l'élan révolutionnaire du 9 novembre, le congrès était représentatif du passé, des cadres du vieux parti social-démocrate. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que cette majorité de « fonctionnaires sociaux-démocrates » représentait une majorité de travailleurs antisocialistes et antirévolutionnaires. Les

votes du Congrès sur les questions militaires le prouveront (5). Simplement, l'énorme appareil social-démocrate avait été suffisamment puissant pour persuader les travailleurs que rien, sauf les obscures menées spartakistes, ne menaçait le socialisme triomphant, que seule la caution de l'Assemblée Nationale manquait à la consécration de la victoire révolutionnaire.

L'orientation des délégués apparut très clairement dès les premiers instants. Des indépendants de gauche et des spartakistes (une dizaine de délégués dans le congrès) proposèrent d'inviter aux débats Rosa Luxembourg et Liebknecht, en raison des « services rendus » par eux à la cause ouvrière. Le congrès refusa. Liebknecht tenta alors de faire pression sur les conseillers par des manifestations de rue. Le premier jour, une délégation ouvrière força les portes de la salle des séances, exigeant, « au nom de 250.000 révolutionnaires berlinois », le renvoi du gouvernement Ebert, la proclamation de la dictature des conseils, l'armement du prolétariat, l'appel à la révolution mondiale. Un instant terrorisé, le congrès reprit ses débats, après la sortie de la délégation. Même scène et même conclusion le 20. Quand le problème du pouvoir vint en discussion, les manifestations organisées par Liebknecht et les délégations de masse au congrès étaient devenues un argument de plus dans la bouche des majoritaires. Scheidemann, qui rapporte, refuse d'admettre que le pouvoir puisse appartenir aux conseils, « aux hommes de la rue », qui exigent que soit faite leur volonté à eux. Sans ambages, il affirme que le règne des ouvriers et des soldats signifierait la ruine et la misère pour tous. Une résolution des révolutionnaires maintenant le système des conseils comme base constitutionnelle de la république socialiste allemande, est repoussée par 344 voix contre 98. Les délégués des conseils viennent d'abandonner le pouvoir et le remettent sans restrictions aux commissaires du peuple, en refusant tout pouvoir législatif au comité central des conseils qui reste à élire. Les Délégués Révolutionnaires, les indépendants de gauche et les Spartakistes, Richard Müller, Ledebour et Daümig en tête, quittent alors le congrès en signe de protestation au moment même de l'élection du comité central. C'est donc hors de leur présence qu'est élu un comité central à la dévotion d'Ebert, chargé du « contrôle » de son gouvernement. C'est en leur absence également qu'est prise la décision de fixer au 19 janvier la date des élections à l'Assemblée Nationale.

Ainsi, le congrès des conseils se dépossédait lui-même du pouvoir qu'il remettait totalement entre les mains du gouvernement Ebert jusqu'à l'installation d'une constituante dont tout le monde savait qu'elle sonnerait le glas des conseils. C'était là la première grande victoire politique de la contre-révolution, obtenue au sein même des conseils, dans

leur organisme suprême. Mais la victoire n'était pas totale sur tous les terrains : sur la question de l'armée, en effet, le congrès des conseils venait, malgré Ebert, de prendre des décisions véritablement révolutionnaires, et qui retournaient en partie la situation en minant ce qui subsistait encore de forces de l'ordre. Ce sont elles que nous allons maintenant étudier, après avoir passé en revue les problèmes posés par l'existence de l'armée et le rôle politique de l'état-major.

LA LUTTE AUTOUR DE L'ARMÉE

Battue sur le plan militaire par les troupes alliées, l'armée allemande restait une force considérable sur le plan intérieur. Les troupes du front de l'ouest, peu contaminées par la contagion révolutionnaire, étaient toujours bien tenues en mains par leurs officiers. Le grand état-major, le maréchal Hindenburg, et, surtout, le véritable cerveau politique de l'armée, le général Groener, s'efforcèrent de la préserver pour l'utiliser éventuellement contre les révolutionnaires. Du premier coup, ils comprirent les intentions véritables et le rôle que se proposait de jouer le gouvernement Ebert, à la disposition de qui ils se mirent « pour lutter contre le bolchevisme ». Le fil téléphonique secret qui, de ce jour, relie Ebert au général Groener, est le lien matériel de cette alliance scellée contre la révolution par le dirigeant socialiste avec les chefs de l'armée. Avec beaucoup d'opportunisme, l'état-major acceptera sans broncher les Conseils de Soldats, qu'il parviendra même, pendant toute une période, à utiliser à ses fins politiques.

LE RETOUR DE L'ARMÉE

Dès le 9 novembre, Ebert demande au maréchal Hindenburg de conserver le commandement. Son ordre précise : « Là où des conseils de soldats se sont constitués, ils devront seconder sans réserve les officiers, afin de maintenir l'ordre et la discipline ». Quand, le 10 novembre, les 7 membres du Conseil Exécutif des Comités de Soldats se présentent à l'état-major, le lieutenant-colonel Faupel, qui les accueille, les mène devant une carte, et leur demande si, face à l'écrasante tâche de l'organisation du retour, ils se croient en droit de troubler le travail technique des officiers et de provoquer, par leur intervention intempestive, la catastrophe. Les conseillers soldats, impressionnés par la tâche technique, par l'accord qui semble régner entre les généraux et les socialistes du gouvernement, s'inclinent : ils appelleront eux-mêmes les soldats à effectuer la retraite, dans l'ordre et la discipline, sous l'autorité des officiers. Et c'est ce qui se produira.

Enhardi par ce premier succès, Groener pense pouvoir aller plus loin. Le conseil exécutif des soldats est si docile que l'état-major conçoit le projet d'utiliser le Congrès des Conseils de Soldats comme une arme contre les conseils

(5) Voir ci-dessous, page 50.

d'ouvriers, et notamment contre le comité exécutif de Berlin. C'est dans cet espoir qu'est réuni à Ems, le 1^{er} décembre, le congrès des conseils de soldats du front. Mais la situation a profondément changé : de retour à l'arrière, les troupes, en contact avec les éléments révolutionnaires, ne sont plus composées de soldats disciplinés comme jusqu'à la retraite ; ceux-ci discutent, regimbent contre le commandement, refusent la discipline aveugle. Barth, envoyé du Comité Exécutif, lève leurs préventions contre les Conseils d'Ouvriers. Le congrès se rebelle, réclame l'élargissement du pouvoir des conseils d'ouvriers, refuse la motion de défiance contre le Comité Exécutif que proposaient les hommes de l'état-major. Revenue en bon ordre à l'arrière, l'armée s'y décompose : la discipline et l'autorité des officiers sont, chaque jour, plus ébranlées. Au moment même où l'état-major se demande s'il pourra conserver entre ses mains une force armée susceptible d'écraser la révolution, le Congrès des Conseils d'Ouvriers et de Soldats de décembre prend des positions radicales. Après deux journées de débats enfiévrés, après l'intervention de Barth, indépendant de gauche qui réclame la suppression du corps des officiers, Ebert supplie les délégués de ne pas prendre de décisions précipitées et irréflechies.

Le congrès ne le suit pas. Par une majorité aussi écrasante que celle qui avait repoussé la proclamation du pouvoir des conseils, le congrès vote une résolution proposée par un Indépendant de Hambourg : « Le commandement de l'armée passe aux commissaires et au Comité Exécutif, et dans les garnisons, aux conseils de soldats ; les insignes de grades et la discipline hors du service sont abolis ; les officiers seront désormais élus ; la suppression de l'armée permanente et son remplacement par une garde civique seront accélérés. Ebert ne parviendra même pas à faire mettre aux voix une résolution affirmant que ces décisions ne sont que des principes qu'il appartient au gouvernement de faire appliquer. Dupés par les dirigeants

sociaux-démocrates sur la question de l'état, sensibles aux arguments « démocratiques » des partisans de la Constitution contre ceux des Conseils, les délégués ne les suivent pas sur la question de l'armée et du corps des officiers, pour le maintien de cette caste de privilégiés, rempart de l'ordre bourgeois en Allemagne. Leur décision, en tout cas, risque de remettre en question l'accord entre Ebert et Groener : l'état-major refuse de laisser supprimer l'Armée et désire employer la force pour réduire les révolutionnaires avant qu'il ne soit trop tard et qu'il n'ait perdu ses dernières troupes.

PREMIERS INCIDENTS AVEC L'ARMÉE

Si les travailleurs berlinois, en effet, sont armés, ils n'ont pratiquement pas encore de force organisée. Au Comité Exécutif, la motion de l'indépendant Daumig proposant une Garde Rouge, a été repoussée devant la menace des conseillers soldats, animés par Colin Ross, d'employer la force pour empêcher sa formation qui réduirait à néant le rôle des Conseils de Soldats. Quelque trois mille miliciens, recrutés par le préfet de police du 9 novembre, l'indépendant Eichorn, les 5.000 marins de la « Division de la Marine du Peuple » sont les seules forces que les travailleurs considéraient comme « leurs ». Encore les miliciens d'Eichorn sont-ils surtout des agents de la circulation, et les marins des mercenaires un peu inquiétants, longtemps commandés par un aventurier lié aux milieux réactionnaires, le comte Metternich, qui ne cédera que fin décembre leur commandement au lieutenant Dorrenbach, lié à Liebknecht.

Le 6 décembre, des éléments isolés de l'armée ont tenté un coup de force : animés par un sous-officier, d'ailleurs membre du Comité Exécutif, le sergent-chef Spiro, ils tentent d'arrêter les membres du Comité, offrent la dictature à Ebert. Au même moment, les hommes de la Kommandantur de la police du socialiste Wels tirent sur une manifestation de l'Union des Déserteurs, liés aux spar-

takistes et fidèles soutiens des démonstrations de Liebknecht. La tension croît, et de plus en plus les ouvriers révolutionnaires de Berlin se dressent contre le gouvernement de Ebert. Le 23 décembre, à la suite d'un conflit au sujet de leur solde, les matelots de la Division du Peuple envahissent la chancellerie, séquestrent les ministres, malmènent Wels qu'ils prennent comme otage. Prisonnier des matelots, Ebert, par son téléphone secret, demande du secours au général Groener. Le 24 décembre, les troupes envoyées par l'état-major et commandées par le général Lequis, pénètrent dans Berlin et attaquent les marins : la lutte militaire est inégale et les marins se préparent à se rendre quand la situation se retourne brusquement :

« Avec la rapidité de l'éclair, le bruit se répand d'une contre-révolution monarchiste organisée par les officiers. Pressés les uns contre les autres, les femmes et les enfants hurlant au premier rang, la masse vient se heurter au cordon des troupes... On demande aux soldats s'ils veulent faire cause commune avec les officiers contre le peuple... Troublés, les soldats regardent de tous côtés. Les uns jettent leurs fusils, les autres sont désarmés... En un clin d'œil le cordon est rompu, la foule hurlante arrive dans le dos de la troupe. » (6)

Dans cette situation tragique, les indépendants Dittmann et Haase sauvent Ebert, Ebert sauve l'armée, chacun calmant les protagonistes, donnant l'ordre de cesser le feu et d'arrêter le combat qui cesse pour la veillée de Noël. Mais le sang qui a coulé a creusé irrémédiablement la coupure entre les ouvriers révolutionnaires berlinois et le gouvernement socialiste. La moindre étincelle suffira à mettre le feu aux poudres, d'autant plus que l'état-major est décidé à frapper pendant qu'il le peut encore, avant que les révolutionnaires aient pu se donner une organisation suffisante. Dès Noël 18, on peut envisager l'épreuve de force.

(6) Volkmann. « La révolution allemande », p. 136.

Les journées de Janvier

LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

La fin de l'année 1918 et le début de l'année 1919 sont marqués par le congrès constitutif du Parti Communiste Allemand (29 décembre au 1^{er} janvier). Dès le 9 novembre, Spartakus était apparu comme une organisation indépendante de fait. Quoique ses militants aient continué à appartenir officiellement au Parti Social-démocrate Indépendant, le groupe, qui s'était emparé des locaux d'un journal bourgeois, le « Lokal Anzeiger », avait son propre organe, « Die Rote Fahne » (Le Drapeau Rouge). Nous avons vu le rôle joué pendant ces mois par Karl Liebknecht, qui faisait figure de dirigeant des Délégués Révolutionnaires,

ayant été coopté à leur comité fin octobre. Il semble que les militants spartakistes aient eu des divergences sur la ligne à suivre : fallait-il continuer à lutter au sein du parti indépendant, en tant que tendance révolutionnaire ? Fallait-il rompre avec cette organisation confuse et mettre sur pied une organisation révolutionnaire, communiste ? Le problème se posait.

Nous ignorons dans quelles conditions il fut discuté. Pourtant, étant donnée l'urgence de la situation, le problème central était, sans aucun doute, celui de la constitution, sous une forme ou sous une autre, dans tous les cas sans délai, d'une direction reconnue des travailleurs d'avant-garde qui devait, pour cela, comprendre au moins les Délégués Révolutionnaires, le seul groupe révolutionnaire

jouissant à Berlin d'une véritable autorité dans les rangs des ouvriers avancés. Nous ignorons aussi les discussions qui eurent lieu à ce sujet au sein de Spartakus. Il semble que Leo Jogiches au moins ait été hostile à la rupture, jugée par lui prématurée, avec l'organisation social-démocrate indépendante. Il semble aussi que Karl Radek, venu comme délégué du Parti Bolchévique, ait pesé de tout son poids en faveur d'une rupture rapide, pour la constitution d'un véritable Parti Communiste. A la conférence des Gauches-Radicaux, en tout cas, le 24 décembre, Jogiches, au nom de Spartakus, semble hostile à la fusion avec eux, qui impliquerait la rupture avec les indépendants, et c'est Karl Radek qui, dans une intervention passionnée, obtient que soit décidé le principe de la fusion entre

Gauches-Radicaux et Spartakistes pour la formation d'un Parti Communiste. La décision de rupture était, semble-t-il, prise : le même jour, en effet, le comité exécutif de Spartakus envoia au comité exécutif du parti social-démocrate indépendant, un véritable ultimatum réclamant l'organisation d'un congrès national avant la fin de l'année ; le délai était si court que cela ne pouvait que signifier la volonté de Spartakus de se constituer en organisation autonome.

C'est d'ailleurs la première décision qui résulta de la Conférence de Spartakus, devenue ainsi le premier Congrès du Parti Communiste Allemand, après un rapport de Karl Liebknecht qui constate l'impossibilité de redresser la ligne du Parti Indépendant, et déclare que l'heure est venue de « construire un nouveau parti indépendant avec un programme clair, un but précis, une tactique homogène, un maximum de décision et de force, d'activité révolutionnaire ». Les difficultés commencèrent ensuite, lorsqu'il s'agit de fixer le programme et la tactique de la nouvelle organisation.

Rosa Luxemburg, dans son remarquable Discours sur le Programme, avait analysé la situation de la révolution allemande, les positions que devait prendre le nouveau parti en ce congrès situé à un tournant décisif. Elle avait demandé aux congressistes de prendre acte de la défaite subie par les révolutionnaires au congrès des conseils. Il s'agissait, pour les communistes, selon elle, d'entreprendre l'œuvre de longue haleine qu'était la conquête des masses, là où elles se trouvaient, l'élargissement patient du champ d'action des conseils, l'utilisation de toutes les possibilités, y compris les élections et la tribune de l'Assemblée Nationale, pour la propagande et l'agitation révolutionnaires. Elle mettait en garde le jeune parti contre la tentation de l'impatience révolutionnaire, contre celle de renverser, avant la conquête des masses, le gouvernement Ebert, en conservant « l'illusion de croire qu'il suffit pour la victoire de la révolution prolétarienne de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre ». Pour elle, la chute du gouvernement Ebert ne se situait qu'au bout d'un long processus de luttes quotidiennes pour le pouvoir des conseils dans l'ensemble du pays.

Conformément à cette analyse, la direction proposait, par la bouche de Paul Levi, la participation du parti aux élections pour « conquérir les masses indifférentes ou abusées ». Toute l'autorité de Rosa fut insuffisante pour convaincre le congrès. Liebknecht lui-même semblait hésitant. Les congressistes suivirent Otto Rühle pour qui la participation aux élections aurait été un suicide, et qui n'hésitait pas à déclarer, sous les acclamations : « Si l'on en venait à écarter l'assemblée nationale de Berlin par peur des masses, nous aurions à former un nouveau pouvoir dans la capitale. » Par 62 voix contre 23, le congrès refuse la participation aux élections. Les mêmes tendances sectaires et ultra-gauches triomphent dans la discussion sur le tra-

vail ouvrier, où les congressistes acclament les délégués qui réclament la sortie des révolutionnaires des syndicats. Paradoxalement, sur des points décisifs, le nouveau parti prenait position contre ses propres dirigeants, votant des résolutions en contradiction formelle avec son propre programme, sans qu'ait lieu une véritable discussion politique sur les tâches et les perspectives de l'heure : contre Rosa, qui affirmait que le renversement du gouvernement serait prématuré, la majorité du parti montrait qu'elle souhaitait ce renversement le plus rapidement possible, malgré la défaite des révolutionnaires au Congrès des Conseils et le recul des conseils ouvriers. C'étaient là des prises de position de mauvais augure, d'autant plus que ce parti, numériquement faible, sans influence réelle organisée, ne se donnait qu'une structure extrêmement lâche, laissant « pleine autonomie » aux organisations locales, réduisant le rôle de la direction à « accueillir et résumer ce qui se passe au dehors ».

A peine constitué, le parti semblait prêt à voler en éclats aux premiers désaccords sur la tactique. Surtout, les décisions prises empêchaient la fusion avec les Délégués Révolutionnaires. Inquiets des positions « putschistes » du congrès communiste, ces derniers exigeaient en effet l'abandon de l'étiquette « Spartakus » dans le titre de la nouvelle organisation, l'abandon de la décision de boycott des élections. Le congrès refusa. En fait, la constitution du Parti Communiste n'avait rien apporté à la classe ouvrière allemande qu'une organisation supplémentaire, sans cohésion, incapable d'intégrer les cadres de l'avant-garde révolutionnaire berlinoise. Jogiches en tirait argument pour sa thèse : sa formation était prématurée. Le changement de titre de Spartakus n'avait rien apporté à la classe ouvrière allemande qui avait besoin d'une direction révolutionnaire dont les Délégués devaient être partie intégrante.

NOSKE

Au moment même où les décisions du Congrès communiste laissent prévoir le maintien des divergences tactiques, de l'incohérence organisationnelle, de la confusion politique des forces révolutionnaires, le départ des commissaires du peuple indépendants amenait au gouvernement un homme résolu à frapper. Permanent du parti depuis des années, l'ex-bûcheron Gustav Noske était l'homme de l'appareil par excellence. Défenseur du colonialisme avant guerre, il était devenu le socialiste des généraux pendant la guerre. C'est le général Groener en personne qui avait recommandé à Ebert son entrée dans le gouvernement. Adversaire des attermolements, Noske, sans hésiter, accepta, selon ses propres termes de « faire office de bourreau » (Bluthund : littéralement chien sanglant). Il avait pour cela l'instrument indispensable, les Corps Francs organisés à l'instigation de l'état-major, corps de volontaires entraînés aux tâches de la guerre civile, fanatisés par la haine des

« juifs » et des « bolchéviks ». Après les avoir passés en revue, le 29 décembre, le général Groener pouvait s'écrier : « Le combat va commencer », et Noske, le 4 janvier, rassurait Ebert : « La roue va tourner ».

LES PRÉTÉXTES

Les prétextes ne manquèrent pas aux révolutionnaires berlinois pour se laisser entraîner dans un combat prématuré, isoler dans la masse ouvrière. Le plus grave incident sera sans doute, à cet égard, l'occupation par un groupe de militants spartakistes du journal social-démocrate « Vorwärts », ancien organe oppositionnel, saisi par l'appareil pendant la guerre. Il permit à la propagande gouvernementale et majoritaire de présenter une fois de plus les spartakistes comme la seule menace réelle pour les libertés ouvrières : la foule berlinoise, qui avait commencé à écharper les troupes de Lequis la semaine précédente, ne bronchera pas quand elle croira que seront seuls frappés ces « hommes de la rue » qui saisissent par la force les journaux socialistes, alors que le gouvernement socialiste permet la libre expression de leur presse et de leurs orateurs.

Le terrain ainsi préparé était favorable. Poursuivant son avantage, le gouvernement Ebert frappa alors un coup décisif en révoquant le préfet de police révolutionnaire, l'Indépendant Eichhorn. Eichhorn décida de résister. Le même jour, le Comité Central du P.C. se divisait, refusant de suivre Liebknecht qui voulait organiser la défense d'Eichhorn par l'unification immédiate et sans condition des organisations révolutionnaires de Berlin : les Indépendants (dirigés par la Gauche), les Délégués Révolutionnaires, et les Communistes... Il refusait également de suivre Jogiches qui réclamait un désaveu public de Liebknecht. Hostile à la défense de Eichhorn, qui risquait de se transformer en combat pour la chute d'Ebert, le C.C. autorisait pourtant Liebknecht à continuer son activité « à titre individuel ». Le jeune parti vacillait déjà, sur une question de vie ou de mort.

LE COMBAT

Le 4 janvier, Noske décidait d'employer la force pour révoquer Eichhorn. Délégués et Indépendants de Gauche, d'accord pour résister, appelaient à une manifestation de masse et à la grève générale. Pendant deux jours, les révolutionnaires furent maîtres de Berlin, et le gouvernement impuissant. Deux attitudes étaient possibles : rester sur la défensive, éviter un combat prématuré, empêcher que se mène la bataille pour Eichhorn, en un mot appliquer la tactique de Lénine en juillet 17 ; ou bien se battre à fond, prendre le pouvoir à Berlin et s'efforcer de conquérir le reste de l'Allemagne, ce qui n'était pas impossible, quoique peu probable. Les dirigeants des ouvriers berlinois firent le pire : ils ne donnèrent, deux jours durant, que le mot d'ordre de manifester, et quand les travailleurs, las de crier,

rentrèrent chez eux, ils se décidèrent pour l'insurrection... Pourtant les Indépendants étaient contre, la majorité des Délégués Révolutionnaires, Müller en tête, l'estimaient prématurée et aventuriste... Malgré Daümig et le révolutionnaire Albrecht, des Conseils de Soldats, qui démentaient formellement les affirmations de Dorrenbach, désirant, sur les 2.000 mitrailleuses et les 20 canons que des soldats révolutionnaires amenaient sur Berlin, Liebknecht emporta la décision de se battre pour renverser le gouvernement. Le Comité Révolutionnaire Provisoire de 53 membres, avec trois co-présidents : Liebknecht, Ledebour et Scholze (7), eut beau se transformer en gouvernement révolutionnaire : les Corps Francs de Noske s'imposaient sans peine, face à quelque 3.000 combattants seulement. Un régiment d'ouvriers socialistes, commandé par un rédacteur du

(7) Liebknecht représentait les communistes, Ledebour les Indépendants de Gauche, Scholze les Délégués Révolutionnaires. Le choix de Scholze indiquait les réserves des dirigeants les plus écoutés des délégués : Daümig, Richard Müller. La décision de nommer un comité aussi lourd et trois co-présidents montrait la désunion et la méfiance qui régnaient entre les dirigeants ouvriers révolutionnaires du Comité...

« Vorwärts » et une partie des miliciens d'Eichhorn, renforçait même les forces de l'ordre, tandis que la Division de Marine, malgré les promesses de Dorrenbach, restait neutre. Le 12 janvier, tout était terminé. Dans un geste ultime et vain, le comité central du P.C. avait désavoué Liebknecht.

L'ASSASSINAT DE LIEBKNECHT ET LUXEMBOURG

Séparés par de profondes divergences, les deux leaders du communisme allemand allaient pourtant se retrouver pour vivre, côte à côte, les dernières minutes de leur lutte. Dans son dernier article, paru le 14 janvier, Rosa Luxembourg affirme : « Devant la provocation insolente... les ouvriers révolutionnaires étaient forcés de prendre les armes : c'était, pour la révolution, une question d'honneur. » Elle souligne « la contradiction entre l'attitude pleine de force, décidée, offensive, des masses berlinoises et l'indécision, la timidité, le manque de conviction des chefs », et conclut : « La direction a avorté ». Pour Liebknecht, dans le même numéro de « Die Rote Fahne », la « défaite était un commandement de l'histoire, la révolution n'était pas mûre et pourtant la lutte était inévi-

table ». Les ouvriers révolutionnaires de Berlin ont été battus parce que « leur force a été paralysée par l'indécision et la faiblesse des chefs qu'ils s'étaient donnés ».

Refusant d'abandonner les travailleurs de Berlin dans la défaite, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht s'étaient cachés en banlieue dans l'appartement d'un sympathisant. Arrêtés par la troupe, tous deux furent sommairement abattus sur l'ordre des officiers. C'était la plus grave défaite du mouvement révolutionnaire ainsi décapité. En assassinant les deux dirigeants du jeune Parti Communiste, la bourgeoisie allemande empêchait pour plusieurs années la constitution d'un parti révolutionnaire dont l'autorité aurait pu s'étendre dans les masses. Elle assurait sa victoire immédiate, dans toute l'Allemagne, et la liquidation des foyers révolutionnaires à laquelle elle se consacra pendant l'année 1919. Elle privait, pour des décades, le mouvement communiste allemand et mondial des deux seuls dirigeants dont le prestige était comparable à celui des leaders bolchéviks : l'avenir du communisme allemand, comme celui de la III^e Internationale, devaient se ressentir cruellement de cette perte irréparable.

Pierre BRABANT.

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

1918

- 1^{er} octobre : Appel de Spartakus à la formation de Conseils.
- 3 octobre : Gouvernement Max de Bade avec des ministres socialistes.
- 30 octobre : Mutinerie des marins en rade de Chillig.
- 3 novembre : Mutinerie des marins de Kiel.
- 6 au 8 novembre : Révolution et formation de Conseils dans tout le pays.
- 9 novembre : Révolution à Berlin. Ebert remplace Max de Bade. Abdication de Guillaume II.
- 10 novembre : Election du Comité Exécutif des Conseils de Berlin, qui reconnaît le gouvernement des six Commissaires du Peuple.
- 6 décembre : Tentative militaire contre le Comité Exécutif. La police tire sur une manifestation spartakiste.
- 14 décembre : Appel du gouvernement pour la formation de Corps

- France. Appel de Spartakus pour la formation d'un Parti Communiste.
 - 16-21 décembre : Congrès des Conseils d'Ouvriers et de Soldats d'Allemagne : décide l'élection d'une Constituante.
 - 23-25 décembre : La « Noël sanglante » : action des matelots contre le gouvernement. Intervention de l'armée.
 - 29 décembre : Les Indépendants quittent le gouvernement ; Noske y entre.
 - 29 décembre - 1^{er} janvier 1919 : Congrès de fondation du P.C. allemand.
- 1919
- 4 janvier : Révocation d'Eichhorn.
 - 5-6 janvier : Manifestations de masses à Berlin.
 - 8-14 janvier : Intervention des Corps Francs à Berlin.
 - 15 janvier : Assassinat de Liebknecht et Rosa Luxembourg. (A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

EN FRANÇAIS :

- A. et D. PRUDHOMMEAUX : « Spartacus et la Commune de Berlin » (Ed. Spartacus : en vente à la S.P.E.L., 300 fr.). Brochure contenant une chronologie assez détaillée des événements ; ainsi que les derniers articles de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ; le programme du Spartacusbund, adopté au congrès de fondation du Parti Communiste Allemand ; et le discours sur le programme prononcé par Rosa à ce congrès, exposé d'ensemble de ses positions. La brochure contient aussi, malheureusement, les commentaires d'A. Prudhommeaux, qui « ne croit plus au prolétariat ».
- BENOIST-MECHIN : « Histoire de l'Armée Allemande » (Tome I). Travail sérieux axé sur l'armée comme l'indique son titre. De nombreux faits sur la Révolution vus du point de vue contre-révolutionnaire.

- E.-O. VOLKMANN : « La Révolution Allemande » (Plon). Récit rapide, reposant sur de nombreuses lectures. Allure générale de reportage.

EN ALLEMAND :

- PAUL FRÖLICH : « Rosa Luxembourg » (biographie).
 - RICHARD MULLER : « Vom Kaiserreich zur Republik ».
 - OTTO BRAUN : « Von Weimar zu Hitler » (par un socialiste majoritaire).
 - ARTHUR ROSENBERG : « Die Entstehung der deutschen Republik ».
- EN ANGLAIS :
- CARL SCHORSKE : « German social-democracy » (1905-1917).
 - RUTH FISCHER : « Stalin and German Communism ».
 - RUDOLF COPEE : « Failure of a Revolution ».
 - N. B. — Frölich, Ruth Fischer, Arthur Rosenberg sont d'anciens dirigeants du P.C. allemand.

Le journal du mois (suite de la page 6)

ce fait particulièrement préjudiciable aux salariés. C'est ce que reconnaît « La Vie française » (n° du 9 janvier) :

« Les salariés ont été très sensibles au fait que les hausses touchent tous les produits de consommation courante, qui représentent une part plus importante dans leur budget que dans ceux des autres classes sociales. Dans les secteurs que la récession menaçait, les salariés accepteront, même à contre-cœur, les hausses. »

La suppression des subventions touche en effet particulièrement les produits de grande consommation : 30 milliards sur les produits alimentaires (pain, lait, confitures, pâtes alimentaires, etc.), 40 milliards sur le charbon.

L'augmentation des tarifs signifie une hausse du prix du gaz, de l'électricité, des tarifs postaux, des transports.

L'augmentation de la fiscalité indirecte, la dévaluation se répercuteront également sur les prix.

L'objectif ouvertement recherché par le gouvernement est, d'ailleurs, une réduction de la consommation (mais les dépenses militaires s'accroissent de 9 %). Une hausse limitée des prix, accompagnée d'un blocage des salaires, répondrait à cet objectif. Mais, selon « La Vie française », en quinze jours les prix auraient augmenté de 8 %, et ils sont loin d'être stabilisés.

LA RÉCESSION ET LE CHOMAGE.

S'agissant de la récession, les craintes sont plus vives qu'il y a quelques mois. Dans « La Vie française » du 9 janvier, on peut lire :

« La poussée des prix sera jugulée, mais le mouvement de récession de l'économie déjà amorcé a de grandes chances de reprendre après une pause de deux ou trois mois. »

Certaines industries de consommation pourraient être durement touchées, l'industrie lourde (bénéficiaire du budget militaire et du Marché Commun) échappant momentanément à la crise (1). Chômage pur et simple, chômage partiel, suppression des heures supplémentaires, le gouvernement envisage ces perspectives avec faveur (tant qu'il ne s'agit que d'une récession modérée, évidemment) : autant de facteurs qui peuvent contribuer à démoraliser les travailleurs, à entraver leur lutte revendicative. La lutte pour les salaires est dépassée, clamaient, il y a quelques semaines, les « théoriciens » du « nouveau capitalisme ». Ils n'ont vraiment guère de chance dans leurs pronostics !

ET, POUR COURONNER CET ÉDIFICE, VOUS PAIEREZ CASH !

Il va sans dire que les dépenses militaires sont en augmentation : 1.326 milliards en 1958 (loi des finances), 1.576 milliards prévus en 1959. Les autres dépenses, en tout état de cause, sont difficilement compressibles, et le budget de 1959 s'établit à 6.189 milliards contre 5.295 en 1958. Il était donc nécessaire d'augmenter les ressources, c'est-à-dire, dans la perspective de M. Rueff, les impôts. Le gouvernement n'a pas manqué de présenter la note de frais : personne n'aura la naïveté de s'étonner qu'elle soit élevée. La taxe proportionnelle passe à 22 % (18 % en 1958 pour les revenus inférieurs à 440.000 francs, 19,80 %, en incluant le décime,

(1) Dans la mesure, bien entendu, où la crise ne prendra pas d'ampleur. Dans le cas contraire, il est évident que tous les secteurs seraient touchés.

pour les revenus supérieurs à 440.000 francs). « L'Economie » du 8 janvier 1959 note à ce sujet :

« Le nouveau taux uniforme de 22 % fait donc supporter à ces contribuables — les plus modestes — une aggravation de 4 %, alors que, pour les plus fortunés, la majoration effective n'est que de 2,20 %. »

Le barème de la surtaxe progressive n'a pas été modifié,

mais les signes extérieurs de richesse seront largement utilisés (ici, ce sont les salariés moyens et les couches moyennes qui sont frappés ; les bourgeois disposant de multiples possibilités pour cacher leurs signes extérieurs de richesse).

Les revenus fonciers seront réévalués, ainsi que la valeur locative des propriétés bâties.

MAIS POUR QUELS RÉSULTATS ?

L'ensemble des mesures économiques et financières prises par le gouvernement est caractérisé par deux traits à fait remarquables :

1° L'absence de perspectives économiques à long et à moyen terme.

2° Le caractère de classe qui affecte ces mesures, et que le gouvernement a jugé inutile de masquer ; les récentes mesures sont commentées sans détour : « Il faut payer et il faudra payer », voilà ce qui est dit aux travailleurs.

Ces deux traits se complètent pour donner sa physionomie à la politique économique actuelle.

Cette politique est essentiellement financière : le souci d'un développement économique rapide (susceptible, dans certaines conditions politiques, lorsque les masses prennent l'offensive, de relever leur niveau de vie) passe au second plan, tandis que les préoccupations monétaires viennent en premier lieu. Après la Libération, la classe ouvrière a eu des possibilités de combat, le patronat, obligé de céder devant ses revendications, reprenait ensuite par l'inflation les avantages concédés. Aujourd'hui, la classe ouvrière est battue, le gouvernement se sent assez fort pour lui imposer directement des sacrifices. Et, pour les besoins de sa politique internationale, il préfère une monnaie stable, ce qui répond aussi aux désirs de la grande bourgeoisie. Pour cela, il faut diminuer la consommation des masses ; cet objectif n'est pas dissimulé : une hausse modérée des prix, la stagnation des salaires devant aboutir à ce résultat (d'autant plus nécessaire que les dépenses militaires vont en augmentant).

Il s'agit d'une sorte de remise en ordre des affaires du grand capital sur le dos des masses. La concentration se poursuivra, tandis que les petites entreprises, dans certains secteurs, seront éliminées, etc. Mais les résultats économiques à long terme sont loin d'être acquis : outre qu'il peut y avoir des « accidents » (hausse de prix très forte, récession), aucune garantie n'existe que l'économie se développe ; cela dépend de nombreux facteurs, dont, en tout premier lieu, l'évolution de la conjoncture mondiale, qui échappent totalement au gouvernement français.

Pour les travailleurs, les mesures du gouvernement du grand capital sont donc doublement néfastes. Elles sont la conséquence d'une grande défaite ouvrière (qui, seule, pouvait les rendre possibles) : c'est précisément ce que s'acharnent à nier les directions du P.C.F. et de la S.F.I.O. Une leçon est à tirer : la résistance devra être une résistance de classe, regroupant les forces vives de la classe ouvrière.

UNITE D'ACTION, UNITE SYNDICALE ET DROIT DE TENDANCE.

LE jour de son couronnement à la présidence de la république, le général de Gaulle a formulé cet avertissement significatif :

« L'intérêt national dans la nation, l'intérêt commun dans la Communauté, voilà donc ce que, maintenant comme hier, j'ai le devoir de représenter et de faire valoir en tout cas, même d'imposer s'il arrivait que le salut public l'exigeât. »

Les mesures économiques et financières récemment prises par le gouvernement témoignent éloquemment de ce qu'il faut entendre par « intérêt national », dans un pays capitaliste. Les profits du capital financier s'enfleront davantage. Le peuple paiera.



Le nouveau rapport des forces entre les classes, établi le 1^{er} juin, a permis à la bourgeoisie de déclencher une offensive de grande envergure contre le niveau de vie des travailleurs. Les mesures de renforcement de l'appareil d'état, comme toute la pluie des ordonnances économique-financières, poursuivent, au premier chef, cet objectif. Les ouvriers savent qu'ils ont subi une défaite majeure sur le terrain de la lutte des classes, et ils ne sont pas prêts à se lancer dans des actions aventurées. Sur le devant de la scène, les dirigeants syndicaux pérorent, écrivent, menacent, mais, eux aussi, ils savent bien à quoi s'en tenir. Les manifestations syndicales ne sont suivies par personne, à l'exception d'une minorité de militants dont l'activité, réduite à une agitation sans perspective, tourne à vide. Cet ouvrier de chez Citroën décrit infiniment mieux que tous les articles et communiqués des bonzes la situation réelle :

« Les cadences sont infernales. Nous sommes abrutis à la fin de la journée. Les ouvriers ont la crainte de perdre leur travail. Il n'existe actuellement aucune possibilité d'action revendicative. » (Extrait d'une lettre adressée à « La Vérité ».)

La classe capitaliste a l'initiative dans tous les domaines, et, si elle manifeste des craintes pour un avenir plus lointain, elle a compris que, pour aujourd'hui, vraisemblablement encore pour demain, elle peut y aller. Son état rénové est prêt. Les travailleurs sont battus. Leurs dirigeants, lors de la crise de mai, ont rendu toutes les positions ouvrières sans combat.

BAVARDS ET MENTEURS.

Bavard et menteur, voilà ce qu'est Léon Mauvais, quand il écrit dans « Le Peuple » du 1^{er} janvier 1959 :

« Déjà, ces derniers temps, s'est manifestée une reprise d'activité revendicative qui peut s'affirmer vite et puissamment. »

Bavard et menteur, Albert Détraz, de la Fédération du Bâtiment C.F.T.C., un des leaders de la gauche « Reconstruction », quand il déclare :

« Bien entendu, il y a un moyen de défense pour la classe ouvrière. Ce moyen, c'est l'action, une action revendicative, massive et puissante dans toutes les entreprises. »

Lorsque les travailleurs se lançaient à l'assaut du régime, et s'engageaient en masse dans la grève générale, en août-septembre 1955 par exemple, qui voyaient-ils se dresser contre leurs aspirations ? Précisément, Mauvais, Détraz (à Nantes, c'était Declercq, autre responsable C.F.T.C. de gauche), affirmant que la grève générale, c'était l'aventure — ou une provocation — suivant le style propre à chacun.

D'ailleurs, avec quelle perspective ces bonzes de toute obédience demandent-ils aujourd'hui aux travailleurs de passer à l'action ? Pour rétablir « le contrôle parlementaire sur le gouvernement » (Détraz), et revenir au bon vieux système de la IV^e république, « où les masses populaires pouvaient, par leur pression, rendre perméable le régime parlementaire » à leurs revendications (rapport préparé pour le congrès de la Fédération des Métaux C.G.T.).

Combien exaltants sont, pour les travailleurs, ces objectifs ! Revoir le parlement déclencher, le 1^{er} novembre 1954, la guerre d'Algérie, ou les députés P.C.F., socialistes et réactionnaires voter les pouvoirs spéciaux de guerre totale en Algérie le 12 mars 1956 !

Tous ces messieurs mentent à la classe ouvrière quand ils s'affirment, comme le conseil fédéral des Métaux C.G.T., « convaincus de la nécessité d'agir, mais aussi de le faire victorieusement ».

En témoignage ce simple fait : une circulaire a été éditée par les unions syndicales de la Métallurgie de la Seine C.G.T., en vue de la préparation d'une « Assemblée des syndiqués » ; on y lit :

● « Tous les syndiqués ont été convoqués par une lettre individuelle. »

En d'autres temps, pour remplir la salle Lacazette au siège des Métaux, une simple convocation verbale suffisait ; elle était comble, avec les seuls délégués. Aujourd'hui, il faut envoyer une lettre, et il y a gros à parier que la salle restera à moitié vide.

● « Il s'agit d'une assemblée des syndiqués C.G.T., mais il est souhaitable que, dans les entreprises, des efforts soient faits pour y faire participer des travailleurs encore non syndiqués, et y inviter des militants et syndiqués des autres organisations syndicales. »

Autrement dit, il ne s'agit plus d'une assemblée des syndiqués C.G.T., mais d'une assemblée de tous les métallurgistes de la Seine, qui en compte plusieurs centaines de milliers, assemblée convoquée dans une salle où, serrées au maximum, 2.000 personnes peuvent se rassembler.

Une telle circulaire montre bien que les bonzes sont parfaitement conscients de la situation. Comme le montrent également les hésitations, pour ne pas dire plus, des dirigeants syndicaux de l'E.D.F., qui ne peuvent envisager une action réelle, parce qu'ils savent bien que gaziers et électriciens ne sont pas prêts à débrayer.

Pour le moment, les directions syndicales sont totalement incapables d'impulser une quelconque action efficace. Le mieux serait de l'admettre, et de réfléchir sur les causes et les responsabilités de cet état de fait, afin d'étudier les formes, les moyens et les mots d'ordre susceptibles de recréer les conditions des luttes revendicatives.

A PROPOS D'UN ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE LAURÉ ET FRACHON.

On sait que le secrétaire général de la Fédération de l'Éducation Nationale (autonome), Georges Lauré, a répondu à des propositions d'unité d'action de Benoît Frachon par une lettre dans laquelle il déclare, notamment :

« Il ne suffit pas de constater que le syndicalisme français se condamne de plus en plus à des actions désordonnées et sans lendemain, aliène chaque jour davantage sa personnalité et son efficacité propres, s'installe dans des divisions néfastes, au moment même où les conditions économiques, sociales et politiques

qui sont faites aux travailleurs requièrent un effort qui ne peut être efficace que s'il est voulu par tous dans l'unité ; il faut convenir enfin du fait que ces divisions, et l'impuissance qui en découle, sont la rançon de la subordination inadmissible d'une fraction importante du syndicalisme à des formations politiques. »

« ... Les principes sur lesquels doit reposer toute tentative sincère de réunification ou seulement de regroupement, sont pour nous intangibles ; il ne peut y avoir effort réel dans ce sens si, d'emblée, et sans arrière-pensée, on n'accepte pas les conditions nécessaires d'un syndicalisme libre de ses buts et de son action... »

Ces principes, ce sont ceux du Mouvement Syndical Uni et Démocratique, avec lesquels la F.E.N. a réaffirmé son accord, lors de son dernier congrès (11-12-13 novembre 1958), en adoptant (1) un « appel aux travailleurs » où les conditions de l'unité syndicale sont définies en ces termes :

« Un constant recours à la démocratie syndicale, une franche reconnaissance des tendances, l'acceptation de la diversité de pensée syndicale dans la confrontation ayant pour corollaire la cohésion et l'efficacité dans l'action, un refus permanent de la moindre aliénation à une formation politique et idéologique quelconque. »

En bref, les principes du M.S.U.D. se résument en l'indépendance des syndicats à l'égard de tous les partis, gouvernements, états et églises, et en la démocratie intérieure garantie par le libre droit de groupement en tendances à l'intérieur du mouvement syndical.

A G. Lauré, Benoît Frachon a opposé une fin de non-recevoir. Il s'agit là des rapports entre l'unité d'action et l'unité syndicale, problème capital dont la solution positive serait effectivement un élément important pour la création d'un climat favorable à la reprise des luttes, à échéance d'ailleurs.

Sur cette question, comme sur toutes les autres, l'orientation des confédérations est catastrophique.

La position de la direction F.O. est encore une fois formulée par le secrétaire de l'U.D.-F.O. de la Seine-Maritime qui, rejetant les propositions de la F.E.N. (reprenant celles du M.S.U.D.), a l'audace d'écrire :

« Les camarades responsables de notre organisation syndicale ont décidé de ne reconnaître aucune qualité aux enseignants autonomes pour exprimer la volonté des travailleurs. »

L'ouvriérisme idiot de Dehove, qui a découvert la nécessité de lutter contre une « bourgeoisie prolétarienne » de son cru (les instituteurs, évidemment), à seule fin de se dérober au combat contre un patronat très réel, ne mérite évidemment pas d'être discuté.

Les exercices d'équilibre de la direction de la C.G.T. ne peuvent masquer ce fait qu'elle aussi, en refusant, au nom d'une certaine conception de l'unité d'action, l'unité syndicale dans la démocratie, compromet y compris la réalisation d'une unité d'action effective.

Mauvais, au C.C.N. de décembre 1958, affirme :

« Qu'on le veuille ou non, la voie de l'unité syndicale passe par la réalisation de l'unité d'action. »

Au congrès de l'U.D.-C.G.T. du Nord, Frachon confirme :

« Je répète en terminant, et j'y insiste. Les problèmes

(1) Contre le vote de la minorité pro-cégétiste, voir le dernier numéro de « La Vérité ».

de l'unification syndicale ne peuvent se substituer à l'action commune immédiate qu'exige la situation, et que les travailleurs attendent. »

Ces pétitions de principe sont-elles correctes ? Absolument pas. Certes, la situation exigerait une « action commune immédiate », mais les conditions de cette unité d'action ne sont pas du tout remplies à la base. Elles ne le sont pas davantage au sommet. Car Frachon se paie la tête de ses lecteurs, quand il argue, dans sa réponse à Lauré, du refus des dirigeants des autres confédérations de discuter les propositions du Mouvement Syndical Uni et Démocratique pour affirmer qu'il serait plus facile de réaliser l'unité d'action que l'unité syndicale. Bel argument en vérité ! Si Bothereau a repoussé les propositions du M.S.U.D., il n'en est pas davantage, pour cela, que l'on sache, prêt à s'asseoir autour d'une table avec Frachon.

Il fut un temps où, sous la pression des masses, on vit, par exemple, au début des grèves d'août 53, Frischmann, des postiers C.G.T., et Mourguès, des postiers F.O., amenés à réaliser le front unique. Aujourd'hui, comme conséquence de sa capitulation du 1^{er} juin 58, la direction de la C.G.T. a coupé pour les travailleurs toute possibilité, au moins pour un temps, d'exercer une pression par d'amples actions de masse. L'unité d'action entre confédérations, le « front commun » que demande la C.G.T., n'est pas près de voir le jour. Laissons là cet argument spécieux d'un mauvais avocat pour une mauvaise cause.

Frachon considère que les principes du M.S.U.D., concernant l'exercice de la démocratie syndicale par la reconnaissance du libre jeu des tendances, sont inacceptables. Cette position de la C.G.T. aboutit en fait à dresser un obstacle insurmontable, non seulement à la réalisation de l'unité syndicale, mais également à celle de l'unité d'action. Rappelons les faits :

● Si la scission, indépendamment des mobiles qui ont entraîné certains dirigeants à la faire, a pu se consolider, c'est parce que des centaines de milliers de travailleurs, qui ne partageaient pas les opinions de l'appareil stalinien, se sont vu refuser le droit de tendance dans la C.G.T. On ne peut tout de même pas oublier que Jouhaux, et Bothereau avec lui, étaient tout prêts, en 1947, à accepter les propositions de Frachon, lesquelles consistaient essentiellement à rétablir, pour les bureaucrates réformistes et stalinien, la parité de représentation dans tous les organismes dirigeants de la Confédération. Il est indéniable que, pour des raisons de politique internationale (l'U.R.S.S. venait de se décider à ne pas participer au plan Marshall, et la guerre froide commençait), les dirigeants socialistes firent pression dans le sens de la scission ; mais il est non moins vrai que les militants de base de la tendance Jouhaux, malgré les objurgations de Jouhaux lui-même, ont voulu quitter la C.G.T. Ils en avaient assez des méthodes totalitaires de l'appareil stalinien. Ainsi, l'histoire réelle de la scission est-elle bien plus compliquée que l'image d'Epinal que le bureau de la C.G.T. cherche à faire avaler aux masses.

SYNDICALISME D'AFFINITÉ, OU UNITÉ SYNDICALE.

● En continuant à refuser le droit de tendance, Frachon entache de nullité toutes ses propositions d'unité d'action. Car la méfiance, à l'égard de la C.G.T., de tout un secteur de la classe ouvrière, reste profonde. Comment la surmonter, sinon en affirmant que, dans la lutte commune, chaque tendance bénéficiera de toutes les prérogatives de la démocratie syndicale pour faire prévaloir ses points de vue ? Quand l'appareil stalinien s'élève contre la reconnaissance des tendances, il avoue, par là même, qu'il n'est partisan de

l'unité d'action que si celle-ci se réalise sur son seul programme, avec ses seules méthodes, et sous son seul contrôle. Il avoue donc que ses propositions ne sont que manœuvres, bavardages et poudre aux yeux.

A cet égard, Frachon continue à se moquer du monde quand il déclare, à seule fin de refuser la reconnaissance du droit de tendance :

« L'unité syndicale n'est pas la superposition de fractions ou de groupements d'affinité. »

Car, enfin, qu'est-ce donc qui cristallise les fractions et groupements d'affinité, sinon le fait que, dans la C.G.T., le seul appareil stalinien s'est octroyé le droit de s'organiser en fraction ? Lorsque Frachon se réfère à 1935, il devrait au moins à l'honnêteté de rappeler que, pour une large part, c'est à la suite d'un accord entre ces « groupements d'affinités » qui ont nom P.C.F. et S.F.I.O., accord précédé par le pacte Laval-Staline, que l'unité syndicale s'est réalisée. Constatons seulement que les circonstances ne sont pas les mêmes, sans examiner ici si un tel mode d'unification est le plus souhaitable pour la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

Ainsi, par quelque côté que l'on prenne le problème, on voit que, contrairement à l'affirmation du Bureau Confédéral de la C.G.T., ce n'est pas par la pratique de l'unité d'action, telle qu'elle est envisagée dans les sommets de cette confédération, que l'on arrivera à l'unité syndicale. Au contraire, c'est en se déclarant pour la liberté des tendances, condition indispensable de la réunification syndicale au sein d'une centrale unique et démocratique, que l'on pourra venir à bout des obstacles à l'unité d'action. Dans la mesure même où chacune des tendances saura que les dirigeants staliens ne cherchent pas à la manœuvrer au profit des intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S., ou se retirent la possibilité de le faire, les obstacles élevés par Bothereau, pour des motifs qui sont liés à sa position « atlantique », pourront commencer à être levés.

DE GAULLE ET LA GAUCHE (suite)

AU son de sa flûte enchantée, de Gaulle oblige les dirigeants « ouvriers », « démocratiques », républicains, et tout, et tout, ainsi que leurs porte-parole journalistiques, à danser un ballet du plus haut comique. Il est impossible de résister au désir de relater quelques-unes des dernières figures de ballet dessinées par ces personnages à la grâce éléphantine.

Claude Estier écrit dans « Libération » du 8 décembre 1958 :

« L'optimisme affiché par le général de Gaulle quant à l'avenir économique et humain de l'Algérie tend à cacher l'impuissance dans laquelle il se trouve. »

Le même, le 14 janvier 1959 :

« Il va sans dire que ces mesures, par lesquelles le général de Gaulle a voulu marquer son accession à la présidence, seront très favorablement accueillies par l'opposition démocratique qui les appréciera comme un geste de détente. »

Ainsi, l'« opposition démocratique » accueille « très favorablement » le 14 janvier 1959, une politique qu'elle quali-

Il est remarquable de constater, malgré les apparences, l'identité des positions des dirigeants de la C.G.T. et de ceux de la C.F.T.C. Dans sa réponse à Frachon, le secrétaire général de la C.F.T.C., Bouladoux, écrit :

« Les divergences qui existent entre nous rendent l'unité d'action quasi impossible, parce que nous ne sommes pas d'accord, en définitive, sur le but final à poursuivre. »

En fait, les dirigeants de la C.F.T.C., acquis par principe au pluralisme syndical, peuvent prendre appui, pour défendre leurs positions, sur les arguments de Frachon. En effet, comment répondre à cette constatation indéniable que l'appareil stalinien, d'une part, la hiérarchie ecclésiastique, à laquelle est soumise la C.F.T.C., de l'autre, « ne sont pas d'accord, en définitive, sur le but final à poursuivre » ?

On ne peut y répondre qu'en réaffirmant que les syndicats doivent rassembler tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ce qui implique :

1° L'indépendance du mouvement syndical par rapport aux partis, gouvernements et églises.

2° Le droit, pour chaque tendance, de défendre librement ses positions.

Ce sont là les principes du M.S.U.D., catégoriquement opposés à la conception d'un syndicalisme d'affinités, suivant laquelle il doit y avoir autant de centrales syndicales que de tendances politiques, philosophiques, religieuses... dans la classe ouvrière. Repousser le droit de tendance, c'est, en fait, apporter de l'eau au moulin des partisans du pluralisme syndical et de la division ouvrière, tels Bouladoux et la C.F.T.C. Car, tous les militants syndicaux le savent, Frachon, de son côté, entend bien n'autoriser les travailleurs à se grouper que dans une seule tendance : la sienne, c'est-à-dire la fraction stalinienne.

fruit d'impuissante un mois auparavant !

Un autre de ces fumistes prétentieux (Marcel Fourrier) écrit le 12 décembre 1958 :

« La guerre est la négation de tout progrès économique et social. Est-ce cela, le renouveau annoncé par de Gaulle ? »

Et le 15 janvier 1959 :

« Si telle est bien l'intention du général de Gaulle, alors les mesures d'apaisement qu'il vient de prendre auront réellement servi la cause de la réconciliation et de la paix ! »

Autrement dit : de Gaulle est un belliciste en décembre, et un pacifiste en janvier !

Il est inutile de poursuivre. On pourrait remplir cette revue de citations manifestant des attitudes aussi semblables à celles que nous venons de relever que contradictoires entre elles chez tous les dirigeants et journalistes « ouvriers » petits-bourgeois, expressions d'une même impuissance face à de Gaulle, lorsque celui-ci s'efforce de régler, dans l'intérêt de la classe dominante, le problème algérien.

LA « GAUCHE DE LA C.F.T.C. » ET DE GAULLE (suite).

ON sait que Rombault, ex-secrétaire de l'U.L.-C.F.T.C. de Saint-Nazaire, a été élu député du M.R.P. (le parti de Pflimlin-Bidault). Il vient d'être salué dans « L'Express » comme un rénovateur par cet autre représentant de la gauche chrétienne qui se dénomme Barrat, l'homme

qui a visité les maquis algériens, en 1955, dans un appartement à Alger.

M. Rombault a voté POUR le gouvernement Debré.

Le 20 janvier 1959.

SOMMAIRE

	PAGES
<i>Points de repère pour 1959</i>	1
LE JOURNAL DU MOIS :	
Faux dilemmes, vrais problèmes ! (p. 2). — La « coexistence pacifique » au Proche et Moyen-Orient. Un exemple de collaboration Washington-Moscou (p. 3). — Le grand marchandage sur le dos des peuples (p. 4). — La politique économique du grand capital (p. 6). — Unité d'action, unité syndicale et droit de tendance (p. 54). — De Gaulle et la gauche (suite) (p. 56). — La « gauche de la C.F.T.C. » et de Gaulle (suite) (p. 56)	2 et 53
PIERRE LAMBERT. <i>Contribution à la discussion sur les problèmes du parti. Marx et les problèmes du parti ouvrier (I)</i>	7
CHARLES LEMOINE. <i>Août 1953 : Pourquoi les mineurs ont combattu</i>	14
JEAN PERRIN. <i>Un épisode essentiel de la lutte des classes sous la IV^e République. Les grèves de novembre-décembre 1947</i>	16
ANDRÉ BUSSIERES. <i>Les conséquences du référendum en Afrique Noire (III) : conclusions</i>	21
LA REVOLUTION ALLEMANDE DE 1918-1919 (brochure de 16 pages à détacher)	25
ROSA LUXEMBOURG :	
<i>L'Assemblée Nationale</i>	p. 3
<i>L'Achéron s'est mis en mouvement</i>	p. 5
<i>Les masses sont-elles mûres ?</i>	p. 7
<i>Assemblée Nationale ou Gouvernement des Conseils ?</i>	p. 9
LÉON TROTSKY :	
<i>Une révolution qui traîne en longueur</i>	p. 11
<i>Rosa Luxembourg et la Quatrième Internationale</i>	p. 14
ERNEST BOIVIN :	
<i>Le 2^e Congrès du P.C. russe sans Staline</i>	33
<i>La réforme de l'enseignement en U.R.S.S.</i>	37
FRANÇOIS FORGUE. <i>Compromis et principes</i>	39
TRIBUNE LIBRE DE LA JEUNESSE :	
JEAN RIBES. <i>Pas d'accord avec les conclusions de J.-J. Marie</i>	43
PIERRE BRABANT. <i>La révolution allemande (1918-1923). 1^{re} partie : Novembre 1918-janvier 1919</i>	45

LA VÉRITÉ

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris-XI^e

ABONNEMENTS. — 12 n^{os} : 1.000 fr. ; 6 n^{os} : 500 fr. ; 3 n^{os} : 325 fr. — Etranger : 12 n^{os} : 1.200 fr. Soutien : 1.500 fr. et 2.000 francs. C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI^e.

